

/UNREVISED/

No. 5 of 2020

RODRIGUES
FOURTH REGIONAL ASSEMBLY

Debate No. 5 of 2020

Sitting of Tuesday 05 May 2020

The Assembly met in the Assembly House,
Port Mathurin, at 10.30 hours

(Mrs. Chairperson in the Chair)

The National Anthem was played

/UNREVISED/

RODRIGUES REGIONAL ASSEMBLY

MONDAY 05 MAY 2020

CONTENT

MOTION

RESUMPTION OF DEBATE

“This Assembly resolves that, for the purposes of section 44(1) of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is approved the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the financial year ending 30th June 2021”

/UNREVISED/

The Executive Council

(Formed by Mr. Louis Serge Clair, G.C.S.K.)

Mr. Louis Serge Clair, G.C.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Education (Administration), Legal Services, Marine Services, Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning, Tourism
Mr. Nicolson Lisette	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Transport, Water Resources
Mrs. Rose Marie Franchette Gaspard Pierre Louis, C.S.K	Commissioner responsible for Child Development, Cooperatives, Family Welfare, Handicraft, Industrial Development, Information Technology and Telecommunications, Prisons and Reforms Institutions (Administration), Trade, Commerce and Licensing, Vocational Training, Women's Affairs
Mr. Simon Pierre Roussety	Commissioner responsible for Civil Status, Community Development, Customs and Excise (Administration), Fire Services, Health (Administration), Judicial (Administration), Meteorology (Administration), Postal Services (Administration)
Mr. Louis Daniel Baptiste	Commissioner responsible for Consumer Protection, Employment, Housing, Labour and Industrial Relations, Social Security (Administration)
Mr. Jean Richard Payendee	Commissioner responsible for Agriculture, Environment, Fisheries. Food Production, Forestry, Marine Parks, Plant and Animal Quarantine
Mrs. Marie Rose de Lima Edouard -Ravina	Commissioner responsible for Arts and Culture, Library Services, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Youth and Sports

/UNREVISED/

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Madam Chairperson - Spéville, Mrs. Marie Pricie Anjela

Clerk - Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick

Serjeant-at-Arms - Constant Perrine, Mr. Stenio

STATEMENTS BY COMMISSIONERS

COLLEGES RESUMPTION – 04 May 2020

The Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, further to my statement of yesterday, I would like to make a short statement to the House with regard to attendance in the different colleges following resumption on 04 May 2020.

M. le Vice-président, hier j'ai expliqué le pourquoi de notre décision pour que les classes reprennent malgré les agissements de certains politiciens. Je suis heureux de constater que le taux moyen de présence dans les différents collèges dépassait largement les 95%. Les taux de présence étaient comme suite :

COLLEGES	%
Terre Rouge College	92
Mont Lubin College	97
Grande Montagne College	94
Le Chou College	95
Maréchal College	91
Songes College	97
La Ferme College	92
Rodrigues College	95

Cela démontre la maturité des parents Rodriguais qui ont à cœur l'avenir de leurs enfants. Je remercie aussi cette majorité de professeurs qui ont répondu présent car ils sont conscients de leurs rôles de préparer les jeunes pour être des décideurs de demain. Le déroulement de cette rentrée a été aussi rendu possible avec la collaboration de toute un chacun, plus spécialement, les recteurs, adjoints aux recteurs, enseignants, le personnel non-enseignant et les élèves. Cela démontre que nos partenaires ont bien compris la démarche du Conseil Exécutif pour cette rentrée des classes.

J'ai été informé que les Chefs d'établissements étaient satisfaits de la reprise des écoles. Tous les Chefs d'établissements ont été encouragés à organiser des *Class PTA meetings* afin de fournir plus d'information aux parents.

J'ai pris note aussi que les différents syndicats du secteur de l'éducation ont exprimés leurs réserves sur certains points découlant de la rentrée. Je compte personnellement les rencontrer bientôt afin d'éclaircir ces points.

M. le Vice-président, je tiens à le répéter encore une fois que la décision pour la rentrée scolaire a été prise dans l'intérêt suprême des enfants Rodriguais. Mon gouvernement régional ne tolérera pas ni ne fera aucun compromis qui ira à l'encontre des intérêts des enfants. Je suis sûre que le bon sens de cette infime minorité va prévaloir et qu'ils accepteront de passer les intérêts de l'enfant Rodriguais avant des considérations personnelle et politique. Je vous remercie de votre attention.

(Applause)

MOTION

RESUMPTION AND CONCLUSION OF DEBATE

“This Assembly resolves that, for the purposes of section 44(1) of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is approved the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the financial year ending 30th June 2021”

The Deputy Chairperson: First Island Region Member.

Mr. Von-Mally: Merci, M. le Vice-président. M. le Vice-président, il n'est pas dans mes habitudes de répondre au ineptie de certaine personne mais ayant écouté les deux intervenants, en l'occurrence les deux commissaires qui sont intervenus juste avant moi hier soir, je voudrais leurs dire ceci, surtout le commissaire de la Santé, qui a dit des choses peu amènes envers le MR. Je voudrais lui dire ceci : 'En politique la roue tourne. Surtout en politique et d'après ce que j'ai compris, mon expérience, la roue tourne en politique. Ce que vous, vous appelez dans votre parti l'OPR, le Juda Iscariote des ingrats affamés, s'il y a ça dans votre parti et que vous les garder avec vous par force, nous au MR s'il y en a on les laisse partir tranquillement, librement.'

[Applause]

[Interruption]

Mr. Von-Mally: M. le Vice-président...

Mr. Deputy Chairperson: No cross-talking, please.

Mr. Von-Mally: La roue tourne en politique. Personne n'est éternel. On fait notre boulot. La plupart du temps au mieux de nos possibilités et on part. Personne ne reste à son poste indéfiniment. Ce qu'on doit faire, on le fait au mieux de nos possibilités pour notre pays, pour notre peuple, après on part. C'est ce que j'ai compris de la vie, moi. Ceux qui croient qu'ils seront là éternellement... L'important, c'est de faire des choses avec sa conscience et celui qui arrive à la fin de la journée, à la fin de sa vie, à avoir une conscience tranquille, celui-là aura réussi sa vie.

M. le Vice-président, pendant que nous sommes en train de parler, comment ne pas penser à ces travailleurs, qui sont là à côté du Parlement, qui disent qu'ils n'ont pas été payé depuis mars. J'aurais aimé *right at the very outset* demander au commissaire du Travail d'essayer de les rencontrer, d'essayer de voir ce qu'il pourrait faire pour ces gens-là. Parce qu'ils ont été menacé. Ils travaillent dans le service de nettoyage des toilettes pour une compagnie qui commence par 'B', 'B Service Limité', et ils n'ont pas été payé. Donc, essayer de faire quelque chose pour ces gens-là.

Ceci étant dit, j'ai parlé du commissaire de la Santé, il y a des remarques que le commissaire de la Sécurité Sociale a faites. A l'entendre, l'agriculture Rodriguaise est florissante, à l'entendre, toute est bien dans les meilleurs des mondes. On dirait qu'il est en train de prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards boiteux. Ben, non ! On sait ce qu'il en est de l'agriculture Rodriguaise et je vais y revenir, je vais parler dessus. Vous savez, je peux critiquer mais j'apporterai aussi des propositions. Parce que c'est ça la politique. La politique, surtout dans cette Chambre, au Parlement National, quand on intervient, chacun donne ces idées. C'est ça, *the crux of the matter*, l'important de la politique. Chacun donne ces idées. A la fin du jour, les meilleures idées c'est ça qu'on doit utiliser pour le pays. Quelle vienne du gouvernement, quelle vienne de l'opposition, l'important, l'histoire va se rappeler de celui qui a utilisé les meilleures idées pour faire avancer le pays. Ce n'est pas parce que vous êtes dans l'opposition, vous donnez une idée, si elle est bonne, on le met à côté ou bien on massacre l'idée et on dit que ce n'est pas bon. Un pays démocratique n'avance pas si on se cantonne dans cette bassesse. C'est pourquoi, j'ai toujours voulu intervenir dans ce sens-là. On

apporte des idées comme ça. Parce que comme j'ai dit, on n'est pas éternel. Demain on peut quitter ce monde mais au moins on aurait quitté toutes les idées qu'on a. Si on part avec ces idées, c'est un crime.

M. le Vice-président, le discours du budget, il faut le reconnaître a été préparé dans un contexte particulier, dans un contexte exceptionnel en raison du COVID-19. Je me rappelle, il y a quelques semaines de cela alors qu'on était en train de mettre en place un comité, le Millenium Goal. Les *Gender Parity, across party lines*, alors qu'on était en train de mettre cela en place pour parler du changement climatique, pour combattre le changement climatique, j'avais parlé d'une guerre mondiale contre le changement climatique. J'étais loin de me douter que je me ferais rattraper par les événements aussi tôt que cela. J'aurais aimé avoir tort. Mais malheureusement, le COVID-19 est venu nous rappeler que le changement climatique est là. Parce que d'après les grand scientifique, le virus du COVID-19, il était là depuis bien longtemps. Et, ce serait à cause du changement climatique qu'il s'est réveillé. Le changement climatique va apporter d'autres fléaux comme ça. En fait, c'est un combat. C'est une guerre mondiale contre le climat et si on n'arrête pas ce changement climatique, si on ne gagne pas cette bataille, cette guerre contre le changement climatique, et bien, l'humanité trépassera. Donc, j'aurais aimé avoir tort mais malheureusement c'est là, il faut faire avec. Rien ne sera plus comme avant. Si on ne découvre pas un vaccin le plus vite possible. Rien ne sera plus comme avant. Peut-être pour aller à Maurice bientôt, il nous faudra apporter des tonnes de masques pour mettre à tout bout de champs. C'est pourquoi se serait bien d'avoir des masques-là. Quand l'avion va venir peut-être qu'il nous faudra aller à Maurice avec des masques. Il nous faudra prévoir. Rien ne sera plus comme avant pour aller dans les autres pays. se sera pareil.

Le problème du COVID-19 est venu nous rappeler que la santé est beaucoup plus important que l'économie ou que n'importe quoi. Il vaut mieux être pauvre et en bonne santé qu'être riche et malade ou mort. Il y a des milliardaires qui ont tous essayés pour sauver leurs vies avec ce COVID mais qui ont trépassés malheureusement. Donc, c'est bien. Là, je suis d'accord avec le Chef commissaire quand il a dit on va fermer l'aéroport aussi longtemps qu'il faut pour ne pas laisser le COVID entrer à Rodrigues. On est d'accord. Quand c'est bon, on dit c'est bon. Mais quand il faut critiquer, il faut critiquer pour le bien de notre pays. Mais ceci étant dit, je pense qu'il ne faut pas tout mettre aussi sur le dos du COVID. On a entendu hier-là. On dirait que tous le problème qu'il y a à Rodrigues c'est à cause du COVID. Mais non ! Il y a un manque de vision aussi quelque part.

Ce budget qui a été présenté, on a l'impression qu'il a été préparé avec un manque de sérieux flagrant. Les Rodriguais diront : *c'est un budget casse la gueule*. On dirait un budget qui a été préparé à la vite. Mais pourtant ils ont eu le temps de le faire. Et, vous voulez une preuve de ce que j'avance. Le budget de cette année vous pouvez voir, on a les *estimates*, 2019/20, 2020/21 *Estimates*. L'année dernière pour les *estimates*, qu'est-ce qu'on avait ? *Estimates 2018/19, Rivised Estimates*. Mais cette année où est passé la colonne de *Revised Estimates* ? Qu'avons-nous à cacher ? Pourquoi ? Bon, on a eu l'argent mais on a dépensé tant. Il faut dire les choses tel quels sont.

(Applause)

Combien on a dépensé ? Où est passé la colonne de *Revised Estimates* ? Est-ce qu'on aurait oublié ? M. le Vice-président, il est vrai comme j'ai dit, on a préparé le budget dans un contexte particulier. J'avais parlé de guerre mondiale. Juste pour ouvrir une parenthèse le COVID-19, une pandémie, qui touche le monde entier. Rodrigues n'est pas à l'abri, c'est pourquoi il faut continuer à prendre des précautions. Il faut qu'on continue à prendre nos précautions. Il suffit d'une simple négligence pour que ça entre à Rodrigues. Quand on pense que dans cette guerre mondiale que nous nous livrons, que le monde entier livre contre le COVID. Il y a eu en Amérique plus de mort. Ce virus a tué plus d'Américain que la guerre du Vietnam. Et là, on approche les 100,000 morts. Donc, c'est pour vous dire. Ce n'est pas parce que ce n'est pas arrivé à Rodrigues qu'il faut le prendre à la légère. Il faut dès maintenant commencer à prendre des précautions qu'il faut. Il faut en parler aux enfants surtout. Parce que si d'aventure ça arrive à Rodrigues, j'espère que ça ne va pas arriver, mais si d'aventure ça arrive à Rodrigues qu'on soit préparé.

Pour en revenir au budget, après avoir lu les différents budgets, mon ami Reddy Augustin, les autres membres en ont parlé. On trouve que s'est répétitif dans bien des cas. On aurait pu raccourcir le budget et aller droite au but et dire ce qu'on va ajouter cette année au lieu de répéter et de répéter. Mais ça a été très répétitif, les mesures qui ont été prises durant ces six derniers budgets. Mais au moins le COVID-19 a été bon pour quelque chose. Au moins une chose. *The COVID-19 pandemic have told us that we... we have learnt that we must put our money where our mouth is*. Je crois que c'est ça la plus grande leçon qu'on doit tirer de cette pandémie. Et je dis, mieux vaut tard que jamais. J'ai vu que le Chef commissaire et le commissaire des Finances, il a parlé de l'agriculture etc. Tant mieux ! Mieux vaut tard que jamais. Il y en a qui ont rechassés des slogans. On dit depuis 76 on avait dit : *Manz pa compte lor manzé ki sorte déhors etc*. Slogan ! Mais il faut savoir qu'on ne dirige pas un pays

uniquement avec des slogans ! Qu'est-ce qui a suivi ? Tout le monde peut rechasser le même slogan comme dans les pays communistes. Mais est-ce qu'on a pris des mesures nécessaires pour faire produire Rodrigues ?

M. le Vice-président, je vais, je sais il y a les autres Membres en ont parlés de différent secteur. Je vais, pour ne pas être long, m'appuyer sur deux secteurs principales. Il y a l'agriculture et la pêche de l'aquaculture. Les deux. Pourquoi ?

(Applause)

Parce que ce sont les deux secteurs qui produisent de la nourriture. D'ailleurs, dans tous les pays du monde, tous les pays qui ont connus une réussite, qui ont connus une stabilité économique, ce sont les pays qui n'ont pas négligés leurs agricultures, leurs pêches et l'aquacultures. Parce que ces deux secteurs produisent de la nourriture. Après ils vont développer et ils vont développer textile etc., IT. Mais on ne mange pas du textile, on ne mange pas IT. Quand on a de la nourriture pour son peuple, là on a la base, on a l'essentiel. Mais dès le début, Rodrigues a toujours été connu avant comme le grenier de Maurice. Et, on peut refaire de Rodrigues ce grenier. Et pour cela il faut avoir une vision. Quelle vision est-ce que ce gouvernement a ? Il faut avoir une vision claire et nette. Quand on a une vision claire et nette, on peut expliquer cela à la population et la population saura quoi faire. Mais si on n'a pas une idée claire, mais la population se sentirait perdu. La population ne saura pas quoi faire. Donc, comme je dis, on ne dirige pas un pays uniquement avec des slogans mais avec des actions concrète, des actions bien réfléchis.

M. le Vice-président, j'ai dit, quelle vision est-ce que ce Gouvernement Régional a pour l'agriculture ? Nous avons tiré la sonnette d'alarme. Depuis que je fais de la politique j'en ai parlé, j'en ai parlé, j'en ai parlé à plusieurs reprises. Mais quelque fois on prenait cela en dérision. On s'amuse à prendre cela en dérision. Comme-ci, si on accepte l'idée d'un adversaire, ce n'est pas bon. Ça nous diminue. Non, au contraire, au contraire on ajoute des idées, vous savez, des clashes des idées, il y a des étincelles qui sortent et ça nous fait voir plus clair. Mais malheureusement, il y en a qui préfère ne pas prendre ces idées.

Là, dans le budget on a dit, l'agriculture on va faire de sorte que les gens retournent à la terre. Mais ce qui est paradoxale. Si vous regardez le budget de l'agriculture. Mais c'est un des plus mal lotis dans ce budget ! Rs 162,180,000 ! Okay ! Et, les estimations pour les années qui viennent, ça va en diminuant. Est-ce que c'est comme ça qu'on va faire avancer

l'agriculture ? C'est là-dedans qu'on devrait mettre le plus d'argent. Surtout avec la leçon du COVID.

Faire un petit saut en arrière, M. le Vice-président, qui ne se rappelle pas ? Parce que M. Baptiste a parlé - à Rodrigues on a produit beaucoup plus... il prend les statistiques, il regarde la colonne où il y a un condiment qui a augmenté, dont le volume a augmenté, il dit voilà on a augmenté. Mais l'autre qui a diminué ? Si le piment a augmenté par 10 kilos et le maïs, dont on produisait des milliers de tonnes, aujourd'hui il y a que quelques tonnes. On dit, le piment a augmenté, mais on oublie le maïs. Il faut être honnête. Il faut dire les choses telles qu'elles sont. Avant, M. le Vice-président, qui ne se rappelle pas ? Les aînés ils le savent.

Quand on vendait les oignons à Rodrigues, lors du *gradages* des oignons à Port Mathurin, à Grande Montagne, à La Ferme, avec les machines qui ronronnaient, qui *gradaient* les oignons, on marchait quasiment sur les petits oignons à Rodrigues. Il y en avait tellement et les gens, les agriculteurs Rodriguais étaient riches, ils avaient l'encadrement qu'il fallait. Aujourd'hui même ces petits oignons, on n'en trouve pas. On essaye d'aller acheter, on n'en trouve pas. Nos oignons viennent de Maurice, viennent de l'Inde ou je ne sais d'où. L'ail, l'arachide, le maïs, Rodrigues était autonome. Moi, j'avais un père agriculteur, on produisait tout ce dont on avait besoin. Il y avait le *barter system*, les pêcheurs venaient échangeaient leurs poissons contre du maïs, contre les *margozes*, contre les légumes. Je suis sûre que M. Payendee aussi son père a connu tout ça. Mais aujourd'hui, on peut dire que c'est comme ça là ? L'agriculture ? La surface cultivée se rétrécit comme une peau de chagrin. Alors qu'avant on cultivait des centaines d'hectares, 400/500 hectares. Aujourd'hui, on est arrivé à 90 hectares ? Et, on a le culot de dire qu'on a progressé dans le domaine de l'agriculture. Il faut regarder les choses en face. Quand on a fait une erreur, on doit la reconnaître et reconnaître ces erreurs, c'est le début de la sagesse. C'est ce qu'il faut. Il faut commencer par là. Si on a fait des erreurs, mais il n'est pas trop tard. L'agriculture Rodriguaise, qu'est-ce qu'il faut faire ? Si on a une vision bien claire, c'est pourquoi je vais m'appesantir là-dessus.

Première chose, qu'est-ce qu'on est en train de faire pour augmenter au maximum la surface cultivable à Rodrigues ? Avant, vous savez que chaque il y avait des groupes, des gangs, *gangs zom*, comme on dit, pour aller rétablir les terrasses. Où on en est aujourd'hui ? Est-ce qu'il y a encore des terrasses ? Rodrigues était connu comme une île à terrasse comme en Irlande. Et, les terrasses quand c'est bien aligné et bien rangé c'était beau. Hein, ce n'est pas beau tout ça. Comme on disait, comme disait le... ce n'est pas beau. Si vous faites ça, après vous dites si ce n'est pas beau, je dirais c'est beau. Il faut rétablir les terrasses. Et, M. Baptiste

qui dit que l'agriculture à bien augmenter. A côté de chez lui, à Trois Soleils, dans les environs-là, Montagne Cabris, il y avait des très belles terraces. Partout là... mais qu'est-ce qui s'est passé ?

Première chose, réorganiser les terraces. Parce qu'il faut augmenter la surface cultivable. Il faut réaménager les vallées, parce que les terres les plus fertiles se trouve dans les vallées. Qu'est-ce qu'on est en train de faire ? A Baie Malgache, bon on plante au milieu, ben à côté sur les flancs, des piquants loulous ? Rien qu'à Baie Malgache, je suis sûre qu'on peut planter autant d'orange et de mandarine pour fournir le marcher Mauricien. Tous les ... en orange et en mandarine ! Mais pourquoi ne pas... ? Mais il faut un encadrement. Il faut savoir ce qu'on veut faire. Premier.

Deuxièmement, pour que les gens soient encouragés à cultiver, il faut qu'il est de l'eau. Il faut qu'on leur donne de l'eau de façon régulière. Est-ce que c'est le cas à Rodrigues ? On a parlé du système d'irrigation. Mais si vous n'avez pas une vision claire, s'est foutue ! On en a parlé et on a donné des idées. Je possède, une idée, j'espère que ça ne va pas tomber dans l'oreille d'un sourd. Parce que je ne donne ces idées-là pour moi mais pour tout le monde. Rodrigues étant une île vallonnée, à chaque grosse pluie vous avez des millions de mètres cubes d'eau qui vont vers la mer et ça asphyxie nos coraux. Le lagon en pâti à cause de ça. Mais, M. le Vice-président, qu'est-ce qu'il en coûte de retenir le maximum d'eau sur les collines ? Mais le Chef commissaire, peut-être l'idée est bonne, d'essayer de donner aux gens des bassins. On a dit à plusieurs reprises, dans notre manifeste électoral, il y avait ça - des petits bassins. Mais... Ecouter, vous donner... là je vois on veut donner Rs 50,000 maximum pour une retenue d'eau individuelle d'environ 20 m³. Mais il ne suffit de dire, aller construisez votre bassin, etc. Dans la commission de l'Agriculture, vous avez des bons techniciens. Vous pouvez former une unité pour aller aider ces gens-là. De par la topographie de leurs terres, créer des petits bassins – 20 m³, 10 m³, 30 m³. Imaginer, à Rodrigues on peut faire au moins 10,000 ou 20,000 des petits bassins comme ça. Et, ce n'est pas de l'argent gaspiller ça. Comme on a vu dans l'autre secteur. Chaque jardin, digne de ce nom, on organise et on construit un système de captage d'eau avec des rigoles, des canots, avec un petit bassin. On donne un bassin à chaque planteur. Ça va lui rapporter gros ça. Quand il voit que ça lui rapporte gros, parce que chaque année avant que l'eau va vers la mer, l'eau doit remplir tous ces petits bassins. Si vous avez 10,000, 20,000 petits bassins, parce que si je dis qu'il faut construire le barrage de Pistaches, on va dire des milliards, etc. mais des petits bassins on peut le faire, toute de suite. On peut commencer toute de suite. Mais il faut une équipe qui sait comment faire. Pas n'importe qui fait un bassin après

demain le bassin s'est fendit, etc. Il faut quelqu'un qui si connait et il passe partout, il aide le planteur à construire son bassin. Si on fait ça, avant que l'eau va vers la mer, on aurait rempli tous ces petits bassins. Et, c'est ça le début du penser autrement dont on parle. Comment on dit ça ? Entre l'urgence de reconstruire ensemble autrement – voilà on apport notre contribution. On est en train d'apporter des idées pour faire les choses autrement.

(Applause)

Pourquoi pas ? Et ça peut se faire graduellement, pas d'un seul coup. Et vous allez voir quand les gens ont de l'eau, les gens ont les terres bien préparer, il va cultiver. Quelle autre chose il faut pour que les gens cultivent ? Il faut qu'il y est un marcher. Mais ce gouvernement-là, est-ce que vous avez préparé, vous avez été voir à Maurice, faire une étude quelles sont les condiments dont Maurice a besoin ? S'il y a un marcher, les gens vont planter. Si à Maurice on a besoin disons de safran, vous avez une usine de safran, vous dites à tout le monde de planter. Et, les gens ils savent que dès que s'est prêt, ils vont à l'usine de safran, on va acheter toute de suite. Ben, tout le monde va planter. Ben là, vous plantez du safran, vous ne savez pas où vous allez vendre. Mais ce n'est pas encourageant. Comme l'idée on avait donné pour la fameuse usine de café. On ne peut pas dire que *we are wise after the event*. On avait donné des idées. On avait dit – on est en train de construire une usine à Rs 40 millions, il ne faut pas mettre la charrue devant les bœufs ! Il faut commencer par créer des pépinières et offrir à tous les Rodriguais qui les veulent, des plants de café. Et, le café, on sait bien ça pousse dans les sous-bois. Quelqu'un qui a des manguiers chez lui, il plante les caféiers. Quelqu'un a besoin de 50 *piés*, l'autre 20 *piés*, l'autre 100,000 *piés*. Ben, lors de la saison des cafés, mais tout le monde saura il y a une usine là-bas. Il apporte son café, il vend. Donc, l'argent sera distribué à tout le monde, tous ceux qui ont planté le café. Et, il ne manquera pas de café. Non ! Qu'est-ce qu'on a fait ? On a planté quelques *piés* de cafés à St. Gabriel. Mais combien de tonnes de cafés on aura ? Et l'usine de café, il va... Bon, si d'aventure ces *piés* de cafés, donnent un *full* rendement. Vous aurez, combien ? Quelques kilos ? Mais là, l'usine va travailler 30 minutes après ça va s'arrêter pour une année ? Il faut faire les choses avec une vision, il faut faire des choses comme il le faut. Et, ce n'est pas difficile ça ! Ce n'est pas difficile ! Donc, il faut qu'il y est un marcher.

Autre chose, concernant si on veut encourager les gens à aller de l'avant dans l'agriculture. Autre chose, si on veut qu'on aille de l'avant du côté de l'agriculture. Vous avez...

(Interruptions)

Mr. Deputy Chairperson: Order, Order, please! Allow the Member to make his speech. Please! No cross-talking!

Mr. Von-Mally: Si on veut aller de l'avant, faire avancer l'agriculture Rodriguaise, il faut qu'on est des techniciens. Je sais que vous avez cela dans votre commission. Il faut aller proposer à ces planteurs. Il faut les encadrer. Et, dire dans tel endroit *what are the food crop that grows best? The food crop that grows best in such and such areas and then you grow*. Si dans certains endroits, on peut planter des attes. A Maurice on a besoin des attes comme à Plaine Corail sur les terraces, les attes poussent bien. Vous allez au marcher de Port Louis, *ene ti zat recoquiller coute si pa Rs 100 !* Mais peut-être il y a un marcher pour ça. Il faut développer... oui, pitaya aussi. Hein, ça pousse sur les roches. Même chez vous là-bas ça Baie Diamant sur les terraces, ça poussent. Moi, j'en ai planté. Mais ça pousse. Hein ! L'importance c'est que, l'important...

(Interruptions)

Mr. Deputy Chairperson: Order, order, please!

(Interruptions)

Mr. Deputy Chairperson: Member Perrine, please.

Mr. Von-Mally: On doit veiller si on veut vraiment que Rodrigues produise le maximum. Si on veut vraiment utiliser le potentiel agricole de Rodrigues de façon optimal, la meilleure chose à faire, c'est de faire de sorte que chaque pouce de terrain qu'on donne à quelqu'un, qu'on veille à ce qu'il l'utilise de façon optimal. Combien de terrain il y a à Rodrigues qui est laissé à l'abandon ? Si on donne des facilités nécessaires. Par exemple, quand le MR avait quitté, on avait laissé à peu près une dizaine de tracteurs, aujourd'hui je ne sais pas combien il reste. Un tracteur, un tracteur et demi ? Je ne sais pas. Moi, je pense qu'il faudrait acheter quand même une vingtaine de tracteurs, des petits motoculteurs. Mettez-là à la disposition des planteurs. Dites-leurs de planter. Si vous avez besoin qu'on vienne mécaniser vos terres, on peut le faire. On peut le faire, même gratuitement. Parce que ce n'est pas de l'argent jeter ça. Parce qu'en retour vous allez avoir des revenus là-dessus. Qu'on achète les tracteurs nécessaires. Cela n'a pas été fait. Pourquoi ? Le Commissaire Payendee a l'habitude de dire, on veut faire une agriculture bio. Mais s'il y a assez de machine de motoculteur pour

labourer les champs, les gens auraient de moins en moins tendance à utiliser le *glyphosate*, le fameux *round up* qui a été interdit en France. Parce que c'est cancérigène. Je ne sais pas si on jette du *glyphosate*, ça tue l'herbe ! Mais c'est cancérigène. Ce que vous allez planté après, vous allez manger ça ! Mais pour diminuer cela... Pourquoi les gens font ça ? Parce qu'ils doivent attendre des années pour avoir... ou des mois pour avoir des machines pour labourer leurs terres. Mais si on met à leurs dispositions un nombre de machine, de tracteur suffisant ? Ils utiliseraient moins le *glyphosate* et peut-être on pourrait même interdire cela. C'est pourquoi je dis, l'encadrement est important. Donc, voilà je pense la recette pour faire avancer l'agriculture – résoudre le problème d'eau, rétablir les terrasses, les surfaces cultivables, trouver un marché pour nos produits. Si à Maurice on a besoin d'oranges, qu'on plante les oranges. Si on a besoin d'oignon, à un moment où il n'y a pas plus en Inde, on produit. Les pistaches, on produit. S'il faut produire les macadamia, qu'on le fasse. *Bé tou ça manzé ça ! Bé* je mange ça, on mange ça ! Oui ! Vous parlez de la permaculture. Il y a des gens... La sécurité alimentaire, chaque Rodriguais avec son potager, c'est ça la sécurité alimentaire. A Rodrigues, à l'époque, à Rodrigues avant pourquoi les gens ils ont fait ça d'eux-mêmes ? Non, ils ont des conseillers. A l'époque dans chaque cour, il y avait un *pié de gros pois*. Il y avait les, comment on appelle, *ole, roume*, il y avait des *larouilles*. On plantait tout ça. Hein ! On plantait des *canbar* mais... Ils étaient bien encadrés. On leur donner des conseils. Aujourd'hui qui c'est qui leur donnent des conseils ? Il y a des mouches des fruits-là qui tuent les gens. Pour donner des produits, on donne ça au compte goûte. Si quelqu'un va avec un galon pour aller mettre dans son champ parce que son champ est grand, on dit non on vous donne un litre. Ben quoi ? On est en train de protéger les mouches des fruits à Rodrigues ? Faites autant qu'il faut, donner aux gens pour qu'ils pulvérisent. Il y a ces petites plaques en jaune avec des hormones pour attirer les mouches, c'est très efficace. Je l'ai utilisé chez moi. Mais faites apporter des milliers, donner à tout le monde autour de Rodrigues, qu'on tue ces satanés mouches de fruit. Surtout, M. le Vice-président, que la mouche ravageuse, on avait peur que ça n'entre à Rodrigues. Mais malheureusement, s'est reparti partout à Rodrigues. Le '*bactrocera dorsalis*' se trouve partout à Rodrigues. Ça pique tout. Tout ! C'est pourquoi, il faut qu'on est un plan d'urgence. Apporter ces fameuses plaques-là, apporter ça. Qu'on mène une campagne agressive contre ces mouches des fruits. Voilà, voilà quelques idées jetées pour qu'on puisse faire avancer l'agriculture.

Mais pour l'eau il ne faut pas, je vois dans le budget qu'on va enfin nettoyer les réservoirs sur la Rivière Pistaches. Mais pas uniquement la Rivière Pistaches, tous les petits réservoirs qu'il y a. Il faut en construire à Anse Baleine s'il le faut. Il y a beaucoup d'eau qui

reste... Non, on commence... Ben, nous on avait commencé pourquoi vous n'avez pas continué ? On avait commencé à Mangues. Je me rappelle, je me rappelle. Le Premier Ministre il était Ministre des Finances. Il nous avait donné Rs 50 millions pour nettoyer ces réservoirs. On avait commencé. Mais il fallait continuer. Mais certain avait démoli le barrage de *Telbert*. On a été révolté par ça. Là on a essayé de rétablir. Mais il faut nettoyer tout et aussi rétablir des réserves à côté des rivières. A l'époque il y a des gens qui ont construits des maisons à côté des rivières. Mais là il faut sauver ceux qui peuvent encore l'être. Les espaces à côté des rivières qui peut encore être conservé, clôturé et reboisé, qu'on le fasse avant que les gens ne viennent construire des maisons là. Il est un peu trop tard. Mais enfin, on peut le faire, même si c'est tard on doit le faire. Protéger nos rivières, l'île étant trop petite. Et, autant que possible essayer de reboiser la crête de Rodrigues. Je ne finirais jamais de le dire - Rodrigues c'est une seule chaîne de montagnes, s'étendant de l'est à l'ouest. Le point culminant se trouve au environ de Mont Lubin. Et, cette crête il faut le reboiser au maximum. Mais qu'est-ce qu'on fait ? On est en train de tout démolir, construire des maisons là. Mais qu'est-ce qui va se passer avec nos sources ? C'est là que toutes nos rivières prennent leur source, là-haut là. C'est pourquoi quand j'ai eu Rs 100 millions de Sithanen – vous savez chaque année il y a un peu d'argent qui reste dans les budgets des ministères, je me rappelle le Ministre Sithanen m'a dit : *'Nicolas je sais que Rodrigues est un peu pauvre, qu'est-ce qu'on peut faire pour il y a un peu d'argent qui reste qu'est-ce qu'on peut faire ?'* Je lui dis : *'Donnez-moi l'argent, je vais faire construire la route de Baie du Nord, parce qu'on est en train de le faire par étape qu'on le fasse toute de suite.'* Il nous a donné Rs 100 millions, on a construit la route de Baie du Nord et l'argent restant on a construit la route de Baladirou. J'étais au Parlement à cette époque mais on la fait. Oui, on a construit. Oui ! c'est ça. *Mais cassé appel construire ça.* On a fait, *right* ? Et, il y en a qui avait critiqué qu'on a construit cette route. Pour ouvrir une parenthèse, vous savez pourquoi je lui avais dit de construire cette route de Baladirou ? Parce que j'ai vu à plusieurs reprises des femmes enceintes prenant le bateau de Baladirou pour venir à Port Mathurin pour aller à Crève-Cœur ou il faut passer par Oranges pour venir à Crève-Cœur. C'est pourquoi, je lui dis : Non, c'est important d'ouvrir cette route et on la fait. Donc, bon pour ne pas aller trop loin c'est juste pour vous montrer. Pourquoi on a construit la route de Baie du Nord, la route côtière ? C'est pour favoriser la construction des maisons sur la côte et désenclaver les hauts de l'île. Qu'on puisse reboiser au maximum le haut de l'île sinon les gens continueront à construire dans les hauts de l'île. Bon, ça c'est pour la petite parenthèse, M. le Vice-président. Donc, voilà je pense ce qu'il faut faire. On est en train de nettoyer les réservoirs de la Rivière

Pistaches. C'est tant mieux. Mais si on ne fait pas ça, l'agriculture Rodriguaise, la production agricole continuerait à se dégringoler.

Il est un fait. Et, ça ce n'est pas le Commissaire Baptiste qui va me dire le contraire. C'est un fait que depuis l'arrivée de l'OPR au pouvoir, l'agriculture semble être le parent pauvre. La production agricole a dégringolé. Il faut dire les choses tels quels sont. Il faut se ressaisir. Le COVID est venu, il nous a rappelé à nos moutons, il faut qu'on se ressaisisse et qu'on aille de l'avant pour faire produire d'avantage ce secteur-là.

Deuxième secteur, comme j'ai dit, je vais prendre seulement deux secteurs. J'ai voulu aller au fond de l'agriculture. Maintenant je vais aller au fond de côté de l'aquaculture. Il y en a, quand on parle de l'aquaculture, *ah non pas bon, poisson pou gagne sipa ki zafer*. L'aquaculture... Je vais vous dire une chose, M. le Vice-président, la plupart des pays les plus prospère au monde se sont les pays qui se sont lancé dans l'aquaculture aussi. La Norvège, la Malaisie, la Chine, l'Australie, en l'Australie j'ai été voir. On élève même des *cono cono*, des ourites, des huitres. Du poisson on en élève à foison en Malaisie, en Norvège, en Chine ! Les bambaras – nous avons un beau lagon pour élever les bambaras. Je me rappelle quand j'ai été en Chine pour voir la culture de bambaras, le ministre Chinois m'a dit : *'You know we have invested \$ 1 billion in this farm.'* une ferme aquacole à un milliard de dollar, Rs 40 milliards avec des mûrs pour élever des bambaras. Et, on a mangé. On en a mangé. Non, non, non, non ! Cultiver... Moi, je voulais l'aquaculture. D'ailleurs, c'est moi comme Ministre de la Pêche qui a interdit la pêche au bambaras parce que les bambaras il ne court pas ça ! Si on laisse les gens ramasser mais on va tout prendre. Non ! On cultive et un bambara quand il... quand un bambara commence à... La reproduction des bambaras, c'est qu'on appelle en anglais – *'lavish – lavish reproduction'*. Un bambara peut reproduire jusqu'à 800,000 petits bambaras d'un coup. Et, dans la nature on peut arriver à 100,000/200,000 bambaras à l'âge adulte. Mais on peut les aider ça, on peut le faire. Il y a des pays qui le font, qui ont commencé. Il y a Madagascar qui le font, en Chine on le fait. Mais là dans le budget on dit qu'on va faire l'aquaculture – *depuis l'année ça hein* - on va aller vers l'aquaculture bio, on va vers les bambaras, les algues, etc. Mais quoi ? Vous dites, on va aller vers ça après vous vous croissez les bras, vous attendez que quelqu'un va venir faire ça pour vous ? *Mr. Deputy Speaker, Sir, one thing that we must put in our minds once and for all – nobody owes us anything – personne pas doi nou manzé, personnes pas pou vini dir ou ala lila kado. Non!* Il faut aller chercher. C'est pourquoi, moi j'ai été dans tous ces pays. Il y a des gens qui son prêt à venir investir. On a été à Noir Moutier, on a été en Australie...

[Applause]

Mais il faut faire les efforts. Ne rester pas à Rodrigues-là et vous croyez que les gens vont venir. Il faut aller chercher les experts là où il le faut sinon on passe à côté de plein de chose.

Pour la culture de poisson, l'aquaculture. Il y en a qui dise, non ce n'est pas bon, manger de la nourriture concentrer ce n'est pas bon. Mais la nourriture concentrer s'est fabriqué à Maurice ça. Laissez-moi vous dire une chose, M. le Vice-président. A Maurice avec les os du thon, les queues etc., les arêtes et tout ça, on utilise pour produire la nourriture pour les poissons. C'est bio ça. On envoie ça dans les pays Européen, en Malaisie. Il cultive le poisson et la plupart de ces poissons-là que nous mangeons dans nos supermarchés ils ont été élevé là-bas. Plus de 50% des poissons qu'on consomme dans le monde viennent de l'aquaculture. Nous on envoie ça là-bas, il cultive et nous on achète. Mais pourquoi ne pas cultiver nos propres poissons ? Pas uniquement avec ça ! A Maurice – je vais vous racontez une petite histoire – à Maurice, il y a des gens qui se font une fortune avec l'aquaculture. Mais à Rodrigues on laisse passer le temps. On perd du temps. On avait l'occasion de débiter. Bon, si vous avez peur, on commence par un projet pilote. Je me rappelle, j'avais eu en tant que Ministre de la Pêche, on a eu trois – et là, je vais refaire/réitérer mon appel – j'ai eu trois cages à poisson pour un projet pilote. Les technicien d'Albion, ils sont disponibles, même jusqu'à maintenant, ils peuvent venir ici pour nous conseiller où il faut mettre le projet pilote. Faites le projet pilote – si c'est bon, on continue, si ce n'est pas bon vous arrêtez. Mais même le projet pilote ils ne veulent pas le faire à Rodrigues. Pourquoi ? L'aquaculture ce n'est pas bon mais l'agriculture c'est bon. Je me rappelle de ce que le Président Didier Ratsiraka, Président de Madagascar disait. Il parlait de Maurice, de Rodrigues, des Seychelles comme étant des petits cailloux perdus au milieu de l'Océan Indien. Ce n'était pas péjoratif. Il n'a pas dit ça d'une façon péjorative. Il a dit ça pour nous faire comprendre que notre plus grande ressource ce n'est pas la terre mais c'est la mer. Si vous pouvez faire autant de fermes agricoles dans une petite île comme Rodrigues de 108 kilomètres carré. Mais dans nos 2.3 million de kilomètres carré de mer, qu'est-ce que nous avons ? On ne peut pas mettre quelques cages dedans ? Est-ce que ça va créer des problèmes environnementaux ? Non. Si vous avez une espace fermer vous faites l'aquaculture avec trop de cages, là ce ne sera pas bon pour l'environnement. Mais vous mettez une centaine de cages, vous pouvez mettre plus même, de Port Mathurin juste à l'extérieur des récifs, de Port Mathurin à Pointe Coton. Vous donnez chaque cage comme on voulait le faire à une coopérative de pêcheur, avec dix à vingt personnes. 100 cages à poissons, coopérative de 20 personnes, ça fait 2000 pêcheurs que vous retirez dans le lagon.

[Applause]

2000 pêcheurs, ainsi vous pourrez mieux protéger l'environnement. Il y aurait moins de personne pour marcher sur les coraux. Là, tous les jours vous avez des gens qui marchent sur les coraux, après vous dites, on est en train de protéger l'environnement. Mais Rodrigues là, le corail il est en train de nous dire bye, bye, hein. Il n'y a pas que le blanchiment du corail qui est en train de tout détruire. Donc, on peut le faire. Voilà, une porte de sortie pour les pêcheurs. Parce que même si on dit que Rodrigues, dans la mer de Rodrigues est poissonneuse. Non, pas autant poissonneuse qu'on le croit. Au Seychelles ! La mer des Seychelles est très poissonneuse parce que l'eau est plus chaude. Aux Maldives, la mer des Maldives est chaude. On a beaucoup de poissons. Mais à Rodrigues, Maurice, l'eau est plus froide. Donc, notre seule porte de sortie, c'est l'aquaculture. Et allons-y ! Il y a quelqu'un qui m'a dit : « Mais vous savez, l'aquaculture, ça va faire venir des requins. » Permettez-moi, M. le Vice-président, d'ouvrir une parenthèse. A Maurice, quand j'ai vu ces trois cages à poissons, il y en a eu qu'on avait mis, il y a quelqu'un, un politicien Mauricien qui avait dit : « Vous savez, j'ai des partisans pêcheurs. On peut installer le projet à Grand Gaube. » On a fait un grand flafla. On a installé une maison... une cage à poisson à Grand Gaube. Et jusqu'à maintenant, ces pêcheurs-là, ils perçoivent des millions de roupies en récoltant des poissons, les cordonniers, les gueules pavées chaque année. On a installé une autre à Trou d'Eau Douce mais le troisième... la troisième cage, ils avaient gardé pour Rodrigues. Il y avait trois. Quand j'ai demandé à l'Assemblée régionale, parce que vous savez, un Ministre à Maurice ne peut pas venir mettre une cage ici. Il faut demander au Chef commissaire ou Commissaire ou au Commissaire de la pêche. Mais qu'est-ce qu'ils ont dit ? Non, on n'a pas besoin.

Laissez-moi vous dire, M. le Vice-président, jusqu'à maintenant, cette cage à poisson, on avait pris la décision au Conseil des ministres de donner ça à Rodrigues. Personne ne peut mettre la main sur cette cage. La cage est en train de rôtir au soleil à Albion. Et si l'Assemblée régionale ne va pas prendre cette cage-là, il va rester là-bas indéfiniment. Personne n'ira le prendre. C'est pourquoi j'aurais aimé un appel au Commissaire de la pêche : oubliez les différences politiques, prenez cette cage, prenez les techniciens d'Albion, commencez un projet pilote ici. Sinon, on est en train de faire régresser Rodrigues. Rodrigues est en train de rater une occasion. Mais pour fermer la parenthèse, ce politicien Mauricien qui m'a dit de lui donner une cage pour ces pêcheurs de Grand Gaube, les pêcheurs de Grand Gaube, jusqu'à maintenant, ils perçoivent des millions de roupies. On récolte des poissons chaque année. Ce politicien, dès

qu'il tombe dans l'opposition : « *Ah, l'aquaculture pas bon sa. Requin. Li fer requin vini vine manze dimoune.* » Mais si requin vine manze dimoune, pourquoi tu ne demandes pas à tes partisans d'enlever ces cages ? Et vous savez quoi, M. le Vice-président, pourquoi il a dit ça ? Il y a 20 zones qu'on avait identifié à Maurice pour les cages à poissons. A Rodrigues, ils n'ont pas voulu identifier les autres. Ces 20 zones-là, de ce Monsieur là, ce démagogue, ce politicien Mauricien, il a dit qu'il y avait des requins juste pour que personne ne vienne mettre une cage à côté des cages de ses partisans. Et ça, personne ne l'a répliqué là-dessus.

C'est pourquoi je dis, à Rodrigues, ne faisons-pas la même erreur. Essayons de faire des choses pour le bien de nos pêcheurs. Demain, on arrive à faire ça, on pourrait même diminuer le nombre de permis de pêche à la saine. On peut les offrir Rs 2 millions pour qu'ils *relinquish their fishing net*. On peut faire ça. Pas forcer les gens, les proposer comme on a fait avant et les gens pourraient... Mais il faut leur donner 'un' alternative. Il va arriver à l'aquaculture mais qu'ils... qu'on diminue le nombre de pêcheurs dans le lagon. On pourrait alors mettre de l'ordre dans le lagon. On pourrait alors mettre de l'ordre dans le lagon en empêchant les gens d'aller... empêchant cette... diminuant le nombre de personnes qui marchent sur les coraux dans le lagon. Et c'est comme ça qu'on va arriver à protéger notre planète. Donc, M. le Vice-président, il y a des choses à faire à Rodrigues. Concernant... Bon, le budget, il a aussi été dit qu'on va mettre... il y a beaucoup de *schemes* qu'on a mis en place mais ce qu'on ne dit pas : combien d'argent on va injecter dans ces *schemes* ? Et à la fin, on dit il y a 50 millions pour le *Covid-19 Relief Support Scheme* pour soutenir tous les secteurs économiques qui subissent déjà les impacts de la crise. Laissez-moi vous dire, M. le Vice-président, Rs 50 millions, à mon avis, ce n'est pas suffisant. 50...

Non mais commencer, commence bien. On ne va pas aider certaines personnes, d'autres, on ne va pas aider et je vais vous donner. Je peux vous donner quelques pistes. Le Chef commissaire n'est pas là mais je peux... Vous allez pouvoir l'expliquer plus tard. On peut trouver de l'argent. Quand on pense qu'on a fait tellement de gaspillage avec l'argent public, quand on pense qu'on a construit un *watchtower* à Baie du Nord à Rs3.4 millions qui n'a jamais été utilisé, qui se fendille. Rs3.4 millions jetés, gaspillés. Et là, on va encore payer pour qu'on le démolisse, là. Mais ces Rs3.4 millions, on aurait pu l'utiliser autrement. On aurait pu l'utiliser là mais... Bon, il y a pleins de gaspillages que le rapport de l'audit... que le directeur de l'audit a pointé du doigt mais moi, ma proposition, c'est ainsi : Nous savons qu'avec le Covid-19, le Gouvernement mauricien a été pris de court. Nous savons que le déficit budgétaire, à un certain moment, a approché les 65% du PIB et on a dû prendre Rs18 millions

pour payer le service de la dette. Il ne restait en tout et pour tout que Rs 7 milliards. Si là, on a pris à peu près Rs 5 milliards pour aider les compagnies en difficultés, combien il reste ? Rs 2 milliards. Donc, c'est un fait que le Gouvernement mauricien va devoir emprunter de l'argent. Et s'ils empruntent de l'argent, là, le Gouvernement régional, peut-être, on pourra demander. Parce que la Banque Africaine de Développement, la Banque mondiale, ils offrent de l'argent à un taux d'intérêt très, très bas. On pourrait prendre un peu d'argent, disons, Rs 300 millions/Rs 400 millions pour aider ces compagnies en difficulté à Rodrigues. Mais on peut leur dire, comme j'ai dit, on peut leur dire : Ecoutez, on a pris Rs 300 millions pour vous aider mais il faut nous garantir, demain quand votre business sera profitable de nouveau, promettez-nous d'y contribuer. Contribuer pas beaucoup, petit à petit, pour garder le fond là parce qu'on ne sait pas si demain, on ne risque pas d'avoir une autre épidémie.

Donc, voilà, un fond. On peut appeler ça un *revolving fund*, un fond qu'on peut mettre en place si d'aventure... Je suis sûr que Maurice va aller emprunter de l'argent. Déjà, avec l'Arabie saoudite qu'il aura au moins Rs14 milliards mais pour Rodrigues, Rs 300 millions, ce n'est rien, ça. Mais si on sait comment faire, si on sait qu'on va investir dans le domaine du tourisme, dans l'agriculture, si on sait comment faire, donc, voilà, ce ne sera pas l'argent gaspillé. C'est l'argent qui va retourner dans les caisses du gouvernement. Autre chose, on a parlé du *Rodrigues Venture Capital Fund* qui va offrir des prêts. On va prêter de l'argent à un taux préférentiel de 3%. Mais, M. le Vice-président, le rapport de l'audit a critiqué cela. Le rapport de l'audit a dit que à juin 2019, il y avait à peine Rs2.5 millions dans le *Rodrigues Venture Capital Fund*. Il a dit, là, valeur du jour, il n'y a que le Gouvernement régional qui contrôle ce fond et on n'a pas eu de rapport. On ne sait pas combien d'argent il reste. Mais ce serait bien que le Chef commissaire vienne nous dire combien d'argent il y a dans ce fameux *Rodrigues Venture Capital Fund*. On ne peut pas dire on va prêter de l'argent à X, Y, aux planteurs mais on ne sait pas combien d'argent il y a. S'il y a Rs2000, on donne ces Rs 2000 à des personnes, demain, on va dire mais on a utilisé le Rodrigues Venture Capital, on a aidé les gens. Il faut dire combien de gens on va aider et combien d'argent on a dans le fond. Il y a trop de choses vagues dans ce budget.

On va faire des *schemes*, on va aider les gens mais on ne dit pas combien dedans, combien d'argent il y a dans chaque *scheme* ? Ecoutez. C'est pourquoi je dis, c'est un budget qui a été fait à la va-vite, un budget *casse la gueule* comme on dit. Concernant l'eau, M. le Vice-président, le rapport de l'audit a fait ressortir clair. Là aussi, il faut avoir une vision bien claire. Le Gouvernement régional a dépensé Rs564 millions pendant ces six dernières années

pour résoudre le problème d'eau. On devrait, au moment où je vous parle, on devrait être en train d'avoir de l'eau au moins une fois par semaine. On aurait dû produire 12000m³ d'eau par jour mais dans le rapport de l'audit, on dit à ce jour, on produit à peine 5500m³. Là, dans le budget, on a entendu dire qu'on est passé de 4500 à 8500 m³. Là aussi, *we have not 'meet' the target. We have not 'meet' the target of 12000m³ of water* et après la gestion de l'eau, j'aurais aimé demandé au Commissaire de l'eau d'essayer de mettre en place un *squad*, une équipe plus sérieuse parce que je ne sais pas si vous êtes au courant, quelques fois, il y a des bassins qui débordent, il y a des centaines, voire des milliers de mètres cubes d'eau qui se perdent à l'instar de Camp du Roi. Le 1^{er} mai, des gens ont été inondés dans leur maison avec de l'eau venant du réservoir.... Il n'y a personne qui s'occupe de ça ? Allez voir Koudoum. Allez voir Mme Willa. Il y a... l'eau a envahi leur cours. Mais qu'est-ce qui s'est passé ? Je crois qu'il y a un manque de sérieux de ce côté. L'eau dans... à bien des égards est mal distribuée. Il y a des gens qui ont l'eau presque tous les jours. Il y en a d'autres qui ont l'eau une fois tous les deux mois, tous les trois mois. Ce serait bien de voir cela.

Pour l'environnement, je ne veux pas être trop long. On a parlé de trois poubelles. Le MR, on avait commencé la distribution de trois poubelles. Après, vous avez arrêté, je ne sais pas pourquoi. Le triage des déchets *at source*. On avait même acheté un broyeur pour broyer les déchets organiques pour produire du compostes. Mais tous les Commissaires qui sont là, je me demande si vous n'avez pas été estomaqués, si vous n'avez pas été étonnés en entendant voilà, trois poubelles. Je peux vous poser une question. Est-ce que, est-ce qu'il n'y a pas certaines personnes qui ont déjà... ce sera à l'open tender, bien sûr. Est-ce qu'il n'y a pas certaines personnes qui ont déjà fait venir ces poubelles, dès qu'on lance le tender, c'est lui qui va l'avoir ? C'est ça, le problème, oui, *juicy business* mais ce n'est pas vous ! Ce ne sera pas vous, les bénéficiaires. Non mais vous savez, vous êtes en train de rigoler mais je sais que vous savez ce qui se passe. Ce qui se passe à Rodrigues... Non, il y a. Il y a. On a... Il y a de ces... Il y a ces choses qu'on est en train de faire à Rodrigues, du contrat qu'on donne à Rodrigues, je me demande s'il n'y a pas un grand manitou quelque part qui bénéficie de tout cela. Je me demande. Posez vous-mêmes la question et je sais que vous vous posez la question. Si le grand manitou, c'est lui qui a les *tenders*, c'est lui qui s'enrichisse pour pouvoir acheter qui il veut quand il veut, que ce soit du Gouvernement ou de l'opposition.

C'est ça le danger pour Rodrigues. Aucun politicien n'est à l'abri de cela et on sent ça venir. Il ne faut pas laisser pousser une mafia dont vous n'aurez pas le contrôle demain. Et je me demande si ce n'est pas ça qui est en train de se passer à Rodrigues. Il y aura des *tenders*.

Certains se sont déjà préparés. Le tender sera fait sur mesure pour étouffer toute concurrence. Il faut que les Commissaires ouvrent leur yeux là-dessus sinon demain, vous serez le dindon de la farce. Ne laissez pas certain grand manipulateur vous manipuler. Sinon, ce sera plus grave. Ce sera un fléau plus grave que le Covid-19. On a parlé du reboisement. Quoique je ne sais pas pourquoi certains endroits n'ont pas été reboisés jusqu'à maintenant, pourquoi on continue à déboiser le milieu de l'île pour replanter là où il y a des forêts. Mais dans le sud de Petite Butte à Gravières, ces flancs de collines là où on doit rétablir les terrasses, replanter, pourquoi vous ne le faites pas ? Ah, vous reboisez seulement où il y a la forêt ? Même moi, je pense à ce pauvre manguier je crois, presque centenaire de Malartic. Je vois, vous voyez rigoler vous. Vous voyez. Qu'est-ce que ce pauvre manguier vous a fait ? Un pauvre manguier au beau milieu tout près d'un abribus. Est-ce que ça vous dérangeait ? Après, vous dites il faut préserver l'environnement ? Un pauvre manguier. On devrait reboiser les terres du sud. Quand on voulait fermer la pêche à l'ourite, on avait un plan derrière. Chaque année, clôturer une partie des terres du sud, refaire les terrasses, enlever les terres qu'il y a à l'emboîture des rivières parce que ça envase le lagon, remettre sur les terrasses, prendre du compostes, mettre... fouiller des trous, mettre du compost. On avait fait venir Rs1 million de cocotiers d'Agaléga. Aujourd'hui, il y a 10 ans de cela.

Aujourd'hui, si on avait fait ça de Petite Butte à Gravières, on aurait eu une coco.... On aurait eu plus de cocotiers qu'Agaléga. On peut faire de Rodrigues une île verger. On peut faire de Rodrigues, une île jardin. Mais malheureusement, on est passé à côté de pleins de choses. On aurait pu planter des cocotiers. Même s'il y a des maisons, si ces terres appartiennent à des gens, on aurait pu rétablir 'le' terrasse. Chaque année, on clôture une partie, on rétablit les terrasses, on plante avec les... et les pêcheurs d'ourites. Ça, travaille productif. Chaque année, on reboise par petit bout. Là, je suis sûr qu'on aurait reboisé toute la côte sud et quand on... Aujourd'hui, si on avait fait ça, en allant dans le lagon, on aurait vu un beau jardin dans le sud. Des cocotiers dans le sud et les cocotiers même quand il y a du vent, des cyclones, le vent passe entre les feuilles. On n'avait pas de problème. M. le Vice-président, pour revenir à la santé avant de terminer, on sait qu'on est confronté au Covid-19 à Maurice. Et comment ne pas avoir une pensée spéciale à tous ces gens à Maurice et je parle le monde, qui risquent leur vie chaque instant pour essayer de sauver des gens. Mes pensées vont à eux et je leur dis bon courage, tous ces gens qui travaillent, qui sont des *frontliners*, ces médecins, il y a même ces policiers, ces pompiers dans certains pays, ces... tous ces *frontliners* qui aident ces gens. C'est une grande preuve de charité. Il y a des gens ne pensent pas déjà à cela et il y en a qui ont laissé leur vie.

Même à Maurice, il y a un médecin qui est décédé du Covid-19 en aidant des malades mais à Rodrigues, nous tenons-nous prêts, M. le Vice-président ? Est-ce que nous nous préparons à cela ? Des respirateurs, est-ce qu'on a commencé à faire provision ? Il ne faut pas attendre qu'on ait un cas pour qu'il y a branle-bas de combat parce qu'il faut prévenir que guérir. Il faut essayer d'avoir quelques machines là. Ça peut atteindre n'importe qui d'entre nous même le Chef commissaire. Il faut préparer ces respirateurs. Il faut des appareils respiratoires *mette la*. Et les masques ? Il faut en commander parce que comme je dis, demain, pour aller à Maurice, peut-être chacun de nous devra se muer d'un masque mais s'il n'y a pas sur le marché, qu'est-ce qu'on pourra faire ? Il faut commander des masques, ne rien laisser au hasard. Je me demande s'il vaut encore mieux parler, s'il vaut mieux parler du port et de l'aéroport encore quand on sait qu'on a dépensé plus de Rs40 millions pour des *consultancy*, pour construire l'aéroport sur pilotis alors que les consultants à l'époque, dans le rapport de l'audit, on avait dit, le consultant avait dit qu'il ne faut pas aller sur pilotis parce que ça va coûter cher. Effectivement, pour faire l'aéroport sur pilotis, ça allait coûter Rs15 milliards alors que si on construit sur terre comme le MR avait préconisé, ça aurait... ça coûterais à peu près Rs2 milliards/Rs3 milliards. Mais ils n'ont pas écouté. Ils ont continué les études, ils ont fait faire des études. On a dépensé... on a perdu Rs40 millions qu'on aurait pu utiliser aujourd'hui pour aider ces gens. Le *Covid-19 Fund*, on aurait pu le mettre dedans au lieu de gaspiller l'argent. Vous savez, on a raté. On a raté le coche.

Avec les tergiversations, le port et l'aéroport de Rodrigues est toujours en souffrance. Ils sont toujours en souffrance. Si on avait saisi la balle au bon, on avait déjà fait débiter l'aéroport, aujourd'hui, il y aurait deux grands chantiers à Rodrigues. Il y aurait du travail pour pleins de gens. Mais là, là, avec la situation à Maurice, même en France, je me demande si on aura de l'argent pour faire avancer ces grands projets-là. Quand on rate des occasions, ce n'est pas sûr que ça revient. Enfin, j'espère qu'on pourra aller de l'avant avec la construction du port et de l'aéroport. Un dernier point. J'ai été étonné de voir dans le budget que le Gouvernement régionale va revoir d'ici 2020, les règlements régissant l'importation des véhicules à Rodrigues, le *RRA Shipment of Vehicles Regulations 2017*. Mais pourquoi ne pas le faire tout de suite ? *Why do you not wrap this piece of legislation and throw it in the bin* ? Pourquoi nous avoir laissé payer des avocats plusieurs dizaines de milliers de roupies pour combattre cela ? Est-ce par l'esprit vicieux ? Eliminez ça une fois pour toute ! Pourquoi ? C'est maintenant qu'on remarque qu'on a fait une erreur ? On a fait une bétise. Eliminez ça. Quand on a fait une

erreur comme j'ai dit, quand on reconnaît ses erreurs, c'est le début de la sagesse. Éliminez cela.

Je remarque aussi que le budget courant, parce qu'il faut augmenter la paye des travailleurs, ça a été augmenté par à peu près Rs300 millions mais je remarque aussi que le budget de développement est resté le même à Rs825 millions. Mais le budget, pour utiliser le budget à bon escient, il faut qu'il y ait un contrôle ! Qu'est-ce qui se passe dans ce Gouvernement ? Le *Internal Control*, qu'est-ce qui s'est passé ? Il n'y a pas d'*Internal Control*. Comment vous allez contrôler l'argent des contribuables ? Et le Directeur de l'audit a tapé fort là-dessus. *Internal Control Unit*. Le staff s'est réduit comme une peau de chagrin. Quand le Directeur de l'audit l'année dernière a parlé de ça, on a mis un ou deux officiers. C'était sous staff et jusqu'à décembre de l'année dernière, l'*Internal Control* n'a pas tenu une seule réunion d'après le rapport de l'audit. Mais comment vous voulez contrôler l'argent ? Comment vous voulez être sûrs que l'argent est bien utilisé dans tous les départements. Si vous éliminez le *Internal Control*, est-ce que s'est voulu ? Est-ce qu'on le fait par exprès ? Donc, M. le Vice-président, voilà, j'ai dit je voulais appuyer sur deux secteurs principaux. Et en conclusion, je vais vous dire une chose. Si on veut faire un bon travail pour son pays, il faut être sérieux et faire des choses d'après votre conscience. Vous savez, il faut faire de sorte que nos paroles et nos actes aillent de pair parce que si on fait des choses à l'encontre de notre conscience, on est en train non seulement de décevoir les autres mais le plus grave, la chose la plus pénible, la plus 'lourd' à supporter, c'est de décevoir sa propre conscience. Si on va dans cette direction, il n'y aura pas de reproche et il n'y ait pire reproche que d'être reproché par soi-même. Je vous remercie, M. le Vice-président.

(Applause)

Mr. Deputy Chairperson: I suspend the House for one hour for lunch.

At 11.56 a.m., the sitting was suspended for one hour.

On resuming at 1.08 p.m. with the Deputy Chairperson in the Chair.

Mr. Deputy Chairperson: Commissioner Payendee.

Mr Payendee: M. le Vice-président, merci de me donner l'occasion de participer à ce débat budgétaire. Un merci spécial au Chef commissaire qui plus que jamais aujourd'hui, nous montre à quel point il avait une vision pour cette île quand il a commencé la politique en 1976. On comprend davantage aujourd'hui pourquoi il n'arrête pas de nous demander de réfléchir sur *se ki pou ariv Rodrigues dans 10 ans, 20 ans, 50 ans*. Merci à l'adjoint au Chef commissaire,

à mes collègues Commissaire, à nos deux Parlementaires nationaux, le PPS François et mon ami, Buisson Léopold, aux *backbenchers* de l'Assemblée, au *Island Chief Executive*, à mes DHs, à tous les staffs de ma Commission. Bref, toutes les personnes qui d'une façon ou d'une autre, m'accompagnent dans ma mission de politicien. L'autre jour, j'ai écouté à la conférence de presse du nouveau *Minority Leader* et ce qui a plus retenu mon attention était, je cite : « On va faire de la politique autrement ». Fin de citation. Wow ! Ce n'est pas beau, ça ? Je me disais il était temps. J'ai même poussé un : « Ouf ! Quel revirement. » Et apparemment... Et là, je comprends. Et là, je comprenais pourquoi il a voulu créer ce nouveau parti, la colombe parce que apparemment avec le MR, il ne pouvait pas le faire.

Donc, changer, faire de la politique autrement, c'est magnifique. Jusqu'ici, je lui donnais bénéfice du doute même si je pensais que « *Dans ti canard, pas kapav gagne ti poule* », comme le résume le proverbe créole. Le Chef commissaire dans son discours du budget jeudi dernier, au tout début même à la page une, deuxième paragraphe, je cite : « Madame la présidente... » A la page une, je cite : « Madame la présidente, c'est dans une conjoncture particulièrement difficile marquée par de nombreux défis et d'incertitudes que je présente ce budget. » Déjà, là, ça aurait dû changer la tournure que devait prendre ce débat. Le Chef commissaire revient à la page 3, paragraphe 12, il dit : « La situation économique actuelle est grave ». Fin de citation. Le *Minority Leader* a trouvé bon de critiquer cela. C'est-à-dire le truc économique est grave. Je considère ça comme grave de sa part parce que il n'y a que lui qui voit le contraire. Si on pose la question dans le public à Rodrigues est-ce que la situation est super ou c'est grave, je pense que la réponse est claire. A la fin de son discours, M. le Vice-président, à la page 55, paragraphe 167, le Chef commissaire invite la population à... et ce qui implique aussi les membres de la minorité, je cite : « *Anou mette la main, la tête ensemble, anou reguette nou manière fer, anou vine pli productif, anou guette Rodrigues dans les années à venir.* » Fin de citation. En entendant cela, même moi, je frissonnais et je frissonne encore là maintenant. Ces paroles d'un leader de ce calibre 'doit' nous interpeller tous sans exception, surtout ceux qui prônent faire la politique autrement.

Mais qu'est-ce qu'on a vu et entendu, M. le Vice-président ? Hier et ce qu'on va entendre là bien sûr après moi, le membre Rosaire Perrine, moi, j'ai vu que de la démagogie, de la vengeance, des mensonges et beaucoup de n'importe quoi, M. le Vice-président. Je ne comprenais pas pourquoi tous ces membres du parti, j'ai posé la question à beaucoup de personnes, le parti la colombe bien sûr, qu'on va bientôt plumer comme le coq et le solitaire, tapait sur la Commission de l'agriculture et la pêche dont je suis responsable. Tout le monde.

Là, même en rentrant là, le *Minority Leader* vient de me dire : « Qu'est-ce que tu vas dire là ? Est-ce que tous ces gens qui étaient contre toi, là, tu vas pouvoir sortir de là ? » Là, il y a quelques secondes mêmes avant de venir. Ça veut dire je suis sûr que le combat était contre moi personnellement et il l'est toujours contre moi. Pourtant, M. le Vice-président, mon collègue, Commissaire Baptiste a prouvé que les statistiques démontrent que tout ce qui a été dit sur le déclin de la production du service agricole est faux. Les chiffres sont là pour être analysés et bien analysés même. Je vais le faire après, M. le Vice-président.

M. le Vice-président, ça me trottait encore la tête hier soir. Je n'ai presque pas dormi pour trouver cette raison pour laquelle ils me tapaient tous dessus. J'ai même pensé que c'est sûrement parce que le budget de cette année donne priorité à la sécurité alimentaire qui touchent le peuple de Rodrigues dans son intégralité et ça fait des jaloux politiques. Mais je me suis dit non, ça ne peut pas être ça. Ça ne peut pas être le cas. Parce qu'on m'a attaqué personnellement. J'ai été même traité comme le Commissaire le plus incompetent si le Chef commissaire faisait un *performance appraisal* et j'ai vu cette rage de vouloir me détruire, cette acharnement contre ma personne. Après maintes réflexions et la reconnexion du puzzle, j'ai trouvé la réponse, M. le Vice-président. Hier, mon collègue, Commissaire Baptiste posait la question : y-a-t-il eu tentative de débauche ? Et oui, Commissaire, il y en a eu. Il voulait faire un remake de 2006. La politique autrement dont prône le parti la colombe et prendre le pouvoir sans passer par les élections. Ils me tapent dessus parce que je n'ai pas accepté de participer à ce coup d'état qu'ils allaient faire, certains devenir Chef commissaire. Le pouvoir, M. le Vice-président, à n'importe quel prix, c'est ça, la raison pour laquelle j'étais, je suis et je resterai la cible de la colombe. Voilà, la vérité, M. le Vice-président, et c'est ça, que ça soit écrit noir sur blanc et j'assume ce que je dis et ce que je suis en train de dire et j'en prends entière responsabilité, M. le Vice-président. Tout est là. Je ne sais pas où c'est. Tout est là sur cet appareil magique que je n'aime pas trop mais qui est devenu très important. Les paroles s'envolent mais les écritures restent, M. le Vice-président.

J'ai toujours dit et je redis aujourd'hui : il ne faut pas me chercher parce qu'on risque de me trouver et vous m'avez trouvé. Mais permettez-moi, M. le Vice-président, de dire à ces personnes de mauvaise volonté que je ne suis ni *mistoune* ni *la faya* et que je ne suis pas un vendeur de la lutte et je ne le serais jamais, que j'ai un grand respect pour mes collègues et tous ceux qui ont voté pour moi et pour me mettre là où je suis, que bref, je suis tout simplement un guerrier de la nature et la lumière et guerrier de la lumière. Cherchez sur l'internet ce que ça veut dire un guerrier de la lumière. Et c'est pour cela que vous me voyez souvent en tenue

militaire. Néanmoins, M. le Vice-président, beaucoup de fausseté/mensonge a été prononcé sur ma Commission. Je ne voulais pas défendre. Je n'étais pas prêt à défendre mais ne pourrait pas ne pas répondre et je vais répondre en donnant des chiffres pour prouver que beaucoup de chose qui a été 'dit' valait même pas la peine de dire et que c'est faux. Le secteur agricole est mort mais les statistiques prouvent le contraire. On disait ils passaient sur les statistiques hier, beaucoup de statistiques pour montrer que : wow, superficie diminuée, tout de sorte de trucs. Je vais reprendre un peu tout ce qu'a dit mon collègue, Commissaire Baptiste hier. En 2011 pour le poisson salé... on a exporté 1375 moutons. En 2018 – 1396 après la fièvre aphteuse. Non, c'est le mouton. Poisson salé : 1025 kilos qui a doublé en 2018 – 2375. *Ourite sec, pas bisin dir sana la* – 2025 kilos en 2011, 6360 kilos en 2018. Ourite congelé – 71 kilos en 2011, 233 kilos en... tonnes, 264 tonnes en 2018. Oignons – 212 tonnes, 215 en 2018. L'ail. Après le cyclone, après tout ça.

Même si on analyse des chiffres au niveau statistique, M. le Vice-président, il faut bien comprendre que les statistiques, ce n'est pas juste pour dire regardez les chiffres et dire. Il y a les intempéries, il y a les conditions qui affectent surtout l'agriculture parce que l'agriculture, ce n'est pas... L'agriculture, ce n'est pas comme si tout est rose tout le temps. Il y a les cyclones, il y a les inondations. Il n'y a pas de pluie. Sècheresse. Donc, toutes ces conditions, c'est important. Donc, dire, regarder seulement les chiffres et dire que le secteur agricole ne va pas bien, ce n'est pas bien. Pour le petit piment, 1595 kilos en 2011, 4560 en 2018. Giraumon – 0 en 2011. *Pas ti pe exporte ditou*. Zéro tonne – 48 tonnes en 2018. Tout ce qui est *handicraft* – 1 tonne en 2011, 3 tonnes en 2018. Poisson congelé – 100 tonnes, 100 kilos en 2011, 3335 kilos en 2018. Pistaches – 40 kilos en 2011, 3360 en 2018. Et pour les épices, 160 kilos en 2011, 6400 kilos en 2018. La question qui était posée par le *Minority Leader* par exemple disait : « Que fait le Commissaire de l'agriculture ? » Et bien, il travaille. La preuve, il travaille, dur en plus même. Il travaille très dur. Je dois le confirmer moi-même. Concernant la mécanisation des terres, le *Minority Leader* disait : « Zéro ! Zéro ! Zéro arpent ! » Permettez-moi de lui faire savoir que 381 arpents de terre a été mécanisés cette année. Deux grosses machines en plus a été achetées. On a dit. Le Chef commissaire l'a dit dans son discours : tractopelle.... pour continuer ce travail. Projet de l'eau pour l'irrigation – zéro, zéro, zéro encore. 16 fermiers ont déjà bénéficié du *Rainwater Harvesting Scheme* de 20m³ chacun. Retenues collinaires de Batatrand et Montagne Goyave déjà connectées. Baie Malgache, l'appel d'offre a été lancé. Réseaux d'irrigation de Port Sud-Est et Mourouk réhabilités et deux nouvelles pompes achetées pour Mourouk et Baie aux Huitres. Si vous considérez ça comme

faire des trucs dans le niveau de l'irrigation. Contrôle des chenilles légionnaires – 54 arpents ont été traités et pas avec n'importe quoi ; avec du pesticide bio en ligne avec notre vision de faire de Rodrigues une île écologique. Les *sprayers* qu'on devait donner aux planteurs de maïs pour contrôler la chenille légionnaire, le *Minority Leader* disait : « Il n'y a que 50 là-bas et tu ne peux pas nier ».

J'ai nié, j'ai dit non, ce n'est pas vrai. Le contrat a été alloué déjà pour une remontant de Rs2 millions et on est en train d'être livré par batch de 100 qui a déjà... les 100 premiers qui sont arrivés malheureusement, Covid est arrivé, les autres ne sont pas arrivés encore mais 100, on a déjà distribué. « Clôture des vallées, *kot été ? Pane fer* » – sept vallées déjà données. On a déjà donné les *fencing*, on a déjà donné les poteaux. Anse Ali, Anse L'Enfer, Mourouk, Baie aux Huitres, Montagne Goyaves entre autres. Le tri *at source*. Le tri de déchets pour ne pas continuer avec l'agriculture mais je vais retourner. Tri *at source*. On avait commencé ça, bien avant. Oui, je suis d'accord. En plus, c'était dans mon village à Pointe L'Herbe. Oui, c'était commencé. Mais est-ce que c'était vrai ? J'ai dit ça, j'ai archi dit ça à cette Assemblée même, cette Auguste Assemblée. *Mette trois poubelles*, collecter après, remettre ensemble et jeter dans le dépotoir de Roche Bon Dieu. *Nou appel sa tri de déchets ?* On appelle ça couillonner des gens pour faire croire qu'on est en train de faire. Ce n'est pas un tri de déchets. Ça n'a jamais été un tri de déchets. Aujourd'hui, on va le faire parce que ce tri de déchets qu'on va faire forme parti de ce grand projet du centre de tri de Roche Bon Dieu. Les déchets qui vont passer dans le filet vont être collectés, triés à Roche Bon Dieu pour diminuer l'impact sur le dépotoir.

Piquant loulou, le *multure* où c'est ? Oui, le *multure*, vous ne voyez pas un JCB partir avec un gros truc là-haut qui écrase le piquant loulou. Ça existe. On voit. Tout le monde voit. Il n'y a que vous qui ne voyez pas. Même l'abondance des ourites le *Minority Leader* a critiqué. Mais c'était quoi le but de fermer l'ourite si on ne voulait pas avoir l'abondance après ? C'était l'objectif précis. Ma Commission, le Commissaire responsable a travaillé. On a eu. L'objectif a été atteint. Même ça on critique ? Maintenant, qu'est-ce qu'on critique ? Les pêcheurs n'ont pas pu vendre leurs ourites. Ouf ! Est-ce que c'était au Commissaire d'aller vendre les ourites des pêcheurs ? Est-ce que c'était à moi de le faire ? Je leur fais avoir beaucoup d'ourites mais ce n'est pas à moi de vendre des ourites. De l'autre côté, si on a trop, pourquoi pêcher, pêcher, pêcher ? Pourquoi ne pas arrêter ? Ce qui se fait à Mada, ils décident. Les pêcheurs décidaient : on ne va plus pêcher. *Korek sa*. Mais nous, non. Marée le matin, marée midi, marée le soir, on pêche même. Quand il y a marée haute, on plonge pour pêcher et on dit qu'il y en a trop. *Hou !*

S'il n'y avait pas assez, j'aurais dit oui, il n'y a pas assez d'ourites. Mais il y en a trop, là aussi on critique, M. le Vice-président.

L'aquaculture avec le même *Minority Leader* pour parler. L'aquaculture avec la nourriture bio, c'est quoi tout ça ? Ils n'ont rien compris. Je vais reprendre ça ensemble avec ce qu'a dit l'ancien *Minority Leader*. Pourquoi ne pas faire un élevage de poisson à Rodrigues ? Pourquoi ne pas faire l'élevage des poissons ? L'aquaculture, c'est le deuxième plan qui doit venir après le bon management. Est-ce qu'on doit faire l'aquaculture des ourites à Rodrigues ? Est-ce qu'il faut faire ça à Rodrigues ? Naturellement, ça se fait. C'est l'action de préserver. Si les pêcheurs arrivent à comprendre qu'il faut préserver, qu'il ne faut pas pêcher les petits poissons. A Baie du Nord, l'autre jour, ils pêchaient des poissons, des petits poissons même à pêche la seine et mettez des... pour retirer du bateau, on utilisait des pelles parce que c'était trop petit. Et puis, on dit qu'il faut nourrir les cordonniers ? Il faut mettre un bassin pour mettre les cordonniers ? Il faut laisser les cordonniers grossir ! C'est ça qu'il faut faire. Et ça, on a un travail à faire là-dessus et ça, le Chef commissaire, on a dit ensemble avec vous aussi parce qu'il y a beaucoup de pêcheurs qui marchent avec vous. Parlez à ces gens. Il faut leur dire : ne retirez pas les petits cordonniers ; laissez les cordonniers grossir. On n'a pas besoin. On n'aura pas besoin.

A Rodrigues, on n'a pas besoin de faire du culture. D'ailleurs, le projet d'aquaculture dont tout le monde parle, sept mètres de profondeur dans le lagon. Je suis plongeur, je suis pêcheur, je possède un bateau, je connais la mer. Dites-moi où est-ce qu'on peut mettre cette cage, ce genre de cage de poisson dans sept mètre de profondeur à Rodrigues ? Mais le lagon est sec ! Rodrigues n'est pas Maurice. Devant Grand Baie, il n'y a presque pas de récif. Vous marchez 15 mètres, vous avez trois mètres de profondeur. A Rodrigues, non, c'est différent. Il faut adapter des systèmes. Il ne faut pas copier. Donc, l'aquaculture, je ne dis pas que ce n'est pas bien mais je dis qu'il faut faire de l'aquaculture écologique. Il ne faut jamais faire de l'aquaculture où on emmène de la nourriture de la terre pour verser dans la mer. Ça dissout tout de suite le poisson contrairement à l'élevage des cochons ou les autres. La nourriture reste là, le cochon mange, revient et remange. Quand on parle de l'aquaculture, on jette de la nourriture dans l'eau. C'est comme des aquariums. Qui a des aquariums chez lui ? Regardez qu'est-ce qui se passe. Tous les jours, il faut nettoyer cette aquarium parce que la nourriture reste là-dedans, ça pourrit... Donc, en mer, qu'est-ce qui se passe ? Ce n'est pas pareil. Et les requins, vous connaissez les requins. Moi, je plonge avec les requins. Je peux vous faire visionner un film où je plonge avec 30 requins. J'ai le film, je peux vous montrer. Les requins à La Réunion, qu'est-

ce qui se passe ? Depuis qu'ils ont arrêté avec le truc de La Réunion, depuis quand on n'a pas entendu les requins manger les plongeurs ou les surfeurs ? Depuis quand ? Moi, ça fait un bon bout de temps que je n'entends pas. Donc, il faut faire attention. L'industrie touristique. Les requins viennent manger... Regarder... Juste avant de venir, je regardais un film : les requins venaient manger les tortues dans un mètre d'eau. Un mètre d'eau. Vous imaginez ? Des requins comme ça dans un mètre d'eau sur la côte. Donc, attention. Est-ce que vous voulez qu'un jour, on est à Pointe Coton, les enfants sont en train de... Il y a un film comme ça, il faut regarder. Les requins viennent manger les enfants au bord de la mer ? N'importe quoi. Ça, c'est du n'importe quoi. Ça, c'est du n'importe quoi. Mais il y a des passes ! Il n'y a pas des passes ? Les requins passent dans les passes. Moi, je plonge avec les requins. Je peux vous dire où ça passe. Venez voir, je vais vous montrer. Vous avez pu être Ministre de la pêche. Moi, je suis plongeur. C'est différent. Il y a une grande différence.

Concernant les 200 lampes écologiques. *Cot été sa 200 lampe écologique ? Ti dir dan budgé lot foi pasé.* Qu'est-ce que vous faites tout le temps ? Il n'y a pas de changement ! Politique autrement - je n'ai pas vu. Je croyais aujourd'hui ou hier voir ça. On n'a pas vu ça. 200 lampes ! Ah ben, le contrat a été déjà alloué le 20 mars. Bien sûr, pour une somme de Rs 3,751,875. Preuve à l'appui, j'ai le papier ici, preuve à l'appui. Mais une bonne chose que Minority Leader a dit. Il a dit : « *On sait que Rodrigues a été touché par les maladies, par les cyclones.* » Mais il tape quand même, il tape quand même. Mais c'est naturel. Le changement climatique est là. Personne n'est à l'abri de ça.

Projet NEF – le Waste Water Treatment Plant à Grenade *awarded* le 16 mars 2020 pour une somme de Rs 24,600,647.71. Je voulais taper un petit peu sur la Membre Mme. Agathe, mais je vais lui épargner pour aujourd'hui – pour une bonne raison, M. le Vice-président.

Je viens maintenant au Membre Augustin. Maison des Pêcheurs, *juicy business*. Mais il dit aussi – ce qui est bien c'est qu'il arrive à dire la vérité. La vérité c'est - il l'a dit dans son discours si on peut retourner vers *hansard*. Il l'a dit : « *L'Assemblée Régionale a investi énormément dans ce secteur.* » C'est vrai – ce n'est pas vrai ? Tu l'as dit. La machine - une nouvelle machine à glaçon, le truc photo voltaïque pour diminuer le coût, le truc, équipement, qu'est-ce qu'on n'a pas fait ? Diesel *duty free*, qu'est-ce qu'on n'a pas fait pour faire marcher ce secteur ?

Tout dernièrement il reste – même l'électricité ils ne payent pas. L'électricité coute maintenant – bon il n'a plus d'électricité là-bas, c'est normale. Quand on ne paye pas, le CEB vient couper. C'est normale. 875,000 environ d'électricité qu'ils n'ont pas payée.

Et, pour les bateaux, pas un rond payer. Parce que ce n'est pas leurs bateaux, les pêcheurs. Ça n'appartient même pas à l'Assemblée Régionale. Ils étaient à eux, oui. Mais ils devaient payer. C'est comme Mammouth/Courts. Mais ils n'ont pas payé une seule roupie. Donc, qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qu'on n'a pas essayé ? Toutes sortes de techniques, pendant sept ans je me bats. *Sévé ine blanc avek sa.*

Quand on vient avec un système PPP, ils disent qu'on est en train de vendre Rodrigues. C'est la même chose pour les limons, ils disent. Ben, PPP veut dire quoi ? - Public Private Partnership. Il n'y a jamais écrit Non-Rodriguais là-dessus. C'est PPP, il n'y a pas NR. C'est PPP tout court. Et, PPP veut dire, ces personnes qui ont des sous, qui ont des moyens, qui ont des connaissances, qui ont la vision, qui veulent. Et, il n'y a pas de ces personnes à Rodrigues ? Il n'y a pas ? Parmi vous là, il y a sûrement quelqu'un qui peut prendre ça. Et, je serais ravi de l'accompagner. Mais qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce que les Rodriguais ? On ne veut pas de ça, non. Non, non, ça ne nous intéresse pas. Mais le Chef Commissaire a tout le temps dit, des mots prophétiques, comme on dit : « *Si to pa fer li toi, ene lot dimune pou sorte là-bas pou vine fer li dan to place.* » Et ce n'est pas ça qui se passe là ? Pour l'abattoir, c'est pareil. Je prends l'abattoir tout de suite, parce que c'est brulant aussi ça. Zepth, mon ami, Zepth.

L'abattoir - *Slaughter House*. C'est quoi un abattoir ? Pour résumer, si je retire cette table-là, si je retire ces micros, je retire tous ces gens qui sont là-haut, est-ce que ce bâtiment c'est l'Assemblée Régionale ? Non, c'est tout ça ensemble qui fait l'Assemblée Régionale. Ben, un abattoir – moi j'ai eu l'occasion avec Commissaire Mme. Franchette Gaspard Pierre-Louis, on a visité l'abattoir de Roche Bois. A quatre heures du matin, vrai pas vrai ? Quatre du matin on était là-bas. Ben oui ! Le cochon, on coupe, on met dans un truc d'eau, ça tourne, ça pousse là-bas. Mais c'est tout ça qui fait l'abattoir. Hein, ce n'est pas ça qui fait l'abattoir ?

Pour le bœuf, il y a une machine qui pèse le truc, et puis on fait halal. Et puis, il y a quelqu'un qui coupe la tête... c'est tout un système qui est en place. C'est ça l'abattoir. Vous avez déjà visité ce bâtiment ? Moi, je l'ai fait ensemble avec ma collègue, on est parti là-bas. Le prix pour l'abattoir au début c'était 7 millions ? 9 millions ? C'est arrivé à 70 millions ! Et, il n'y avait même pas un abattoir. C'est dans ce bâtiment, on aurait pu faire un collège, une école, toutes sortes de truc on pouvait faire là-bas. Ce n'est pas un abattoir. L'abattoir de Baie Malgache n'a jamais existé. Maintenant, ça va peut-être devenir l'abattoir avec des actions qu'on a prises. Mais là aussi, le PPP qu'on a relancé, c'était à tout le monde. Les Rodriguais en plus. Mais pourquoi vous n'avez pas coté ? Pourquoi les Rodriguais ne viennent pas de l'avant ? Et, si quelqu'un d'autre vient, est-ce que nous on va se dire : « *Hé ! C'est réservé aux*

Rodriguais, Rodriguais, Rodriguais ! » Mais les Rodriguais ne veulent pas. Dommage ! Dommage ! Donc, le PPP pour résumer, c'est pour tout le monde, ceux qui ont des sous, de la vision et qui veulent faire avancer le pays. Mais si on ne veut pas, ben à ce moment-là normalement ça doit passer - quelqu'un d'autre va venir le faire.

Et, le Membre Zepth, il parlait de statistique, de toutes les années et quand il arrive en 2017, il dit, non ça je vais sauter. Mais ce n'est pas bien, intellectuellement ce n'est pas bien. Pourquoi il a arrêté en 2017, parce qu'il y avait une hausse. Non, non, là je ne dis pas, 2017 je ne dis pas parce qu'il y a une hausse. Mais c'est n'importe quoi. Quand on parle de statistique, on parle on dit tout ou rien. On ne peut pas dire, on arrête là. *Hein 2017 mo pa pou dir. Enan ene lot ti dir sa osi. 2017 mo pa pou dir.*

On dit qu'il y a une baisse dans le secteur, production animal. Le Chef Commissaire l'a dit. A la page 11, paragraphe 43 : *'l'année dernière, pas plus tard que l'année dernière on a exporté 10,000 têtes d'animaux.'* Hein, le secteur agricole ne marche pas. 10,000 têtes ! Et si on regarde plus loin, c'est 1,500 ; 1,000. Là c'était 10,000.

Donc, le Membre Zepth parlait aussi de l'action de piquant loulou. Il parlait de : Une personne coupe 100 arbres. Et, j'avais dit et je redis, c'est très technique et je le redis, je maintiens ce que j'ai dit, très technique. Nous on venait de l'avant avec le projet, faire ring-barkings, c'est-à-dire, enlever les corses et laisser la plante, l'arbre mourir. Mais le piquant loulou, c'est une plante envahissante. Et, si vous cherchez sur l'internet, Google maintenant, taper, prenez votre téléphone, vous avez le droit ici, le code est là-bas – taper piquant loulou, vous verrez *One of the most invasive plant in the world. This is one of the most invasive plant in the world.* Et, c'est quoi ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Quelles sont les caractéristiques (*ala mo trouve Nicolas pren so... rod li*), c'est quoi les caractéristiques de *most invasive*, d'une plante envahissante, c'est quoi les caractéristiques ?

- (1) It is the fast growth
- (2) Rapid reproduction
- (3) High dispersal ability
- (4) Phenotype plasticity (*ça veut dire, l'ability pou changer dan ene lot l'environnement*)
- (5) Tolerance of a wide range of environment, et

- (6) *Très important dans notre cas à Rodrigues, le seed bank. Un arbre sous un arbre il y a des graines. Et, on appelle ça une banque. Ça s'appelle une banque. Oui, ene la banque. Comme la banque SBM. Ene tas l'argent ladans. Pareil ! C'est une banque. Donc, il y a une banque de graine sous la terre. Quand on élimine un arbre, il y a 50 qui poussent. Parce qu'on offre l'environnement propice, la pluie, le soleil, l'environnement est propice, ça recommence à pousser.*

C'est ça le problème avec piquant loulou. C'est pour ça qu'on vient avec un autre projet, agro-forestry, pour éliminer les piquants loulous. On a vu que cette technique, oui c'est bon, ça marche, ça tue mais ce n'est pas assez. L'agro-forestry, qu'est-ce que ça va faire ? Le Chef Commissaire en a parlé dans son discours, qu'est-ce que l'agro-forestry va faire ? On va donner un hectare de terrain à quelqu'un. Quand tu as donné à quelqu'un, je prends l'exemple d'un ami à moi à Pointe L'Herbe, 'Rigane'. Il a éliminé un hectare, deux hectares de piquant loulou, parce que c'est à lui. Les bénéfices seront pour lui. Quand une petite plante pousse, il va l'arracher. Donc, c'est ça. Donc, le projet agro-forestry, c'est la continuité de ce combat pour combattre vraiment ce fléau de piquant loulou.

Le Membre Volbert parlait de quel progrès et il regardait les statistiques, bien sûr. Quel progrès ! Regardez aujourd'hui, regardez. Il n'y a pas de progrès ici à Rodrigues. Là aujourd'hui si on export 10,000 têtes d'animaux... et puis, il y a le Minority Leader (puisque je suis là je vais dire), qui dit : « *La roue tourne.* » C'est vrai, une roue s'est fait pour tourner. L'ex, l'ex, l'ex, l'ex. La roue tourne en politique mais en agriculture aussi la roue tourne. Dans la vie la roue tourne. Qu'est-ce qui tourne en agriculture ? Celui qui plantait, si le grand papa plantait le maïs, le petit jeune voilà concombre. Moi, je ne vais plus planter de maïs moi ! Est-ce que combien d'enfant là, là si on les prend, vous qui avez des enfants... combien d'enfant mange le maïs ? *Manz diri.* On appelle ça des *cash crops*. *Cash crops – vendé gagne larzan.* Mais ça change. La superficie planteur reste pareil. Mais l'espèce, variété qu'on plante change. Maintenant, pourquoi il y a plus de production aujourd'hui même s'il y a moins de superficie de planter ? Et là, on parlait mal sur mes officiers de l'agriculture hier. Ces gens sont formés. Ils ont dit eux-mêmes, c'est des gens qui ont les plus cadre de qualification. Mais le système d'extension ? Aujourd'hui ? Longtemps mon grand-père, je me souviens, j'étais petit, il plantait le maïs. Aujourd'hui, on plante le maïs et pistache entre ligne. La distance entre deux maïs avant c'était Port Louis et Mahébourg, aujourd'hui c'est Port Louis et Roche Bois. Vous comprenez ? Donc, la technique a évolué. Même superficie plus de rentabilité. C'est ça, la roue tourne, l'agriculture tourne partout où on va.

On m'a dit le projet Gonvava. Aller à Montagne Goyaves, le projet Gonvava et là. (Poteaux ! Mais les plantes qui sont à l'intérieure tu as vu ? Je vais t'emmener moi-même personnellement. Vient avec moi, vient avec moi je vais te montrer.)

Il a parlé de *demonstration plot*. C'est quoi ? Le mot même dit, D E M O N S T R A T I O N P L O T. Avant il fallait *demonstrate*. On n'a pas besoin de *demonstrate* aujourd'hui. Les gens savent comment faire. Pourquoi il doit y avoir des *demonstrations plots* ? On a évolué. Aujourd'hui, (on ne sait planter le chou ? On va ...) Et ça c'est la magie, Franchette ce que tu as fait avec les câbles hein ! On tape sur Youtube – planter concombre. *What is the best way to do it? Do we need a demonstration plot today for that? The demonstration plot is here man. Here, technology*, là dans ma main. Et, vous avez tout ça. (Oui, pourquoi pas, pourquoi pas).

(Interruptions)

Le Membre Volbert a critiqué le système d'eau d'irrigation tout ça. Okay ? Mais il a même dit : avant on était le grenier de l'île Maurice. Mais à cette époque, il n'y avait pas de retenue collinaire ! Il n'y avait pas un système d'irrigation ! Et pourquoi on était le grenier ? Non, non, non, non, non, non, non. La réponse est claire. J'ai étudié l'agriculture avec mon professeur qui est derrière. Il m'a donné la base même. C'est planté des espèces, des variétés qui sont adaptés à l'environnement. Une dame la dite dans notre consultation. Une dame la dite : faut planter ce qui pousse là. Ce qui pousse à Mont Lubin – chou chou ? On ne va planter juste chou chou là ! Et ça va pousser. Faut planter chou chou là-bas. *Chief habitué dir – ban la vine vol so chou chou. Mont Lubin dimune ine vol chou chou Chief. Hein !* Donc, on plante des chou chou, il faut planter le chou chou où il faut planter le chou chou. Et c'est ça la différence. Et c'est ce qu'ils savaient. Nos grands-parents savaient tout ça. C'est pour ça, j'ai décidé, j'ai décidé, je ne vais pas dire mes amis parce que je n'avais pas pensé. Excusez-moi parce que ça aurait dû peut-être être dans le Discours du Chef Commissaire. C'est pour ça je vais utiliser ces grandes personnes. Je vais créer, je vais créer un conseil agricole avec mes officiers et moi-même et les grands, peut-être l'ancien Minority Leader, vous ferez peut-être parti de ça si vous voulez, parce que le Chef Commissaire a dit, ensemble. Moi, je maintiens l'ensemble. Je comprends ce que c'est. Donc, il y aura le conseil, on va créer un conseil agricole justement pour apprendre un peu avec nos grands-parents, pour ne pas dire qu'on est des terribles, on sait tout faire et on va prendre (je vois le Deputy Chairperson sourire, là il pense à son père, qui est un grand agriculteur), oui bien sûr, bien sûr, on va utiliser tous ces gens. Venez ensemble ! Et, c'est ça faire développer, reconstruire autrement, c'est ça. Ce sont des actions qui vont nous aider à aller dans cette direction.

Permis agricole pour les jeunes – vous défoncez une porte ouverte déjà. (*Non ça pa bizin*). Permis agricole pour les jeunes. Suivez l'actualité, regardez les décisions du Conseil Exécutif. Depuis longtemps j'ai pris la décision, je l'ai emmené au Conseil. Parce que j'ai dit que c'est difficile pour les jeunes de rentrer dans l'agriculture parce que c'est compliqué, faire la queue pour avoir son permis. Et, combien de jeune ont déjà bénéficiait de ça ? Le *scheme*, le truc est déjà là ! C'est déjà là. Les BPA ? Combien on a donné ? Et, il y a aussi un truc démagogue là, il n'y a pas de recensement faite pour les éleveurs de Ste. Marie – il n'est pas là, ben dommage (*zot pou alé ene par ene la*).

Il y a quelqu'un qui parlait des DCP. Même à la radio, on a envoyé un message, que je vais reprendre bien sûr, je vais rebondir, je n'ai pas eu l'occasion encore à Radio One, dit : « *Depuis quatre ans on a pas mis des DCP.* » DCP, c'est le Dispositif de Concentration de Poisson. Ma commission a oublié les pêcheurs, ça fait quatre ans qu'on n'a pas mis. Faux ! Et, c'est faux. On a mis des DCP en 2016, 2017 et 2018. Un DCP, normalement, techniquement, ceux qui ne savent pas je suis sûre que l'ancien Minority Leader, ancien Ministre de Rodrigues savait. Il sait tout ça. Que les DCP plus c'est vieux, plus c'est mieux, c'est meilleur. Parce qu'il y a des algues qui poussent avec ça, là il y a plus de poisson. Non, ce n'est pas vrai ? Oui, je dis vrai. Très bien, merci. Donc, si on a le DCP, on va mettre tous les ans et ça sert à rien de mettre des DCP tous les ans. Ça sert à rien ! Parce que ça n'aura pas, ça ne sert pas. Oui, d'accord. Et maintenant comme il a dit, c'est pour ça on a dit, le Chef Commissaire a dit dans son discours que bientôt on vient avec des DCP, avec des balises, GPS, nouvel technologie pour suivre ces DCP. Le problème qu'on a, c'est que les DCP se perd de temps en temps. Mais ça ne se perd pas, techniquement. Moi, j'ai plongé sur 40 mètres sur un DCP, perdu. Apparemment, considérer comme perdu. Le DCP ne se perd pas. Qu'est-ce qui se passe ? Le DCP est là-bas, les bouées, non les bouées là-haut mais les câbles, les trucs, les blocks de ciment qui tiennent le DCP sont là-haut. Il y a le cyclone, ça bouge et ça tombe là. Oh ! Ah ben, si ça tombe là on ne voit pas les bouées. Mais ça ne veut pas dire que DCP n'est pas là. Le pêcheur intelligent il fait le tour quand même de ce point de GPS, parce que le poisson est toujours là, parce que le DCP est là. Donc, tout ça c'est des trucs techniques que les gens ne savent pas. Ah, on n'a pas mis de DCP ! Le pêcheur passe là, il ne voit la bouée... mais le bateau peut passer dessus la nuit. Il n'y a rien qui empêche qu'un bateau passe sur un DCP le soir. On ne voit pas. C'est pour ça que les nouveaux DCP que j'ai visité moi-même quand je fais des missions à Maurice, c'est un peu ça. Je vais voir. AFITECH, ils ont des bouées comme ça. Et, ça c'est magnifique parce que même si ça saute, ça continue à flotter et le béton ne

tombe pas. Magnifique ! Mais c'est ça qu'on fait. On la dit, le Chef Commissaire la dit dans son discours.

J'ai beaucoup de chose à dire pour répliquer à tout ça mais je voulais juste rebondir sur quelques points. Parce que pour moi le combat n'était pas vraiment contre la Commission de l'Agriculture, comme j'ai dit, c'était plus personnelle.

Pour revenir au budget présentait l'autre jour par le Chef Commissaire. Je trouve ça magnifique, ce titre – l'urgence. Et là beaucoup de personne n'ont pas compris. Si vous aviez compris l'urgence, les discours auraient changer. Pourquoi l'urgence ? Le Chef Commissaire... il y a eu des paroles prophétiques. Tout le monde le dit ; *pa comte lor manzé sorti déhor compte lor manzé sorte nou la ter. Et si ene zur bato la pa vini ? Ki pou arriv nou dan 5 ans, 10 ans, 20 ans, 50 ans ? Hein !* Et puis, nous aussi au niveau de ma commission on a parlé. On a bannie les sacs en plastiques, pourquoi ? On a bannie les sacs en plastiques, pourquoi ? Pourquoi on a mis la loi pour préserver les ourites ? Et, tout ça on disait aux gens – Rodriguais écoutait il faut protéger cette île, c'est notre avenir, c'est l'avenir de nos enfants. C'est ce que dit le Chef Commissaire tout le temps. *Ki pou arriv Rodrigues dan 5 ans, 10 ans, 20 ans, 50 ans ? Hein !*

La loi Take Away, même la loi Sept Ans, que beaucoup de personne critiquent. On veut que les gens respirent de l'air frais quand vous roulez à moto. Rodrigues, ça fait longtemps qu'on devait porter le masque nous ! Même s'il n'y a pas COVID. Sur les routes il y a COVID plus grave à Rodrigues. Beaucoup de machine qui polluent. *Met mask*. La loi Sept Ans, normalement c'était le but principal pour diminuer la pollution. Mais vous savez tous ce qu'on a dit, a dit le Chef Commissaire tout ça, c'est resté comme ça dans l'air. Mais nous on est des Saints Thomas, il faut voir pour croire. COVID est venu et nous a montré. On a vu. C'est pour ça il y a urgence aujourd'hui. L'urgence est là. Et, tout le monde l'accepte. Vous n'acceptez pas vous qu'il y a l'urgence ? Hein madame, ma tante ! Il n'y a pas d'urgence ?

Bien sûr qu'on a beaucoup de retard à rattraper. Et pourquoi il faut reconstruire ? On a dit, Ils ont posé la question hier ! Reconstruire quoi ? Pourquoi reconstruire ? Mais pourquoi on reconstruit ? Parce qu'on a détruit. Il faut l'admettre. Tout le monde a détruit. Tout, moi, vous, tout le monde, on a détruit. Et, c'est ça le but de reconstruire. On veut reconstruire cette île Rodrigues de nos rêves, on la dit dans un de nos budgets. On rêve d'un Rodrigues magnifique. Hein ! Mais ce n'est pas trop magnifique aujourd'hui, il faut le reconstruire. Hein !

M. le Vice-président, la pandémie COVID-19 est une leçon pour nous tous face à ce que l'homme est en train de faire à notre mère nature. La destruction de l'environnement nous

et revenue à la figure durant cette période difficile. Aujourd'hui chacun d'entre nous doit faire l'examen de conscience car après se sera trop tard. Qu'est-ce qu'on a détruit et qu'il faut reconstruire ? Je vais donner quelques exemples.

On introduit des espèces exotiques envahissantes dans cette île, piquant loulou, par exemple, qui fait beaucoup de mal. Il faut agir ensemble autrement. Oui, d'accord. *Mais eucalyptus ban chose pou touye moi. Ban apiculteur.* Donc, on a détruit la forêt primaire, on a introduit des espèces exotiques. C'est pour ça, on parle toujours de la conservation de la biodiversité. On parle de refaire les forêts de piquant loulou autrement. Autrement à travers le truc de, agro-forestry. Donc, autrement.

Nous, tout le monde, je dis on, parce que je forme parti, je ne vais pas dire vous, je dis on. On a choisi la facilité en utilisant le plastique, les sacs plastiques, les bouteilles en plastiques, les emballages et autres, il faut agir ensemble et autrement, M. le Vice-président. Il faut retourner sur comment on faisait avant, nos ancêtres. Et, on n'est pas née avec un sac en plastique dans les mains. Il y avait les emballage plastique, *tante bacoas, catora*, même si les gens critiquent *catora*, afin de réussir cette île Rodrigues écologique.

Beaucoup de plantes et d'animaux Rodriguais terrestre comme marin ont disparus. *Héreusement pénan la colombe ladan. Enan solitaire, pigeon bleu.* Et, il ne faut plus que ça arrive. Plus de disparition sur cette île. Comme on a fait pour le café marron. Il rester une seule plante. Aujourd'hui on a pu le retirer de cette section ou de la disparition.

Hier le Minority Leader, tout-à-l'heure, c'est tout-à-l'heure, ce matin, on parlait de concombre de mer. On a (comment dire, je ne trouve pas le mot) éliminé les concombres de mer de Rodrigues. Eliminer ! Les gens qui étaient là avant nous, les politiciens sans vision. Le massacre ! Merci, madame. Instinction, non pas instincton encore, parce qu'il y en a encore un peu. Je vois, ça reprend petit à petit. Maintenant, l'ancien Minority Leader vient nous dire, il faut faire de l'aquaculture de concombre de mer. C'est le *management* qu'il fallait. Il ne fallait pas détruire. Si on détruisait... vous savez avant quand on marchait, j'ai même des photos, venez voir. J'ai envoyé ça, mes amis ont vu. Aujourd'hui ou plutôt à l'époque quand on marchait dans le lagon (M. Augustin doit savoir, le ... en face de chez lui) avant quand on marchait les enfants avaient peur du concombre de mer, faites attention marcher en huit comme ça trop. Aujourd'hui, on peut compter combien de concombre de mer il y a.

On détruit tous les jours les coraux. L'ancien Minority Leader a raison. Oui, je dis. Qui protège nos plages, le changement climatique, dû au changement climatique. Hein ! Et, qu'est-

ce qu'on va faire ? Le Chef Commissaire la dit. Avec ce Tourism – projet Alternative Livelihood Project pour le tourisme. Les plongeurs, personnellement moi aussi je participerai à aller planter des coraux. Replanter les coraux, c'est possible. On va refaire de cette île, cette île écologique. C'est ça qu'on dit, quand on parle reconstruire. C'est ça. Donc, on va planter les coraux.

On pratique de la pêche illégale et on détruit le petit avec la complicité de beaucoup. Il faut arrêter avec ça. Il faut arrêter. Il faut dénoncer. Ces officiers qui sont responsable de ça, de la protection, je parle là des gardes côtes, les gardes de fisheries, la police de l'environnement, il faut agir autrement, être sans pitié envers ces gens qui détruisent notre mer.

On a détruit les terrasses, je suis d'accord, qui contrôles l'érosion de la terre. On a détruit tout ça. Il faut refaire les terrasses. Les gens ont beaucoup, ils abandonnaient beaucoup de terrains. C'est ça la reconstruction, retourner à la terre et replanter. On utilise beaucoup de truc chimique pour booster la production. On veut plus vite, avoir plus vite, plus gros, plus d'argent. Il faut arrêter avec tout ça. Il faut changer, reconstruire cette île, utiliser du compostes, des trucs. C'est ça qu'on dit l'agriculture bio, il faut le faire. On balance tous les jours des trucs dans la nature, on pollue. Hein ! On roule des véhicules qui crachent de la fumer. Il faut changer nos comportements. C'est ça reconstruire Rodrigues. Cette île Rodrigues de nos rêves.

On laisse trainer nos animaux de compagnie, chien, chat. Hein, après on dit, hein *mo ti licien, mo ti licien, mo ti chat. Garfield encor lor l'île au Fou*. C'est quoi tout ça ? Il faut arrêter. Si on a un animal de compagnie, il faut s'en occuper. Soit il ne faut pas en avoir. Donc, est-ce qu'il faut que MSAW vient pour attraper ces chiens, ces chats ? Non. Il faut changer et reconstruire Rodrigues, le comportement des gens doivent changer. Il y en a qui laisse ces animaux trainer, les bœufs, cabris, moutons qui détruisent la plantation des gens. Hein ? Là je lance un message, un appel à ces éleveurs. Vous aimez vos animaux, les planteurs aiment leurs plantations. Donc, est-ce qu'il faut la loi ? Bien sûr, on va le mettre. On la dit, le Chef Commissaire a dit – une unité sera créer dans le Service Forestier pour ça. Est-ce qu'il faut arriver là, aujourd'hui ? COVID doit nous faire changer notre façon de voir les choses, notre mentalité. Il faut respecter les autres.

Comique plus comique. Aujourd'hui, on copie le monde. Il y a le cancer, il y a toute sorte de maladie. Les herbivores sont supposés manger de l'herbe mais on fait les herbivores devenir des carnivores ou des omnivores, ils mangent des grains. *Bizin gagne grain pou donne bef*. Et, nos grands-parents ne faisaient pas ça. Les herbivores étaient les herbivores, restaient les herbivores. Les hommes sont les omnivores mais les bœufs doivent rester des herbivores.

Les commerçants à Rodrigues, les importateurs, importent n'importe quoi. Qu'est-ce qu'on regarde ? Qu'est-ce qu'on est en train de regarder ? Oh, je vais avoir plus de profit avec ça. Plus de profit ! Plus de profit ! L'argent, l'argent, l'argent partout. N'importe quoi. Même le... vous achetez aujourd'hui à Rodrigues, une roue. J'avais une moto, je l'ai vendu à cause de ça, parce que à chaque fois que j'ai acheté une roue, il y a de la plastique autour, donc je vais marcher maintenant. La roue qui est en caoutchouc vient dans un emballage plastique à Rodrigues. C'est quoi tout ça ? Faut changer notre mentalité. COVID doit nous aider à changer tout ça.

L'énergie renouvelable, M. le Vice-président, c'est la première fois dans la République de Maurice qu'il y a le projet photo voltaïque à base communautaire. Tous les photos voltaïques qu'il y a sont des projets qui font enrichir les gens. *Mo travail CEB, projet vini, mo mem pren, mo gagne la paye CEB, mo gagne l'argent, van courant, van soleil, l'énergie solaire.* C'est ça, aujourd'hui. La gourmandise est un péché. Mais nous on est venu avec un projet magnifique. A Rivière Coco dans l'écho village, le champ photo voltaïque est là. Et là, aujourd'hui. Et, les bénéfices du soleil repartent à ces gens de Rivière Coco. Ce n'est pas beau ça ? Ce n'est pas magnifique ça ? Et, c'est dans cette direction qu'on doit partir, aujourd'hui. Le soleil nous appartient à tous. Il faut l'utiliser bien.

M. le Vice-président, j'ai beaucoup parlé, mais j'ai dit l'essentiel, je peux encore continuer pendant une heure mais je préfère m'arrêter là. Je remercie le Chef Commissaire pour ce budget. Tous mes collègues on a travaillé ensemble dure pour mettre ça. Et, ce n'est même pas un projet à la va vite. J'ai tous les trucs de M. Von-Mally ici. Mais je pense que ça ne vaut pas la peine de faire le tour. Il y en a plein là que je peux reprendre et élaborer mais je ne vais pas le faire parce que moi je veux faire de la politique autrement. Chacun doit prendre sa responsabilité, chacun doit prendre sa responsabilité. Il y en a un qui a dit que – il n'y a pas, qu'est-ce que vous faites pour faire les jeunes venir à l'agriculture ? Qu'est-ce que vous faites ? Les gens n'ont pas de faciliter. Ce n'est pas pour rien qu'on a fait ça. Et, on vous a donné aussi, une copie, je crois. Commission de l'Agriculture, Scheme pour motoculteur, plan d'aide pour la production des haricots rouges, Fencing Scheme, Bird Net Scheme et firme moderne de cochon noir, firme moderne agricole pour la production de poulet, Chilli Farm Scheme, Sheep Farm Scheme, Model Orchard Farm Scheme, Onion Seed Scheme, *(pa encor fini la hein !)* Garlic Seed Production Scheme et Scheme de captage d'eau de pluie. Beaucoup ! Ce n'est pas vrai. Donc, il faut vraiment, soit vous ne savez pas, soit vous êtes... non je vais être gentil.

Vous n'avez pas fait vos *home work*. J'aurais pu être méchant. Je peux l'être mais je préfère ne pas l'être.

Je remercie tout le monde de m'avoir écouté et j'espère que ce budget, dans ce budget c'est très important. Ma commission occupe une place très importante dans ce budget, l'agriculture. J'aurais besoin d'un coup de main de tout le monde, tout le monde pour faire avancer ces projets dont je pense. Ma vision c'est dans quelques années voir qu'il n'y a plus de place pour planter, partout est planté et planté dans une façon.

[Interruption]

(Je ne peux pas répondre à ça. Je préfère pas, je préfère pas. Je peux mais je préfère pas)

M. le Vice-président, je vous remercie pour votre attention.

[Applause]

MOTION

SUSPENSION OF S.O. 9(3)

The Chief Commissionier: Mr Deputy Chairperson, with your permission I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the Provision of Standing Order 9 (3).

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

Mr. Deputy Chairperson: Second Island Region Member.

Mr Perrine: M. le Vice-président, merci. M. le Vice-président, le 05 mai, le 05.05.2020, 05.05.2020. Dans ce mois de mai, nous avons cinq semaines, nous avons cinq dimanches, nous avons cinq mardis. Il y a encore deux autres choses que je n'ai pas retenu. Donc, il y a cinq choses qui apparaît dans ce 05 mai, 05.2020. Et, cela apparaît tous les 623 ans.

Merci de me donner l'occasion de participer à cette exercice budgétaire de cette année pas comme les autres qui a pour toile de fond, le virus. M. le Vice-président, permettez-moi d'abord, au nom de mon équipe, l'Union du Peuple de Rodrigues (l'UPR), avec comme symbole une colombe avec deux fleurs de maïs dans *la bec*, dans le bec. Permettez-moi, je vais vous demandez de transmettre au Chairperson de l'Assemblée ainsi qu'à son époux pour l'heureux évènement qui est venu combler leur famille avec la naissance de leurs deuxièmes

enfants. Demandez au Clerk de transmettre notre sincère félicitation. Je vous demanderai aussi de transmettre au Commissaire, Madame. à la Commissaire, Mme. Rose de Lima Edouard-Ravina, ainsi qu'à son cher époux, M. Ravina, pour la naissance de leur premier née. Je vais aussi saluer, en passant, la contribution faite par l'Ex-Conseillère de la Communication, Mme. Fong Kive, qui a beaucoup donné pour la réussite du *business* de cette Auguste Assemblée ainsi que la communication au sein de l'Assemblée Régionale. Je vais aussi remercier la contribution du Deputy Clerk, Miss Pulchérie, qui est partie juste avant le confinement, rejoindre sa famille à Maurice. Mais qui a beaucoup œuvré, elle aussi pour la bonne marche de notre Auguste Assemblée ici. Je vais faillir à ma tâche si je ne remercie pas, si je ne félicite pas tous les *front liners*, les officiers de la Force Policière et autres éléments de l'ordre ainsi le personnel du corps médicale et paramédicale pour leurs dévouements et courage fourni pour gérer cette situation de crise sans précédent.

M. le Vice-président, le virus. Contrairement à tous ce que j'ai entendu jusqu'ici, je voudrais partager avec vous chers parlementaires et cadres mon appréciation durant cette période de confinement et de *curfew order* qui nous a permis au sein de la famille de faire un examen pour vivre des moments que nous n'avons jamais eu l'occasion de vivre depuis la construction, depuis la mise en place de notre famille. Ce virus nous a permis de se redécouvrir au sein de notre famille et de vivre l'expérience des premiers chrétiens. C'est-à-dire, vivre des valeurs comme le partage, la prière et la découverte de nos qualités, entre autres.

M. le Vice-président, Rodrigues est une terre bénie, donner à des hommes et à des femmes de bonne volonté qui sont venus pour servir et non pour être servi. Une île bénie afin que quiconque veut son bonheur et celle de son peuple doit surtout travailler dans le respect des lois établis par les hommes mais principalement les lois établis par Dieu. Aime ton prochain comme toi-même, prie pour tes ennemis, même s'ils te crachent dessus jour et nuit, même s'ils te donnent des coups bas, prie pour tes ennemis.

M. le Vice-président, je ne prétends pas faire la leçon de morale à qui que ce soit. Mais souhaite tout simplement apporter ma contribution, si petite quel soit, à réaliser les projets de société pour Rodrigues. Etre un politicien, c'est d'abord et avant tout être à côté les plus pauvres et les plus démunis de notre société.

[Applause]

Car, M. le Vice-président, c'est pour eux que nous sommes là. Non pour nous mais pour les plus faibles. Etre politicien, c'est aussi de prendre sa croix et d'avoir cette humilité du Christ et avoir un cœur qui aime. C'est un chasseur d'os.

Le virus, M. le Vice-président, a prouvé qu'il peut mettre tous les hommes de toutes classes et de toutes castes confondus sur un même pied d'égalité. Un milliardaire a été inhumé dans les mêmes conditions qu'un SDF à Maurice.

[Applause]

Ce COVID-19 a frappé les Chrétiens durant le temps de carême. Les hindous pour la fête de Maha Shivaratri et les Musulmans pour le Ramadan, M. le Vice-président. Trois grandes croyances frapper en plein cœur de leurs foi. Quelle leçon, quelle est le message derrière tout cela, M. le Vice-président ? J'en déduis un parmi – ton argent ne peut pas te permettre d'avoir la première place partout.

[Applause]

Si après cette pandémie, nous ne sommes pas des meilleures personnes, alors nous n'aurons rien appris de la vie, M. le Vice-président. M. le Vice-président, le mystère de Juda Iscariote a beaucoup plané sur Rodrigues depuis bon nombre d'année déjà. Mais 2020, un signal est donné, un message est lancé. Réunir Rodrigues derrière une seule entité, cette colombe qui est synonyme de paix veut redonner un espoir au peuple de Rodrigues. A travers cette naissance, de cette nouvelle ère politique, d'une nouvelle façon de faire de la politique, comme un chasseur d'os et non le contraire, M. le président. C'est un message fort. C'était difficile, c'était difficile pour nous de séparer d'une équipe après tant d'années passer ensemble contre vent et marais. Mais un choix a été fait. Nous assumons entièrement cette responsabilité et nous allons le porter jusqu'au bout. Nous voulons faire de la politique autrement, nous voulons agir autrement dans l'intérêt de nos concitoyens et non dans nos propres intérêts. C'est normal qu'il y aura des démagogues, c'est normal qu'il y aura des critiques, nous on est prêt à tous cela. Parce qu'on a pris la décision, on va assumer jusqu'au bout et on va franchir une nouvelle étape.

De ce fait, M. le président, mon intervention sur ce deuxième axe sera, les pêcheurs, les planteurs et les éleveurs qui se situent sous un même toit dans la Commission de notre cher ami, Commissaire Payendee, qui a pris du recul, qui a été se reposer dehors. Si aujourd'hui sa Commission, depuis hier sa Commission est la vedette. Ce n'est pas parce qu'on n'aime pas la personne de M. Payendee. Au contraire, M. le Vice-président, M. Payendee a un potentiel mais dommage qu'il n'exploite pas ce potentiel. Parce qu'il a emmené beaucoup de choses dans

cette Auguste Assemblée. Il a emmené aussi la loi sur le bannissement des sacs en plastiques. On veut faire la politique autrement. Quand c'est bon, c'est bon mais quand il y a un problème on veut critiquer et veut aussi apporter des solutions, des propositions.

M. le Vice-président, avant d'attaquer ces trois piliers, c'est vrai nous avons eu, nous avons vu, je le tiens entre mes mains, un élément innovateur, ce petit livret. Ce petit livret est un élément innovateur mais on peut continuer à progresser et à faire mieux que ça. D'ailleurs, donner encore plus de détails là-dedans, les conditions etc., un numéro de téléphone ou trouver quelle personne etc. Il fallait, on aurait pu... On propose pour que la prochaine fois ça sera encore meilleur.

M. le Vice-président, 'Préserver nos acquis'. Le Chef Commissaire a parlé de ça au chapitre 18 dans le Discours Budget qu'il a présenté jeudi dernier. *I quote* : « Mme. la présidente, le budget de l'année financière 1920 avait pour thème : 'Préserver non acquis, renforcer notre Résilience, Poursuivre le progrès'. Ce thème demeure toutefois, demeure dotant plus pertinent dans le contexte actuel où sévit cette crise sans précédent. » *Unquote*.

M. le Vice-président, 'Préserver nos acquis'. Qu'est-ce que cela signifie ? Six bateaux semi-industriels, construit à Rodrigues entre décembre 2006 et janvier 2009. Cinq bateaux industriels au coût de Rs 11 million chacun, construit entre 2010 et 2011. Une maison de pêcheur construite gratuitement par le gouvernement Français, trois chambres froides, deux machines à glace et autres équipements pour améliorer le quotidien des pêcheurs et leurs familles et fournir du poisson frais pour la population locale et nationale. Ça se sont des acquis. Quand ce présent gouvernement a pris les rênes du pouvoir en 2012, c'était une de leur priorité. Montrer à l'ancien gouvernement qu'il peut faire mieux en mettant toutes leurs efforts dans ces projets pour continuer le progrès dans le secteur de la pêche. Tel n'a pas été le cas. On est venu avec beaucoup de questions dans cette Chambre. On est venu avec beaucoup de propositions dans cette Chambre. On a beaucoup interpellé mais malheureusement nous avons tous été déçu de la façon dont le dossier a été traité. Le Gouvernement Régional a injecté encore et encore de l'argent dans tous ces projets. Des millions mais sans résultat, M. le Vice-président. Quand on critique la façon de faire de certains Commissaires, ce n'est pas pour les rendre plus vulnérable, non. C'est pour leur demander de se ressaisir et d'améliorer leur façon de faire. La permanence de l'état doit continuer sans Rosaire, sans le MR, sans le FPR, sans n'importe quel parti politique, sans OPR aussi. La permanence de l'état doit continuer. Car ce n'est pas pour nous qu'on travaille. C'est pour nos enfants, c'est pour les enfants de cette île, c'est pour le bien-être de cette population. C'est pour ça qu'on nous a mis là. Mais

malheureusement, il y a certain qui préfère prendre des projets très important, des projets de base, des piliers de notre économie, prend et mettre de côté. Et, quand on vient taper dessus, ils sont en colère, ils sont frustrés, ils disent que nous avons des choses contre la personne. Non ! Nous n'avons rien contre la personne. Nous sommes ici pour débattre, pour apporter notre contribution, comme a si bien dit l'Ex-Minority Leader tout-à-l'heure. Chacun à ces petites idées qu'il faut prendre ou mettre de côté comme bon vous semble. Mais c'est notre devoir dans cette opposition d'emmener des propositions pour que vous puissiez vous aussi essayer de voir si vous voulez prendre, vous prenez, si vous ne voulez pas, ben tant pis ! Et, qui c'est qui va perdre ? Ce n'est pas vous, ce n'est pas nous. C'est la population si l'idée est bonne, qui va perdre. Qu'il y a-t-il difficile pour *manage* cette infrastructure, M. le Vice-président ? La Maison Pêcheur ? Ce n'est pas un acquis ? Aujourd'hui, il vienne lancer un projet de PPP, *Private Public Partnership*. Ben, on n'est pas d'accord ! L'état doit assumer sa responsabilité ! Pour quoi pendant tout ce temps, dans le Rapport de l'Audit, dans toutes les circonstances qu'on a eues, on a dit qu'il faut faire quelque chose pour la Maison du Pêcheur. Il faut faire quelque chose pour les cinq bateaux de coopérative. Aujourd'hui, c'est passé de Rs 14 million à Rs 23 million. Rs 9 million d'intérêt. Qui ça qui va payer ça ? Ces pêcheurs-là ? Alors qu'ils auraient dû, pu partir à la pêche tout ce temps pour emmener au moins Rs 1 million ou Rs 2 million par an pour rembourser leur dette. Ils ont commencé a rembourser, Rs 100,000, je crois sur les Rs 14 millions. Mais après qu'est-ce qui s'est passé ? La politique de l'autruche. Parce que c'est le MR qui a fait ça donc l'OPR ne peut pas continuer ça. Et, le Chef Commissaire il tolère ça, en plus. C'est ça qui est triste. C'était à lui de remmener ces troupes à l'ordre et dire cette affaire-là nous concerne. Ce n'est pas pour nous, c'est pour ces petits pêcheurs-là qui ont été mis de côté. Que nous avons créé ça. Ce n'est pas pour X, Y, Z, non ! C'est pour ces pêcheurs qui sont les plus démunis de notre société aujourd'hui. Qui sont les plus vulnérables. Comment voulez-vous combattre la pauvreté ? Comment voulez-vous que Rodrigues sort de cette engraine d'être parmi les plus pauvres de la République de Maurice. Alors que nous avons l'intelligence, nous avons la capacité, nous avons tout ce qu'il faut pour réussir. Et, aujourd'hui on nous traite des petits moins que rien et on est d'accord ? Et, aujourd'hui nous, les Rodriguais ont se querelle entre nous pour donner des points à des étrangers qui veulent nous exploiter et on se croise les bras, on regarde et on dit : 'Tant mieux, c'est bon', comme ça. Nous de cette côté de la Chambre, on dit, non. Il faut arrêter. La Maison des Pêcheurs doit appartenir aux pêcheurs. Que le Commissaire est content ou pas, c'est à lui de voir comment faire en sorte que cet acquis qu'on a eu soit remis en état et redonner la possibilité de revivre avec n'importe quelle infrastructure, avec n'importe quelle Manager. Il

va voir, parce qu'il est un chef ! C'est à lui de voir. Mais à aucun moment, on souhaite qu'un PPP soit fait dans l'intérêt des capitalistes, qui sont à Rodrigues ou qui sont ailleurs au détriment des plus petits pêcheurs. Ils vont nous voir sur leur route. Ça c'est notre politique autrement.

D'ailleurs, vous avez vu un réclame ce qu'on a fait. Alors que le gouvernement du jour dise qu'ils ont écrit au Premier Ministre pour dire qu'il faut fermer l'aéroport de Plaine Corail. Mais on n'a pas eu de réponse. Nous on a été là-bas avec nos sept Membres manifestaient avec une pancarte. Ça c'est pour dire non à ce genre de politique. Et, vous savez quoi ? Le lundi, on est parti le samedi, le lundi le Premier Ministre a fait une conférence de presse annonçant la fermeture de l'aéroport de Plaine Corail à Air Austral. Ça ce n'est pas jolie ça !

[Applause]

Pour qui on a fait ça ? Pas pour nous, c'est pour le petit peuple. C'est une des raisons pour laquelle aujourd'hui nous n'avons pas de COVID-19 à Rodrigues. C'est ça la politique autrement. C'est ça l'urgence. Ça a été une urgence pour nous d'aller à l'aéroport. L'urgence de reconstruire ensemble autrement. Nous avons jeté les bases.

M. le Vice-président, est-ce que vraiment il y a une volonté de décoller ce secteur de la pêche. Mon ami Reddy a tout-à-l'heure fait une panoplie de propositions, des remarques aussi. Hier, c'était hier, qui sont dans le *hansard*. Est-ce que ces commissaires-là au moins ils prennent le *hansard* pour voir ce qu'on a proposé ? J'espère que cette fois-ci, le Chef Commissaire mettra un comité pour prendre tous les propositions qu'on a fait et analysé et voir est-ce qui est bon. D'ailleurs, je voudrais la félicité parce que tout-à-l'heure on a eu une bonne discussion dans le *Chamber* derrière. C'est rare dans l'histoire. Mais il a osé le mec, le grand, il a osé. Une bonne discussion pour faire part de nos soucis. Il a écouté. Il a écouté. On est content de ça. Et, il faut améliorer. Et, il faut que cette relation-là s'améliore de jour en jour. Pas entre lui seul mais entre tous les Membres de cette Auguste Assemblée. On a condamné à travailler ensemble tant qu'on sera sur la scène politique à Rodrigues. *Content pas content, jam pas jam nou pou lor zam nou pou atan et nou pou fer travail la coment bizin ! Zot dan zot pas content c'est comme ça.*

[Applause]

M. le Vice-président, où sont passés les fameux drones qui a coûté la conquête somme de plus de Rs 800,000 ? Les drones ! Dans le secteur de la pêche pour protéger le lagon, pour protéger les ressources, où sont passés ces drones ? Rs 800,000 dépensait ! Jusqu'aujourd'hui

pas de résultat, M. le Vice-président. *Après zot palé nou kozé.* C'est notre travail. Nous voulons attirer l'attention. Il y a un problème. Il faut voir. Nous n'avons rien, encore une fois, je dis. Au sein de cette Chambre, nous n'avons rien contre le Commissaire Payendee, contre la personne de M. Payendee. Mais le Chef Commissaire nous a dit tout-à-l'heure, c'était quoi ? Alors, laissez-moi vous dire. Le Chef Commissaire nous a dit tout-à-l'heure, *I quote : 'Bizin ene bon manière travail, bizin ene bon manière travail.'* *This is not your problem. Even if it was private. I would like to share with you because you need to hear it. Wait! (Eh aret fatig moi ki arrive zot).*

M. le Vice-président, Rs 800,000 pour les drones. Quel est le *output*, quel est le résultat ? Zéro ! Les drones *mo tan dir ine plongé dans la mer dan Graviers non ? Ine coulé ! Ene perdi, ene perdi ine tomb dan bato, zis boite.* Qu'advient-il du Watch Tower du Montagne Plate construit au coût de Rs 3,8 million pour soi-disant aider à contrôler la pêche illégale mais qui a été recommandé et que la destruction a été recommandé, bien sûr par l'Assemblée Régionale et le rapport de l'Audit, les auditeurs, qu'il faut détruire. La destruction ! M. le Vice-président, Rs 3,8, plus de Rs 3.8 million a été investi dans ce projet. *Aujourd'hui, bâtiment-là ene certaine côté ine coum ça ! A dire ene soldat casse pâte. So boulon centre ine coupé !* M. le président, est-ce que c'est normal ? Pourtant nous avons des gens qualifier à Rodrigues. Nous avons des consultants, nous avons des ingénieurs. Il n'y a eu rien, personne pour aller voir si l'emplacement était approprié pour la construction de ce bâtiment. M. le Vice-président, tout ça, et vous voulez, M. le Commissaire Payendee veut qu'on reste tranquille. Mais non, on ne peut pas.

Le VRS, *Voluntary Retirement Scheme*. Je me souviens en 2010, 2011 et 2012, on a apporté cette idée-là pourquoi ? Parce que pour retirer les pêcheurs de plus de 60 ans dans le lagon pour diminuer la pression en leur donnant une compensation en retour ils optent pour le *Voluntary Retirement Scheme*. Depuis 2012 jusque-là maintenant combien de personne ont été approché pour rendre volontairement leur carte de pêcheur du lagon, surtout ? Combien ? J'aimerais que le Commissaire nous donne l'occasion d'avoir les chiffres là-dessus. Je ne vais pas m'aventurer mais je sais qu'il n'y a pas beaucoup ou sinon rien du tout. Combien le VRS ? Il nous a proposé depuis un certain temps. Dans le Discours Budget le Chef Commissaire a proposé ça – un plan d'assurance pour les pêcheurs, pour encadrement des pêcheurs. Un plan d'assurance ! M. le Vice-président, j'étais dans une association pêcheur en 2002, avant même de faire la politique. Je travaillais dans une compagnie d'assurance. Je peux dire que à cette époque c'était une urgence. M. le Vice-président, j'avais demandé à ma compagnie d'assurance

de faire un cas spécial, une assurance spéciale pour les pêcheurs de Rodrigues. *Fisheries, Fishers Protection Scheme*. C'est une assurance que moi j'ai fait faire pour ces pêcheurs-là. Dans les archives il y a. *Copié pas kone copié ?* M. le Vice-président ! Et puis, ils viennent nous dire ici que, *nou content nou bane ti dimune, nou content nou bane pêcheurs, nou content ceci, nou content cela !* Il faut des actions concrètes. Il faut de la politique autrement. Il faut ensemble autrement. Il faut reconstruire ensemble autrement.

M. le Vice-président, les cartes des pêcheurs professionnels hors lagon. Combien ce présent gouvernement a livré aux pêcheurs ? Combien depuis 2012 ? La liste est longue, M. le Vice-président. J'ai appris à un certain donner, il y avait 23 cartes temporaire et après ces 23 cartes de pêcheur temporaires, les pêcheurs ont eu les formations qu'il faut, *training*, théorie et pratique. Ils ont été en mer. Et après, on leurs a donné des cartes temporaires, pour un certain temps. Quand on a posé la question au Commissaire Payendee ici, il nous a dit que – il faut revoir, il faut faire une enquête pour voir exactement si ces pêcheurs-là qui ont eu la formation, déjà payé par le gouvernement, Rs 250 par jour, étaient éligible pour recevoir une carte hors lagon même temporaire ? *Bé couma ou kapav ine fer formation pou ene groupe de pêcheur, 23 pêcheurs et après ou dir si bane dimune la ti éligible ou bizin ale fer l'enket*. Mais, M. le président, *met saret divan bef encore ne fois !* Donc, c'est la même chose qui se passe à chaque fois. Mais il ne faut pas qu'on abuse de notre autorité pour laisser de côté ces pêcheurs-là. Moi, je propose, nous au sein de cette Auguste Assemblée, nous proposons que ces cas soient réglés dans le plus bref délai et pour faire la reconstruction ensemble autrement, M. le Vice-président.

M. le Vice-président, les Rodriguais ne peuvent-ils pas gérer 11 bateaux de pêche ? M. le Vice-président, si, il peut le faire. Il peut le faire. M. le Vice-président, je vais maintenant transmettre des cris, des cris du cœur des Rodriguais qui nous ont appelé, que nous avons rencontré, même jusqu'aujourd'hui là. Même jusqu'à aujourd'hui, qui nous a téléphoné et qu'on a rencontré ce matin. Tout à l'heure, le membre, l'ex-Minority leader, Nicolas Vonmally a parlé de ça. Un groupe de personne qui travaille, qui nettoie les écoles, des toilettes des écoles de Rodrigues. Leur salaire pour le mois de mars a été payé le 24 avril dernier. 24 avril dernier, leur salaire pour le mois d'avril *enkor pe vini dan avion*. M. le Vice-président, là, je lance un appel pressant au Commissaire Baptiste pour que rien n'est laissé au hasard dans ces circonstances. Parce que ce n'est pas la première fois qu'une telle affaire est emmenée à nos oreilles à Rodrigues. Moi-même, j'étais témoin. J'ai été même... Je les accompagnais à un certain moment donné à la police station de Petit Gabriel.

M. le Vice-président, nous proposons que ‘tous’ les compagnies qui ont contrat avec l’Assemblée régionale, qu’ils ont de facto un bureau à Rodrigues, ‘tous’ les compagnies nationales qui ont des contrats avec l’Assemblée régionale, de facto, ils ont un bureau à Rodrigues pour qu’on puisse, quand il y a des soucis, on peut aller les voir et mettre à jour et régler ces problèmes-là une fois pour toutes. Aujourd’hui, il y a ‘certains’ compagnies qui se cachent derrière cette distance, derrière l’éloignement pour dire que voilà, nous ne sommes pas là mais, on va venir là, il faut attendre. En attendant, ces pauvres personnes-là, ils meurent de faim, ils meurent de soif, M. le Vice-président. M. le Vice-président, le Commissaire de la santé, nous avons eu, nous avons fait un appel au bon sens du Commissaire de la santé. Les gens nous téléphonent. Mon ami et collègue, M. Volbert a intervenu à plusieurs reprises avec ses contacts de Maurice pour que ces contacts puissent aller aider *amene ene ti ration* à des personnes que l’Assemblée régionale a envoyé à Maurice pour des traitements médicaux. *Ene mine apollo gramatin pou deux dimounes, ene mine apollo tanto pou tou dimounes*. M. le Vice-président, c’est un cri du cœur. Aujourd’hui encore, il y a des patients qui nous ont envoyé des messages de l’Assemblée régionale.

C’est des patients qui sont partis à Maurice avec le concours de l’Assemblée régionale pour des traitements. Ils sont dans le flou. Quand ils ont téléphoné à des Commissaires à Rodrigues, *communication la ine coupé*, téléphone raccroché. *Zot ine dir nou ki enan certains Commissaires koz brite avec zot*. M. le Vice-président, je vais prendre un texte. Je vais ouvrir une parenthèse, s’il vous plaît. Ouvrir une parenthèse pour lire un texte.

« *Bonjour, mo papa ine vine Maurice aköz li malade. Pa ti enan lapareil pou soigne li Rodrigues. Gouvernement ine avoy li Maurice pou soin avant corona mais apré kine gagne corona ek confinement, line gagne desarz ek la li bien. Li avec mo maman ine coincé Maurice depi plis ki deux moins. Et mo grand-père envi retourne dan so ti zil avan li mort. Samem so dernier souhait : retrouve so Rodrigues. S’il vous plaît, fer ene kitsoz pou zot. Tous les zours li ploré ek gagne traka ki li pa ressi trouve so zil. Li enan 85 ans.* » Unquote.

Le Commissaire vient nous dire que tout est sous contrôle. Mais pourtant, les gens nous téléphonent tous les jours. Est-ce qu’il n’y a pas de communication ou il y a un manque de confiance ? M. le Vice-président, je vous laisse le soin de juger vous-même. M. le Vice-président, maintenant, je m’adresse, si vous me permettez, j’ai un message urgent pour le Commissaire, le Chef commissaire adjoint. Ecoutez bien, M. Lisette, et le Chef commissaire aussi. M. le Vice-président, la zone industrielle de Baie Lascars a été créée par les Rodriguais avec des Rodriguais pour les Rodriguais. Cette zone industrielle n’appartient pas à aucun parti

politique ni à aucun politicien de l'Assemblée régionale ou de l'Assemblée nationale, siégeant ici dans cette Chambre ou à Maurice, M. le Vice-président. Cette portion de terre à qui, après la construction, après le dragage de la passe de Port Mathurin appartient aux Rodriguais de bonne volonté qui ont eu l'audace de créer un business, 'un' entreprise quelconque, qui ont été aidé par l'Assemblée régionale pour trouver un lopin de terre. Peu importe ! Ce n'est pas la première fois qu'une demande a été faite au niveau de la Commission de l'infrastructure publique pour aménager la route qui longe en face de la Commission de l'infrastructure publique allant jusqu'à *Bold and Eaver* et à l'arrière, le restaurant *Manzé Lakaz*.

M. le Vice-président, c'est un cri du cœur. Il y a de la nourriture qui se vend là-bas. Il y a des personnes de bonnes volontés qui ont investi leur argent. Il y a des patentes qui sont payées tous les ans, les grosses sommes mais pour un service médiocre. M. le Vice-président, je fais un appel. Je fais un appel immédiat au Chef commissaire adjoint, au Chef commissaire de Rodrigues pour remédier à cette situation dans les plus brefs délais. Reconstruire ensemble autrement. M. le Vice-président, il faut qu'une route soit faite, peu importe, je ne sais pas comment mais il faut que ces personnes arrêtent de respirer le sable, la poussière et cessent de rouler dans des... comment on appelle ça ? Des nids poules qui sont plus hauts que des fois 50 cm. Il faut arrêter, M. le Vice-président. Il y a urgence et c'est maintenant qu'il faut agir. Mettez de l'asphalte sur cette route, s'il vous plaît. Que se passe-t-il ? Que se passera-t-il si jamais ces personnes-là arrêtent, refusent de payer leur permis, de payer tous les frets qui 'vient' avec ? Vous allez les mettre, vous allez servir un papier, vous allez les mettre en prison ? Faire des procès éternellement ? Alors, ces personnes-là, ils veulent value for money. Ils ont une famille comme nous, ils ont une santé, il faut les préserver parce que ces personnes-là font partie de notre économie. Ils contribuent. Au nom de l'urgence de reconstruire ensemble autrement, faites quelque chose. M. le Vice-président, je vais vous laisser des images. Je vais vous laisser deux images. Lors de mon discours budget de l'année dernière, j'étais avec ces deux images.

Je reviens aujourd'hui avec ces deux images. Pourquoi ? Parce qu'il y a urgence. Parce qu'il y a la « reconstruire ensemble autrement ». M. B. Spéville de Citron Donis, un ex-officier du gouvernement, aujourd'hui, retraité, alité, handicapé presque. M. le Chef commissaire adjoint, il y a une urgence de reconstruire ensemble. Cette personne, ces doléances, je l'ai emmené ici l'année dernière. L'année dernière. Et aujourd'hui, à l'heure où je vous parle, la situation est la même. La situation est la même, M. le Vice-président. Est-ce qu'on peut considérer cela comme une urgence ou non ? Lorsque l'ambulance va venir prendre cette personne-là pour aller à l'hôpital, *bisin patozé dan la boue, la famille bisin pren lor bankar*,

lor palenkin pou amène lor lari pou kapav amène l'hôpital. M. le Vice-président, deux images. D'abord, cette image du *track road* que j'ai fait moi-même de un sentier battu qu'on demande à être rebattu. L'image, première image, M. le Vice-président. Deuxième image, voilà la personne en question dont j'ai eu la permission de présenter 'son' *picture*. Deuxième personne. C'est le seul des images que je vais vous laisser pour ce présent budget 2020/2021. « Reconstruire Ensemble Autrement », M. le Vice-président.

M. le Vice-président, des facilités aux enfants de l'université à Maurice ou ailleurs. Entre 2006 et 2012, il y a eu l'implémentation d'un *stipend* de Rs3000, d'un *rent allowance* de Rs2000 pour les gens au bas de l'échelle qui ont envoyé leurs enfants à l'université à Maurice ou ailleurs. En 2015, la somme a été augmenté à... de 3000 à 4000. Et jusqu'à ce jour, c'est toujours la même chose. 2015 à ce jour, ces enfants reçoivent Rs4000 comme *stipend*. Rs300 pour un *package* d'internet alors que ces jeunes-là, ils sont la plupart du temps en ligne pour des *assignment* ou d'autres travaux qu'ils doivent faire pour réussir leur étude. Un *rental allowance* de Rs2000, malgré qu'on a construit un *student house* à Maurice. Nous avons des étudiants qui n'ont pas eu cette chance d'aller au *student house* mais qu'ils doivent payer un loyer. Il y a des familles qui se sont déplacées. Déplacées, des familles déplacées pour soutenir leurs enfants qui sont à Maurice. M. le Vice-président, l'UPR propose que ces sommes soient revues à la hausse à partir du mois de juin 2020, passant de quatre à Rs6000, de Rs300 à Rs1000 pour le package internet, pour... de *rental* de Rs2000 à Rs4000 pour que ces jeunes puissent apprendre dans des conditions correctes pour qu'ils puissent retourner servir leur pays, M. le Vice-président. C'est possible et c'est réalisable.

M. le Vice-président, je vais me mettre sur un autre chapitre, les Arts et de la Culture. Il y a des choses qui ont été faites, c'est vrai mais pas dans l'intérêt de toute la communauté des artistes. Mon ami, Jean-Pierre Soussigne était là. Il est là, je pense qu'il est quelque part ou il est parti. Mais c'est quelqu'un qui travaille avec la Commission des arts et de la culture depuis des années. Je l'ai côtoyé. Je connais ce bonhomme. Il a fait une étude commanditée par l'Assemblée régionale, par le Chef commissaire lui-même. Mme Arlette Perrine-Bégué était là. Cette étude est dans le tiroir. Il dort quelque part dans le tiroir. Il y a eu des propositions de taille pour faire bouger, transformer les arts et de la culture à Rodrigues. C'est sur 'cette' même document que je me suis basé en tant que premier conseiller des arts et de la culture de 2007 à 2012 pour révolutionner la culture. Révolutionner la culture, c'est possible. C'est pour ça qu'aujourd'hui, le *séga tambour* a été inscrit au patrimoine immatériel de l'humanité. C'est mon travail. C'est moi qui a commencé ce gros travail. Mais il faut continuer ! Il y a d'autre

chose qu'il faut classer comme patrimoine. Le bobre par exemple, les romances. Le travail ne s'arrête pas là. Et après ? Il faut un encadrement. Ce qu'il faut pour pouvoir faire fructifier cette décoration qu'on a eue. Le *séga tambour* ne s'arrête pas là. Il faut l'exporter vers l'extérieur. Que fait la Commissaire des arts et de la culture ? Les artistes doivent tourner. J'ai été en Afrique du Sud en 2009 pour mettre en place, pour participer à la mise en place d'un *Indian Ocean Music Network*. J'avais inscrit le *Festival Kréol* un élément fort de l'année pour que les artistes de l'Afrique de l'Est, de l'Ouest de l'Océan Indien puissent venir à Rodrigues gratuitement pendant ce festival et vice versa.

Tout ça sont dans des dossiers. Rien n'est fait aujourd'hui, M. le Vice-président. Les artistes, bien sûr, ils sont frustrés. Je ne dis pas qu'il faut tout donner à un seul groupe. Il faut partager le gâteau. Il faut partager le gâteau. Cette année-ci, un groupe part aux Seychelles, l'année prochaine, un autre groupe part à Dubaï, l'autre groupe etc. etc. etc. *Bisin partaz gato la pou tou dimounes kontent*. Aujourd'hui, les artistes se 'dit' méprisés, mis de côté alors qu'ils ont du talent, alors qu'ils ont des choses à offrir au monde. Ils ont leur talent aussi, M. le Vice-président. L'Art et la culture, il faut refaire l'image de la culture. Le Festival Kréol est un concept que j'ai écrit malgré que c'est Benoît Jolicoeur qui a implémenté mais j'ai écrit le concept quand je suis venu en 2007, qu'est-ce qu'il faut faire pour mobiliser les gens, pour améliorer des villages. Est-ce que cela se fait aujourd'hui, M. le Vice-président ? Non ! *Zot ale fer picnic dan Araucaria. Ki mo pou ale fer dan Araucaria moi ? Ki dimoune pou ale fer dan Araucaria ?* Les gens veulent écouler leurs produits. Dans tous les événements à embellir un village. Par exemple, on a fait à Baie aux Huitres. Aménager des attractions, aménager les lieux, asphalter des morceaux de terre. 10000 personnes, 10000 personnes dans le stade de Baie aux Huitres. 10000 personnes pour la clôture du *Festival Kréol*. Aujourd'hui, est-ce qu'on voit 1000, 2000, 3000 personnes pour la clôture ? On ne voit presque plus. Les gens ne 'sait' pas quand il y a le *Festival Kréol*.

M. le Vice-président, il faut mettre en place un trust. L'UPR propose de mettre en place un trust pour les artistes, où les artistes peuvent contribuer tous les mois pour qu'ils puissent à la fin de leur carrière musicale artistique, ils peuvent toucher quelque chose. Ils vont dire à leurs enfants tu sais moi je gagne Rs50 en plus sur ma pension de retraite parce que j'ai contribué dans un fond pour les Arts et la culture. Il faut tout attendre de Maurice ? L'année dernière, ils ont fait Tante Gros Fi Awards. *Fini ? Ine arete lamem. Tante Gros Fi ine disparet, aköz Tante Gros Fi ine mort ?* Il faut continuer ! C'est un concept, il faut améliorer le concept et voir qu'est-ce qu'on peut offrir d'autre à ces artistes. Il faut faire un *award* pour les artistes.

Les meilleurs dans toutes catégories confondues. La cinématographie n'existe plus ? M. le Vice-président, j'ai été un des lauréats en 2002 à Maurice pour un film que j'ai fait avec mon ami, Laval Plaîche, « Les Enfants de Cité Patate ». Et lui aussi, il a raflé depuis, « *La Mer, l'Ecole, La Vie Avec Agnère* ». « *Mariaz* » avec lui-même qui a fait. J'ai fait le commentaire de ce film. On a raflé des prix, la première ; pas la seconde. Mais le premier prix, M. le Vice-président, nous avons les potentiels qu'il faut développer. La culture ne se résume pas en la musique et le théâtre ou la peinture. Il faut aller plus loin. Il y a des artisans, le bois ! M. Mario Agathe, qu'est-ce qu'il n'a pas fait, ce bonhomme ? Mais quelle est sa place aujourd'hui ? Quelle est la place de Mario Agathe dans la Commission des arts et la culture ?

On fait appel à Mario Agathe quand on a besoin de lui. Mais c'est un professeur ! Il faut le mettre devant de la scène et nous derrière, les politiciens, parce que c'est eux, le savoir-faire ; pas nous. Nous sommes que des *policy-makers*. Il faut remettre les choses à sa place, M. le Vice-président, et non pas tout accaparer. Le Chef commissaire a bien dit. Il ne faut pas mélanger la politique et l'éducation. Il ne faut pas mélanger la politique et le sport. Il ne faut pas mélanger les politiciens et leur travail dans leur maison. M. le Vice-président, il faut. C'est à nous de faire cette différence. C'est à nous de faire cette éducation à des gens qui nous suivent. Mais ça, c'est maintenant. « Reconstruire Ensemble Autrement », c'est maintenant ; pas demain. C'est maintenant, M. le Vice-président. Le secteur de la Sécurité sociale. M. Baptiste est un peu agacé parce qu'on n'a pas parlé de lui. Mais là, je vais venir, je vais prendre pas grand-chose. Je vais prendre que deux cas pour *get him in the picture* et pour qu'il puisse reconstruire ensemble autrement. Tout dernièrement, il y a eu un cas de noyade à Corail, un jeune de 31 ans. Un jeune de 31 ans, feu... Christio Volbert, C. V. C. V. Ce bonhomme-là souffrait de l'épilepsie. Quelqu'un qui souffre de l'épilepsie, c'est quelqu'un qui est handicapé, presque, qui n'a pas toutes ses fonctions, qui ne maîtrise pas toute chose.

Monsieur C. V. recevait un pension d'Etat pour, allons dire, handicapé, cet handicapé. M. le Vice-président, ce garçon-là est mort noyé en mer lorsqu'il est parti *rode lavi pou so fami*. Il a laissé derrière lui une semaine après sa mort, un fils avec une mère célibataire. M. le Vice-président, la pension de M. Christio... de M. C. V. pardon, la pension de M. C. V. a été coupé il y a sept ans de cela. Si on veut reconstruire ensemble autrement, je fais un appel au Chef commissaire et au Commissaire de la sécurité sociale de remettre même a titre posthume, à cet enfant qui n'a plus de père, qui est né une semaine après la mort de son père, de remettre tous les arriérages concernant son allocation qu'il devait percevoir à cet enfant qui aura quand même un support. Il peut le faire, on peut le faire. Si on veut travailler ensemble, si on veut

reconstruire ensemble, on peut le faire. C'est maintenant et non pas demain. M. le Vice-président, un deuxième cas. Il y a une dame à Montagne Charlot amputée d'une jambe. Sa pension a été coupée la fin de l'année dernière. Elle est partie se battre à la Sécurité sociale mais personne ne l'a écouté, M. le Vice-président, même pas le Commissaire ! Personne ne l'a écouté. Cette personne-là, la raison qu'elle m'a donnée me disant que on a coupé sa pension parce qu'elle aura ses 60 ans au mois de mai de cette année-ci, 2020. Alors, depuis l'année dernière, cette personne-là vit de la mendicité. M. le Vice-président, cette situation est dépassée, est déplorable.

Si le Chef commissaire nous dit de travailler ensemble, de reconstruire autrement ensemble, c'est maintenant. Je demande au Commissaire et au Chef commissaire de finance de régler cette affaire le plus vite possible, au nom de reconstruire ensemble autrement. M. le Vice-président, deux cas. Un autre item sur mon agenda, le transport. Le rapport de l'audit a sévèrement critiqué *the fleet of vehicles* que le RRA a, possède mais malheureusement, la gestion est catastrophique. La gestion est catastrophique – abus à tous les niveaux. Abus à tous les niveaux, M. le Vice-président. *Nou pa dir ki fodé pa roulé* mais il faut savoir où aller. Il y a des véhicules qui ont été accidentés – *total loss*. Jusqu'à maintenant, aucune action a été 'entrepris'. Pourtant, c'est les deniers des contribuables qui a été utilisé pour l'achat de ces véhicules. M. le Vice-président, il faut reconstruire ensemble autrement ! Les ambulances. Aujourd'hui, à la Commission de la santé, on est en train de louer des véhicules pour transporter les malades alors que nous avons une dizaine d'ambulances au *Mechanical Workshop*. Mais, M. le Vice-président, quand il y a urgence, il faut sous-contracter. Donne Hoareau ! Laisse Hoareau construire, reconstruire. Si le *Mechanical Workshop* ne veut pas, ce n'est pas les pièces qui manquent, M. le Vice-président. Tous ces véhicules sont presque de la même marque, sauf un Mercedes, un BMW X3, ça, je comprends. Mais les restes, Nissan Qashqai, NP300 Nissan. Tout ça, les ambulances, Mitsubishi, des marques très connues, des pièces à la traine à Maurice. Ça traine partout.

Ces ambulances-là, ils 'dort' au *Mechanical Workshop*. Est-ce qu'il y a un problème ? Ou un semblant de problème ? Il faut enquêter. Il faut des enquêtes pour savoir qu'est-ce qui se passe exactement. Pourquoi ces ambulances 'dort' au *Mechanical Workshop* alors qu'il faut louer des quatre-quatre à la hauteur de 2200 ? Des quatre-quatre qui sont loués comme à l'hôpital – 2200 par jour. Enfin, en tout cas, c'est plus que la norme. M. le Vice-président, les critiques de rapport de l'audit, n'en parlons plus. Les voitures des Commissaires et des

Commissions utilisées à des fins privées. Aujourd'hui, quand on passe autour de Rodrigues, les voitures qui dirigent, qui emmènent, qui véhiculent nos Commissaires sont garées chez les chauffeurs la plupart du temps. Est-ce que c'est normal ? Si jamais quelqu'un de bandit là, il fait un truc, qu'est-ce qui va se passer ? M. le Vice-président, reconstruire ensemble autrement, c'est maintenant ; ce n'est pas demain. M. le Vice-président, je vais dire pas grand-chose sur l'environnement mais je vais quand même prendre un point très sérieux. M. le Vice-président, aujourd'hui, à Rodrigues, nous avons des plages publiques. Mais avec l'arrivée de certains promoteurs hôteliers, je ne sais pas s'il y a complicité mais je dis bien, les plages publiques doivent rester pour les Rodriguais, accessible à n'importe quelle heure de la journée même le soir. Je pose la question. Est-ce que la RRA a autorisé une plage privée dans la région de Saint François ? Si tel n'est pas le cas, il faut que le Commissaire de l'environnement 'fait' son travail et que les choses soient rétablies dans l'ordre qu'il faut. Les plages doivent rester publique pour les Rodriguais à n'importe quelle heure de la journée, à n'importe quelle heure de la nuit.

M. le Vice-président, je vais reprendre M. Payendee sur cette affaire de tri de déchets. C'est la démagogie. M. Payendee a pris plus de huit ans pour comprendre que le projet de tri de déchets est un must, une obligation. S'il veut décongestionner la région six avec cette puanteur qui tue les gens d'année en année, il faut qu'on commence quelque part. Et là, je voudrais féliciter le membre, le Minority leader, Franceau Grandcourt, qui a commencé ce travail. En plus, il a commencé dans la région de Pointe L'Herbe où le Commissaire réside. *Enfin pa koné mo tane la ti pe dir soz... Comen apelé ?* Baie Diamant. Vous comprenez, M. le Président ? Il faut commencer quelque part. On peut critiquer oui mais il y a une volonté derrière ça. Pourquoi il n'a pas continué ce projet ? Il aurait dû le faire à sa manière. Aujourd'hui, il vient nous dire c'est maintenant que ça va se faire ? Mais il est trop tard. On a perdu huit ans tout comme les autres projets, l'aéroport tout ça. On a perdu des années. On a perdu beaucoup d'argent. Le port. On a lancé le tender pour *removal of the outcrop*. Où sont les personnes qui doivent venir sortir ces trois ex-croissant devant la passe de Port Mathurin pour que les bateaux puissent venir avec leur *full load Black Rhino* peut transporter jusqu'à 20 conteneurs. Aujourd'hui, ils transportent que 100... plus, moins de 150 conteneurs à cause des niveaux de la passe qui rétrécit d'année en année avec trois morceaux de corail qui poussent. Et ces trois morceaux de corail-là, on peut les enlever et les placer dans un autre endroit. Ils vont continuer à pousser. Est-ce difficile ? Est-ce qu'il y a une volonté ?

Reconstruire la passe de Rodrigues, c'est maintenant. Reconstruire ensemble, ce n'est pas demain. Il faut des actions concrètes. Il faut bouger. Il faut dire. Il faut sortir de votre confort, de votre bureau, marcher sur le terrain. Va rencontrer des gens, va dans la rue. C'est là qu'il faut. Ce n'est pas dans votre bureau, dans votre confort. Ce n'est plus le temps. Si on veut reprendre notre pays en main, si on veut combattre, si on veut redémarrer, c'est maintenant. Ce n'est pas demain. M. le Vice-président, alors, je vais prendre deux secteurs et puis, je vais terminer. La TIC est le Tourisme. M. le Vice-président, la TIC. Le fameux câble MARS. M. le Vice-président, nous avons depuis 2019, l'installation du câble MARS à Rodrigues. 2019, plusieurs activités ont été faites. A Grand Baie, l'arrivée du câble, à Malabar, le lancement officiel : *Rodrigues Connected*. Est-ce que quelqu'un dans cette salle peut me dire si Rodrigues *is really connected* ou un semblant *connected* ? Comment expliquer que Rodrigues *is connected* alors que le CT Scan à l'hôpital est en panne ? Il n'y a pas de connexion internet ou on l'a enlevé. M. le Vice-président, la mafia ? Qu'est-ce qui se passe ? Nous, il faut qu'on sache pourquoi Rodrigues n'a pas été connecté jusqu'à maintenant. Pourquoi on a écrit au pape pour lui dire de nous donner sa bénédiction alors que Rodrigues *is not connected* ? Pourquoi on a fait ça ? Il faut que le Commissaire 'va' à Rome et demander pardon. Et en plus de ça, on a payé Rs170 millions. L'année dernière, on a payé Rs85 millions. Cette année-ci, on payera encore Rs85 millions avec un budget de Rs94 millions. Je ne sais pas pourquoi ils ont masqué ça. 85 par deux, ça fait Rs270 millions qu'on a payé déjà. C'est un projet *ongoing*. C'est un projet capital, qui n'est pas encore fini. C'est un projet de *hedging*. On a *hedged* Rodrigues pour 20 ans, 30 ans !

Hedging, M. le Vice-président. Nos enfants, nos petits enfants vont naître alors qu'ils ont déjà des dettes sur leurs têtes. Est-ce que c'est normal, M. le Vice-président ? Ce n'est pas possible. Rs1.7 milliards. Le trial va terminer le 10 mai dans quelques jours, le 10 mai 2020. On a payé Rs170 millions. C'est sorti du budget capital et parti dans le budget courant. Est-ce que c'est normal ? Est-ce que c'est normal ça ? C'est un projet *ongoing* et c'est un projet capital. M. le Vice-président, pourquoi nous annoncer des tas de projets ? On parle d'un quatrième centre d'appel. Un quatrième centre d'appel. Madame la Commissaire *has driven this project since 2012*. A ce jour, on n'a même pas un master plan pour voir comment développer le secteur de la TIC ? Avec des petits projets ici, des petits projets là-bas, on se base sur que des *call centres* ? Est-ce que c'est juste ça qu'il y a ? Les *Software Development Program*, où sont-ils ? Où sont nos jeunes qui travaillent dans le développement ? Où sont ces jeunes-là ? Où sont ces jeunes-là ? Qu'est-ce qu'ils font ? Est-ce qu'il n'y a que ça ? Pourquoi

ne pas mettre en place un *discovery centre* ? Pourquoi ne pas sortir pour demander à.... par exemple de venir mettre un incubateur ici, un centre de sécurité ? Mais tout ça, c'est possible. Mais tout ça, il faut le faire dans un master plan. Il faut trouver un consultant digne de ce nom pour nous faire un plan pour les 10, 15, 20, 30, 50 ans, pour 2050. Quand mon collègue a parlé de bateau, il faut que Rodrigues loue son propre bateau, vous croyez que ce n'est pas possible ? Vous lui riez dessus ? Mais en 2050, il faut prévoir tout ça, vous autres parce que si là déjà, nous avons le *Mauritius Trochetia* qui est partie Agaléga.

On n'a plus notre bateau. Design for Rodrigues, maintenant, ces n'est plus notre bateau. C'est parti Agaléga. Faire de la politique, c'est de prévoir. Il faut prévoir. Il faut aussi qu'on a notre Air Rodrigues. C'est possible. Tout est possible parce que nous sommes capables de le faire. Il faut oser, il faut sortir de notre petit cocon, là. Il faut sortir de là. Think out of the box ! You know these words. *Ki fer zot le mo répété a sak foi*? M. le Vice-président, le TIC, l'UPR propose de mettre en place un master. Dans notre projet de SIDPR, il y a des indications. Il faut revoir le projet de SIDPR. Je ne peux pas passer à côté, ne pas dire un mot sur la souveraineté alimentaire. Je sais que le Commissaire a eu chaud mais c'est le cas. Ma définition, ce que j'ai eu sur l'internet, ce mot, ce concept, souveraineté alimentaire, a été discuté pour la première fois en 1993 à Rome. La définition, la souveraineté alimentaire est le droit des peuples, des communautés et des pays de définir dans les domaines de l'agriculture, du travail, de la pêche, de l'alimentation et de la gestion forestière des politiques écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptés à leur situation unique. M. le Vice-président, la souveraineté alimentaire est un droit ! Ce n'est pas un projet ! C'est un droit des peuples. C'est un droit des peuples. Merci, M. le Vice-président. Maintenant, je vais venir sur... avant d'attaquer le tourisme, je vais venir sur la fonction publique. M. le Vice-président, la fonction publique. Sans ces fonctionnaires, les politiciens ne sont rien. Nous ne sommes rien sans ces fonctionnaires. C'est vrai, il y a des bons, il y a des bandits aussi mais ils font leur travail. Mais ces fonctionnaires doivent de temps en temps être félicités, motivés. Comment expliquer que... D'ailleurs, de toute façon, le Chef commissaire a dit, page 31 dans le discours 2018/2019... 2019/2020 présenté le 22 mars de l'année dernière : « Améliorer le service de la fonction publique ». Quote :

« Madame la présidente, la fonction publique joue un rôle crucial dans le progrès socio-économique et culturel d'un pays.

Depuis 2012, mon gouvernement a continuellement mis à la disposition des fonctionnaires des moyens pour améliorer leurs performances. L'augmentation du nombre de

recrus, l'informatisation des services, la formation continue des fonctionnaires, sont des exemples concrets de l'engagement de mon gouvernement. » Très bien.

« Madame la présidente, après plus de 15 ans d'autonomie, il était temps de revoir la structure de la fonction publique afin que celle-ci puisse évoluer et s'adapter pour faire face aux nouveaux défis qui nous guettent.

C'est dans cette optique que nous avons commandité une étude pour la réorganisation complète de la structure de l'Assemblée Régionale de Rodrigues. Le rapport final est attendu en mai prochain. »

C'est-à-dire en mai 2019. Est-ce que je peux demander au Commissaire, au Chef commissaire une année après, quelle est la situation des fonctionnaires ? Quelle est la situation des fonctionnaires ? On a vu dans le cas de covid-19, les fonctionnaires sont été sévis, répondre, il faut répondre des lettres. Où est ce fameux rapport ? On n'a même pas eu une copie au sein de notre Auguste Assemblée, M. le Vice-président. *Commissaire ale la police, ale mette fonctionnaire la police.* M. le Vice-président, sans ces fonctionnaires, nous ne sommes rien. L'Assemblée régionale ne peut pas fonctionner. Il faut admettre mais il faut aussi les motiver ces fonctionnaires. A la page 50 de ce présent discours budget 2020/2021, qu'est-ce qu'on voit ? La page 50, voilà, la page 50. Il y a quelque chose... Voilà, 149. « Nous travaillons déjà... » I quote :

« Nous travaillons déjà à revoir toutes les procédures de tous les services gouvernementaux afin d'instaurer un contrôle strict sur tous les dépenses. Durant la prochaine année financière, les actions suivantes seront entreprises :

1. Elaborer un *Rodrigues Financial Management Manual* pour définir clairement les responsabilites des Accounting Officers, les officiers du departement responsable, des finances ainsi que ceux de la section Procurement and Supply... »

Là-dedans, avant le Chef commissaire site le rapport de l'audit. D'accord, M. le Vice-président ? Il cite le rapport de l'audit. Un *Manual... Rodrigues Financial Manual*. M. le Vice-président, pourquoi réinventer la roue ? Pourquoi réinventer la roue ? Le ministère des finances nous a fait un kit. On appelle ça *Financial Management Kit* Volume I et il y a un deuxième volume. Et là-dedans, *Duties and Responsibilities in Management of Public Finance*. Là-dedans, M. le Vice-président, à la page 19, 1.4 – *Duties and Responsibilities of Public Officers in relation to Financial Management Overall Responsibilities of Accounting Officers* – 14... 1.4.1 toute une liste. Toute une liste et il nous dit plus loin *Specific Areas of Responsibilities of*

Accounting Officers, Cash Surveys, Physical Stock Verification, Right-off of Arriérages and losses, inventory management, accounts of Government, tout est dit! Statutory Bodies and Accounts, Employment Service, Contract and Lease Agreement. Tout est dit! Combien d'*Accounting Officers* ont eu une copie de ce dossier. Combien qui mettent, qui ont ce dossier sur leur table tous les jours pour dire que voilà, il faut faire des choses mais il ne faut pas que critiquer ces *Accounting Officers*. Il y a aussi le Commissaire. Il y a aussi les Commissaires qui 'met' la pression, qui menacent les contracteurs : *si to pa fer sa, difé pou lor toi, pou résilié to contrat*. Il y a aussi des Commissaires qui vont sur des sentiers donner un autre plan comme on l'a fait la dernière fois avec la construction de Baie aux Huitres, dispensaire de Baie aux Huitres. Dans le tender document, il y a un dossier, un plan mais quand le Commissaire est parti voir le contracteur, il y a eu un deuxième plan. Pourquoi ? Est-ce là, la faute des *Accounting Officers* ? Non ! Il faut que tout le monde assume ses responsabilités. Il faut que tout le monde soit à sa place. Il faut arrêter de blâmer, blâme ici, blâme là-bas.

Et puis, ces *Accounting Officers* sont des humains, sont des Rodriguais comme nous qui travaillent jour et nuit dans des conditions difficiles ! Depuis l'instauration de l'Assemblée régionale, est-ce que ces *Accounting Officers* ont eu suffisamment de formation pour pouvoir gérer leur Commission comme il se doit ? Aujourd'hui dans l'Assemblée régionale, dans cette Assemblée régionale au sein de l'Administration centrale, nous n'avons même pas un *Project Manager* pour diriger tous les projets de au moins le bureau du Chef commissaire. Vous trouvez ça normal, vous ? 20 ans... 18 ans de l'autonomie, on n'a pas un *Project Manager* pour manager les projets ? Regardez à Camp du Roi, le stade de Camp du Roi, trois ans de retard. Et là, le rapport de l'audit nous dit qu'il fallait depuis longtemps *debar*, c'est-à-dire, couper le contrat, arrêter le contrat avec celui qui a eu le rapport de... le contrat de Camp du Roi. Même affaire pour Roche Bon Dieu. Il prétend comme si, ouais, il n'y a pas eu assez de place pour qu'il puisse faire son travail alors qu'il y avait toute la possibilité, il laisse le sentier et la Commission paye toute son incompétence et vous ne faites rien ? Vous mettez ça sur les *Accounting Officers* ? Oui, je comprends mais il faut que chacun assume ses responsabilités.

Quand il faut *debar*, il faut *debar*. Quand il faut expulser, il faut expulser. Ce n'est pas parce qu'ils ont commencé un projet qu'il faut que nous, on est là, on attend... Mais nous, *nou pa kone narnien*. Et certains contracteurs *tape l'estomac dir persone pa pou kav fer narnien parski Ministre... Premier ministre dan nou lamain*. Il faut arrêter en tout cas. Il faut arrêter parce que c'est l'argent dédié à Rodrigues. Et cet argent-là, je fais un appel au Chef commissaire : il faut que la majorité de cet argent reste à Rodrigues. Trouvez les moyens. Je ne sais pas comment faire mais trouvez les moyens pour encadrer nos petits contracteurs.

Missié Nemours ene bon contracteur. Kifer nou pa encadré li ? Kifer nou pa done li coup de main pou li monté ? Han, nou pou ale rode seki pli pa bon ou bien pli bon siposé pou nou gagne problème apré ? Tou nou prozé ine apandan en patang. Roche Bon Dieu ene nik moustik. Camp du Roi là, kot nou stade synthétique ? Ale guette Roseaux dan mo vilaz kot moi. Ale guette Roseaux. Napa. M. le Vice-président, il faut des actions musclées et ça, il faut commencer depuis la tête. Si la tête est malade, les pieds et le corps entier va être malade. Je continue avec les fonctionnaires. M. le Vice-président, est-ce que vous trouvez ça normal qu'un fonctionnaire acting pendant sept ans ? Acting ? A la prison, là, je vois qu'il y a deux postes de... ASU je crois. Les examens ont déjà été fait, il y a des éléments qualifiés qui sont aptes pour ce poste. On ne les nomme pas. Pourquoi ? Parce que ces postes ont été réservés pour X ou X personne ? Il faut arrêter. Si vous voulez reconstruire ensemble, c'est maintenant qu'il faut reconstruire la prison. Donnez à ces personnes-là 'le' promotion qu'il faut.

A la station de service... à la station de pompier, pareil. Aujourd'hui, les personnes partent à la retraite. Il y a des personnes qui ont *assigned duties* sans un papier depuis l'année dernière. Ils n'ont reçu même pas un rond sur leur salaire. Ces personnes-là continuent à travailler, à servir Rodrigues. On leur met la pression ? Quand est-ce qu'ils vont *assign duties* ? Quand ? Et après, dans des cas, ces personnes ne peuvent rien avoir. On leur nomme carrément et on met la date de nomination aujourd'hui alors qu'ils ont travaillé depuis l'année dernière. Mais cet argent qu'ils ont travaillé là, qu'est-ce qui va se passer ? Qui va les rembourser ? Et puis, vous dites que les fonctionnaires sont frustrés ? *Be enan de koi* pour être frustré. Il faut reconnaître les compétences de ces personnes-là. Il faut les encourager, M. le Vice-président. Partout. Il n'y a pas que au pompier, il n'y a pas qu'à la prison. Même dans l'administration centrale, nous avons des sérieux problèmes. Le management, il faut revoir et après, vous autres, ces fonctionnaires qui viennent nous soutenir depuis le matin, midi et soir, il faut les accueillir. Il faut les accueillir. Il faut les nourrir comme il se doit ! M. le Vice-président, il faut mettre de l'argent pour ces personnes-là, pour qu'on puisse les accueillir ici. Mais par contre, quand il y a un étranger qui vient, ah, il a un guide, il a tout ce qu'il faut.

Mais le Rodriguais, lui, n'est pas accueilli ? Vous trouvez ça normal ? Reconstruire ensemble autrement, c'est maintenant au sein de l'administration régionale de Rodrigues. M. le Vice-président, je termine avec le dossier des fonctionnaires. Maintenant, je prends le dossier du tourisme et je vais terminer là-dessus. M. le Vice-président, pourquoi M. Payendee a été frappé ? Parce que il y a que deux secteurs. Après le confinement, après le Covid-19, il n'y a que deux secteurs à Rodrigues qui peut porter cette économie. A part la pêche, il n'y a que deux. Il y a le tourisme et l'agriculture. Si le peuple est autosuffisant alimentaire, on est presque

sauvé. Je me souviens, on est parti à Noirmoutier en 2011 avec le... A l'époque, il était Ministre de la pêche. Il y avait M. Gaëtan Jabeemissar. On a ramené presque 3000... plus de 3000 graines, souches de pomme de terre pour qu'on puisse faire notre propre pomme de terre à Rodrigues. On a remis ces semences à la Commission de l'agriculture en 2011. Ils avaient déjà mis en terre quelques graines pour voir ce que c'était à Baie aux Huitres. J'ai été faire une photo. Malheureusement, j'ai perdu ces photo-là dans mon crash d'ordinateur. A Baie aux Huitres, les plantules de pomme de terre étaient déjà dehors. Où sont passé ces graines de pomme de terre ? Où sont passé les pommes de terre souches qu'on devait faire pour Rodrigues ?

Aujourd'hui, avec toute cette crise alimentaire qu'on a au monde, Rodrigues doit produire en moyenne 600 tonnes de pommes de terre par an pour soulager sa population. Combien ont produit ? Combien on achète des semences de Maurice ? N'est-il pas temps ? Quand Monsieur... Quand la Commission de l'agriculture détruit des graines de tomates qui viennent de l'Angleterre par exemple, les graines souches pour pouvoir faire notre propre tomate à Rodrigues, au lieu d'aider, ils détruisent. *Li dir la grain la pa bon, ti bisin passe par phytosanitaire*. Mais tu es Commissaire, tu es la Commission. Fais quelque chose pour ces personnes-là. Ces des graines souches. Vous encouragez les gens ? Non, M. le Vice-président. Donc, le secteur du tourisme, M. le Vice-président, c'est un secteur clé. Il y a eu, je voudrais féliciter au nom de l'équipe, féliciter le groupe ATR. Je ne sais pas derrière si ATR est parti d'un proche collaborateur du bureau du Chef commissaire. Mais si tel n'est pas le cas, c'est maintenant. Il faut les prendre *on board*. C'est maintenant qu'il faut reconstruire ensemble autrement avec ATR parce que ces personnes-là ont des idées. C'est vrai parce que quand vous voyez des gens... Mme Gaspard-Pierre Louis a dit « *surexcited, M. Aurel était surexcited* ». Non, il n'était pas *surexcited* parce que c'est des gens qui bougent vite. C'est des gens qui bougent vite, ils souhaitent que les choses avancent vite parce qu'ils sont en train de sombrer. Je comprends ces personnes-là. Ils sont venus quand même donner des idées, des bonnes idées. D'ailleurs, je vais faire des propositions encore émanant de l'ATR pour que... pour qu'on puisse reconstruire ensemble autrement. C'est les domaines publics ça. Ce n'est pas un secret pour tout le monde. C'est les domaines publics.

M. le Vice-président, le lancement d'un *Tourism Alternative Livelihood Scheme*, je ne dis pas que ce n'est pas bon mais il y avait d'autres choses qu'on peut faire. Il y avait d'autres choses qu'on peut faire. Je vais faire une liste de propositions parce qu'il y a tellement à critiquer. Je vais faire une liste de propositions. Je vois qu'il y a l'exemption des... l'exemption du paiement des permis d'opération, des frets de paiement des baux et entre autres, 2020 à

2021. Moi, je dis non qu'il faut aller plus loin. Il faut aller jusqu'à 2022. Je dis bien, il y a des permis, permis d'opération. Permis d'opération. Les 'bails' commerciales, le tarif du CEB qui est quand même commercial, les polices d'assurances, le fond de roulement, les rénovations, les standardisations, Piment 1, Piment 2, Piment 3. C'est l'occasion, là, pour remettre tout ça en place, pour remettre... et pour démarrer sur des bonnes bases. C'est là qu'on doit faire ça. Tous ces propositions-là, on peut le faire. *Rodrigues Venture Capital Fund*. Pourquoi ne pas mettre un plan d'aide entre 100000 et Rs10 millions en emprunt que ces personnes-là puissent emprunter en fonction de la quantité de leur chambre ? A l'aéroport, M. le Vice-président, quand vous voyez des personnes venir accueillir des étrangers avec un petit papier A4 *ine sifone sifoné, ene plastic*... M. le Vice-président, pourquoi ne pas inculquer ces gens ? Regardez, c'est vous qui nous a donné ça. Fais un don. A ces personnes qui viennent à l'aéroport, qu'ils emmènent au moins un avec la liste, le nom des personnes à l'intérieur. Il faut innover, il faut améliorer. Il faut accueillir comme il se doit. M. le Vice-président, c'est des 'petits' choses qu'il faut revoir. M. le Vice-président, on parle d'après Covid-19. Aujourd'hui, Air Mauritius est.... Il ne peut pas bouger. Nous avons des dessertes avec Air Austral.

Est-ce qu'il n'y a pas possibilité de négocier avec Air Austral après le confinement, de voir si Air Austral peut venir trois fois au moins par semaine pour nous emmener des passagers de La Réunion ? Faire des campagnes agressives sur La Réunion parce que c'est le seul marché qu'il nous reste. Appart Maurice, c'est le seul marché qu'il nous reste. La France, la frontière Européenne a été fermé, sera fermé jusqu'au mois de septembre. Aucun touriste Français ou Européen va quitter le Schengen, l'espace Schengen jusqu'au mois de septembre. En attendant, qu'est-ce qu'on fait ? Hein ? Les gens qui viennent de La Réunion, ils produisent les certificats de pêcheur ou machin, qui n'ont pas de COVID-19, trois fois par semaine, Air Austral Rodrigues/Réunion, vol direct ou passer par Maurice peu importe. Mais il faut qu'on le met le paquet dans ce sens-là. Nous avons des bonnes relations avec La Réunion, il faut essayer de voir dans ce sens-là. Faire au moins trois vols direct Réunion/Rodrigues par semaine pour qu'on puisse sortir notre marché touristique qui est en train d'avoir des soucis. M. le Vice-président, il faut aller aussi. Seychelles a eu 11 cas, on peut aller voir Seychelles. Nous avons des bonnes relations, nous avons construits, ainsi que vous. Faire des packages avec le prix du billet. Il y a un item – j'ai vu une décision du Cabinet datant le 03 mars, je crois, le *Passenger Fee* pour les passagers venant de l'Australie, de La Réunion, d'Afrique du Sud sera enlever jusqu'au 31 juillet de cette année-ci. *Passenger Fee*, ça se sont des *incentives* que le gouvernement a mis. M. Baptiste, c'est dans le... la décision du Cabinet. Moi, je reçois toute

les semaines, chaque fois quand il y a des Cabinets, je reçois les décisions. C'est dans le Cabinet. Nous avons des acquis qu'il faut savoir exploiter. Bien sûr, avec notre spécificité, il faut voir. Mais seulement ensemble, pas tout seul, ensemble.

Alors, M. le Vice-président, je vais terminer avec une citation, mais qui est jolie, voilà je termine avec ça : '*L'Etat à la garde des pauvres et des plus petits*', quand je dis l'état c'est aussi l'Assemblée Régionale. M. le Vice-président, plus proche de nous, à Maurice quelque temps de cela, je revois ce mendiant interpellant un prêtre à la sortie de sa voiture, dans le parking de la capital. Il lui tend la main pour recevoir une pièce mais voyant le costume ecclésiastique de celui qu'il sollicite il se ravise en disant : 'Mieux qu'une roupie, curé, tu peux me bénir'. Le curé voyant cela, il lui tend la main, lui donne la bénédiction et ensuite le curé se met à genou devant le mendiant et lui dit : 'C'est à ton tour de me bénir parce que c'est pour toi que je porte cette robe ecclésiastique.' Merci, M. le Vice-président.

(Applause)

Mr. Deputy Chairperson: I suspend the House for 30 minutes.

At 3.37 p.m., the sitting was suspended.

On resuming at 4.21 p.m. with the Deputy Chairperson in the Chair.

Mr. Deputy Chairperson: Deputy Chief Commissioner.

The Deputy Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, Sir, I am a happy man. Why am I saying so? I was in this Assembly from 2002 to 2011 and especially during the first mandate 2002-2006 when I was here, there was a very good level of debate. And, when I came back in 2017, it was a bit revolting so as not to say disgusting, as to the level of debate that was going on in this House. But this year, for this present budget, I noticed that there has been a change. A positive change on both sides of the House. This is why I dare to say, Mr Deputy Chairperson, Sir, *que l'appelle du Chef commissaire a été entendu*. Yes, *l'appelle du Chef commissaire a été entendu* when he said: « *let us move ahead differently* ». And, the change that the Chief Commissioner wants to happen among the population, it has started here, very here in this very House. It is a good point to note, Mr Deputy Chairperson, Sir. I was having a talk with my elder daughter on Sunday last just before the eve that she was to go back to school. She told me one thing, she told me the last one and a half month has felt like a year. The last one and a half month has felt like a year. And, indeed it has been. Indeed, it has been. And, while going through the preparation of my speech, I had a thought, just like all other Members of this Assembly, about our Chairperson who gave birth to a baby boy. Congratulation to her.

I thought also of my colleague, the Commissioner for Youth and Sports, who I am replacing as Commissioner for Youth and Sports, also who gave birth to a new baby girl. Congratulation to her, too. I also had a thought to all the mothers in Rodrigues and worldwide who have given birth during the confinement periods.

All these babies, Mr Deputy Chairperson, Sir, will be 18 by 2038 and the fact is that, they are born with the start of a new decade, the decade 2020-2030. I would imagine the son and the daughter of our colleagues here in this House asking their mothers in 2038, how was it the year that we were born? I was it the year that we were born, that means, how was it the year when I was born in 2020? Prospectively, I may anticipate the following questions coming from these children. What happen in this particular year? That particular year that comes with the pandemic of COVID-19, a sanitary crisis. I can anticipate questions coming from these 18 years old youngsters in 2038, how was the world? How did the world react? What changes took place? And, presumptively I can predict the responses of their mothers. They will tell their youngsters how more than half of humanity has been under lockdown. How there has been restrictions on mobility to break the transmission chain. How with a view to curtail contamination, how we have to minimise physical contacts? They would surely remind their youngsters of the closing of borders for better control. How many people were stuck abroad, on cruise ships, how the tourism worldwide, how many persons lose their jobs. They will surely also tell their children how many leaders around the world become an egocentric. How protectionism, nativism and nationalism become inwards and more acceptable as a mean to supposedly protect one people. Nations is turning inwards, Mr Deputy Chairperson, Sir. These mothers will recall also about the fight for ... MPPs, the attack on the WHEO, all the polemics surrounding the origin of the virus, how different countries adopt different strategies of confinement and deconfinement, the stopping of major industries, the falling of the petroleum products due to over production, the race with vaccines and the polemics surrounding same by the global scientific community. How many experts are divided? On how long this crisis will last? Some hoping that the distribution of COVID-19 outbreaks are simply seasonal patterns, others caution that it was a virus which is to be cyclical. They would remind these youngsters, Mr Deputy Chairperson, Sir, about the witness of our economic system. The decline in support of globalisation as it is happening today. How no-one knows how badly economies will be hurt and how long it is going to take to recover.

They will tell these children, Mr Deputy Chairperson, Sir, about the breaking, the disruption is business supply trends within internal and external markets with most airport close. In final they will simply say how outstanding a microscopic are on a virus of less than 200 nanometres in diameter has wrecked such devastation around the world. Really, Mr Deputy Chairperson, Sir, this one and a half month has been long indeed. It has been long. And, along with the pandemic a new world order is set with unpredictable pandemic leading to unprecedented prices. And, this is where the world stands today. This is where Rodrigues stand today. This is where we stand today. Unprecedented crisis caused by an unpredictable pandemic. Is it not right to say, Mr Deputy Chairperson, Sir, is it not right when the Chief Commissioner says in his budget speech “*que la situation est grave*” et la situation économique est grave. It is not as mentioned by the Minority Leader that the economic situation in which we are now is the cause of the witness of this government. When you have an overlook of what is happening in the world today, nobody can refuse from seeing that “*la situation économique est grave*”. Not because of the incompetence of any government but by what is happening due to Coronavirus. I think everybody is aware if we look at the economic situation around the world, that the IMF (International Monitoring Fund) itself, has by three times since January 2019 review the decrease *de la croissance économique mondiale*. And, they are going to review it again this month due to the effect of the pandemic. And, it is a fact that the whole world is suffering and along with it Rodrigues is not spared. Rodrigues is not spared, Mr Deputy Chairperson, Sir.

The 2038 youngster will surely ask also what about Rodrigues in this turmoil? What about Rodrigues in this turmoil? The very first answer, I am sure that the mother will give is: “Rodrigues was lucky”. Why were we lucky? It is because we decided to close the airport at the right time. The timely closing of the airport. And here, Mr Deputy Chairperson, Sir, I would like to make a reflect with respect to what Respected Member Perrine said in his speech just a few minutes ago, about the closing of the airport. We as Regional Government here, we took our responsibility. We did take our responsibility to request the closing of the airport and we made it go public also after having written to the Prime Minister of Mauritius. And, at that particular point that the letter was addressed, there was still a lot of unknown. Because if we go back one and a half month back from here, nobody knows really about how the decease is going to spread. There was countries, Mr Deputy Chairperson, Sir, when China was being affected, they decided in order to boost up their economy to open more of the airports by inviting more tourism. Because they thought at that particular point in time, unfortunately

wrongly, that what is happening in China is none of our business. It is a fact, we can see great nations, even the USA, even if you see the Minister of the United Kingdom, he himself at the very beginning did not believe in this outbreak. And, this disease, this pandemic will reach his country. But we as Regional Government we took the timely decision to request the Government of Mauritius to close our borders. If the Member of Opposition has also participated in the matter, it is all right. But you should not say that it is your sole... Yes, the whole things started with us here and you give a backup. Yes, yes we did recognise but it started with it here. Do not take the credit for you. Yes, I want to put it on record. Yes, it is very important that... These mothers of the newly born babies of this year, in 2030 will tell their kids, their youngsters about the confinement period in Rodrigues to dispel any doubt whether the virus has reached our island. They will remind their youngsters about the postponement of the budget and its subsequent readjustment to meet the new order that has been impose. Yes, Mr Deputy Chairperson, Sir, this is the main course of the postponement. Yes, there was Coronavirus, we could not meet here, there was still a doubt but along with it, it has allowed this Regional Government to readjust its policies, to readjust the budget allocated to the Regional Assembly to meet the new order which has been impose by the pandemic. There will surely remind their kids of the High Powered Committee, the quarantine centres, the panic buying as mentioned yesterday by the Commissioner for Social Security and shops, mass stocking of basic food items. Because of the fear that ship will not be coming in Rodrigues. They will also remind the aftermath reaction of the population *pou ene retour vers la terre* as a respond to survival. Yes, they will speak surely also about the confinement of our students at home, the introduction of e-learning, the new sanitary culture, *les va et vient du Dornier* to ensure the transfer of ... basic commodities essential to and from Mauritius and how the calendar of school was disturbed. These are facts.

And the next question is, surely that will come, and the opposition. Yes, as I have said from the outset of my speech, in this very House, and I think they deserve a congratulation for it, there has been a better behaviour. It is true to say and with respect to the opposition, the mothers will remind their youngsters that, well there was a Minority Leader, a younger one proposing a parading shift in political approach, *proposant de faire une politique autrement*. Like all new born parties, in fact. All new born parties whenever they start politics, this is the word to in.... new mandates. *On veut une politique autrement*. And, the question will be but how did it get here. Because we started in 2017 and we are 2020. How was it that a new Minority Leader was appointed at that particular timeframe that we are speaking about? Well,

the obvious answer is that, it all started about the defeat of their parties in the national elections of November 2019 which reached a recording level percentage of 7%. And, it is what is known as panic breaking. It is panic breaking. Yes, and the question is how about his first step in the Assembly? What we have noted here with what I will quote as the maiden speech of the new Minority Leader. I felt that there was a feeling of guilt and uneasiness towards its ex-leader. Yes, there is a feeling of guilt and uneasiness and on this basis I see that he has acted what is known as a ass. Yes, like a ass, Mr Deputy Chairperson, Sir. What is it? It is a physical concept where a donkey is placed midway between a pail of water and a stack of hay and being equally thirsty and hungry he does not know which takes first and he ends up dying of thirst and hunger. And, this is what happened to the Minority Leader while he wants to spare his new position and at the same time he wants to spare his ex-leader and his ex-Minority Leader. Unfortunately, he ends up saying almost nothing. Everybody in this House has recognised this, Mr Deputy Chairperson, Sir. And, to quote the same line as regards to the Minority Leader because they have spoken also about some form of politics. He wants to come in this Assembly as a new identity, with a new entity, with a new way of doing politics. Yes, it is legal yet, I had had the opportunity and I will question him also through you, I had the opportunity to read his interview, in I think, l'Express, Weekend or Le Mauricien. Yes, I will quote. Of course, we are going to quote. Let us see his new approach, Mr Deputy Chairperson, Sir, to a question set, one of his answers, because the question set by the newspaper man, *il lui pose la question, M. le Vice-président, mais il me semble que vous aussi vous avez refuse la difference et nier l'égalité de vos adversaires comme vous etiez au numero deux du MR et commissaire et que vous avez également melé la politique pour detruire votre adversaire*. What was the question and how did he answer ? He answered: *“c'est vrai je l'ai fait dans le passé. En tant que commissaire je m'occupé... C'est vrai je l'ai fait dans le passé en tant que commissaire je m'occupais des dossiers en fonction de l'appartenance politique du demandeur.* » This is unquote. I am not going to read further.

(Interruptions)

Mr Deputy Chairperson, Sir, he confessed something but the fact is that and it is well known. How do you best assess a politician? It is said that you assess a politician best when he is in power. Yes, you assess someone best, a politician best when he is in power. Now you are in a position. Mr Perrine came up as if we are victimising the public sector. Yes, they are saying, Mr Perrine at the end of his speech, you are speaking about saying *plutot* that this Regional Government is somehow victimising the public officers. I give you an example when

you say so. Yes, he spoke, Mr Deputy Chairperson, Sir, about Prisons staff. He said that someone has been on actingship for seven years, how is it that this Regional Government is not giving that man his due? I went to inquire because if such was the case, I myself I would have intervened if there was really a matter of victimisation. The fact, Mr Deputy Chairperson, Sir, the case mentioned by Mr Perrine, it is as follows: he spoke about how the two staffs of the Prison sections they sat for examination but they did such examination in 2017, that he did not say. In 2017, seven years is wrong, seven years is wrong. Yes, it was in 2017.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Order, order, please. Mr Perrine!

The Deputy Chief Commissioner: And then, last year there was one post in the budget. Yes, and this year, Mr Deputy Chairperson, Sir, this year the Commission which is responsible for the Prisons Affairs, he has created another post and it is funded. And, you can check it out on page 63 subhead for 107. So, this issue of victimisation of that particular public officers does not stand, Mr Deputy Chairperson, Sir. It does not stand.

(Interruptions)

Yes, it does not stand. And, when I turn back to (because he is excited, I am going to continue with him), when I refer to the speech that he made, what did he do, Mr Deputy Chairperson, Sir, *au lieu* to come here and come up with general policies attacking our policies, he singled matter out one by one. How? Our policy here is to build track road for all people. And, if you read the budget speech we very well know that there has been a delay as regards to all tenders that we have launched with the said two track roads. And, in an endeavour *pour soulager* those bed ridden, we are planning to get those persons by using the newly recorded General Worker. It is for that whole of the bed ridden, what did he do when he came here, Mr Deputy Chairperson, Sir? He pinpointed out one single person. I am not going to consider that this particular person. We are going in this ... government to consider all bed ridden. We are going to consider all bed ridden not the very person that you bring here.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Mr Perrine, you have had your time.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, not the single one that you pinpointed out. It is going through the whole bed ridden, Mr Deputy Chairperson, Sir. And, it is announced in the budget speech that we are going to deal with the bedridden, those who go for dialysis and

those who have domiciliary visits at their house. This is fact. They want to do a different politics, *une politique autrement*. Now, it is good to analyse, Mr Deputy Chairperson, Sir. They were supposed to react to all matters which is not in the interest of Rodrigues. This is what I understood from their speeches. But just two or three weeks back there was the leader of PMSD in Mauritius who made a statement, stating that “*le cable optique de MARS, ça a été un gaspillage d’argent.*” How come that we did not hear anything from this new entity? How come that we do not have... Every ... of this from the so called new party who is going to do politic *autrement*. To do *politique autrement*. This is *politique autrement*? *C’est ça la politique autrement*? You are bluffing. If you want to be straight come straight forward and do not side struck by what you are saying and by what you are aiming what. Be straight forward. You are doing politics, fine enough, but we are also observers. We are observers. Do you not think that we do not see what is happening? Yes, of course, we are observing. We are observing, Mr Deputy Chairperson, Sir.

Let me continue. The next question...

The Deputy Chairperson: No-cross talking, please.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner: The next question, Mr Deputy Chairperson, Sir, we have spoken about the world situation. Mr Deputy Chairperson, Sir, I am being disturbed. I am being disturbed.

The Deputy Chairperson: No-cross talking, please. Commissioner!

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, Sir, we have spoken about the situation worldwide. How Rodrigues was affected, we have come also the reaction of the opposition and the circumstances relating to same. And, the next question would be, how did the Regional Government of the day managed the whole affairs? How did the Regional Government of the day manage the whole affairs? The first matter and the first thing is that the Chief Commissioner came ahead with a new budgetary approach to fit the new order imposed by the endemic. The theme ‘*l’urgence de reconstruire ensemble autrement*’. Yes, this is the remedy, Mr Deputy Chairperson, Sir, that fit to the actual case. It is the remedy that fit the actual case, Mr Deputy Chairperson, Sir. And, there is one thing that you should not forget about this budget, the philosophical threat of this budget. The Chief Commissioner has been able to make a good balance. Why am I saying so? The virus and the curse of the pandemic is

the key challenge facing our country today. That is right. But it is not the only challenge. The virus remains a big challenge but Rodrigues is faced with other challenges. So, there was a need when preparing that budget, when preparing that particular budget of 2020-2021, that the Chief Commissioner keeps an eye on all other sectors and he has been able to make a balance of all the sectors and all the Commissions. This is why I will dare to say that this budget along with the theme chosen by the Chief Commissioner, I will dare to call it also – *'le budget de l'unité et de la résilience'*. Yes, it is the budget of unity, of resilient. Why, Mr Deputy Chairperson? Because the budget expresses our confidence that Rodriguans will rally together to make our challenges head on.

Unity, it expresses our conviction that we will immerge from that actual situation, stronger, more resilient and more united ever than before as one people through thick and thin. This is why, I said, resilience. Because we have the hope by what is happening today that we are going to immerge stronger. Yes, Mr Deputy Chairperson, Rodrigues and its population is feeling the full effects of COVID-19. Because most of our needs are imported. We are deeply impacted by the effects of the border closures. Yet, under these circumstances, the remain focus on three essential objectives saving lives and improving our health system, saving jobs and *assurer la sécurité alimentaire*.

I will choose to speak on two of these – saving jobs and improving our health system. Our top priority, Mr Deputy Chairperson, remains saving lives to protect all families. It has been said a thousand times and we are going to repeat it again. We are avoiding at all cost that the virus does not reach our shores. This is absolutely critical. If we fail in this, it would be disastrous. So, we have to continuously remind the population and ourselves of the possibility that the virus may reach our shores. And, it is going to be disastrous to life. It is going to be disastrous to the health of the population, Yes, we all know, Mr Deputy Chairperson, how stringent it is about the decision of closing the airport. The impact on the economy. We all know about that. I can see in other countries there is the trade-off between protecting lives and protecting the economy. In Rodrigues, we have chosen to protect life, to save lives. ... in other countries. Wherever we are going to choose to get the economy running at the expense of the lives of the people. Some have made the step but we remain focus here that the essential and the priority of all, it is to protect the lives of this population, of our families. So, the very most important thing to do and that has been decided in this budget, it is to consolidate our health system. I am not going to go through all these but I have outlined that with respect to the pandemic of COVID-19 itself. There are some ten measures which have been spelt out by the

Chief Commissioner in his budget speech of Thursday last. Just for COVID-19 and there are other measures that have been announced through the health system, for the Health Commission but not necessarily relates to COVID-19. Meaning as I have said that though we have been focussed the COVID-19 yet, we have other aspects, other sectors in mind.

What about saving jobs? Yes, this comes next. Why? Because when many people are out of jobs, there is a cost to individual and to society. We have to build resilience. And, in this budget, you will note, Mr Deputy Chairperson, that there is an approach to the economic and social sectors. There is! We are building resilience by ensuring that viable business is not permanent damaged. This is important but instead are able to preserve their capabilities to recover. Because there will be a post-Covid. But if all our firms/companies, our tourism sector get crash and when there will be recovery, what will become of our economy? So, there is the important step of preventing that viable business are not permanent damaged. And, we can see among the different measures of this budget, different measures have been taken. I am not going to go through them, it is there. But above all, I will like to point out. Because you know – *s'est qu'on appelle les corridors de la gouvernance*. When we... in the midst of the confinement period in Rodrigues, it is true that many people were suffering. But this suffering today has a result. We have been able to contain the virus. That was the sacrifice to make and we know that was the sacrifice to make. And, in the midst of that confinement period, there were attacks coming – what are we doing for the tourism sector? What are we doing for the self-employed? But it is equally know, Mr Deputy Chairperson, that what is happening in Rodrigues is happening as well in Mauritius. There should be within that Republic where people are suffering, having the same suffering, there should be a complementary approach. We could have decided, to say okay, for the self-employed we are going we are going to give minimum wage and then when Mauritius come say that they are going to give Rs 5,100 or it could have been vice-versa, then it would have been a mismatching in the Republic itself. So, we acted responsibly liaising with the central government to know exactly what decision are to be taken for those who are suffering of confinement, not able to go to work and who have lost their jobs at right. And, these measures have come. This is why, for the sake of putting on record, Mr Deputy Chairperson, I would like to highlight as regards to those who have been out of work, have lost their jobs or who were self-employed, what has been the outcome? For this Self-Employed Assistance Scheme that were to be applied at the MRA, total number of applications for Rodrigues – 11,017; number of application processed – 10,978; number of application not processed – 39; successfully processed – 8,478; number of application

processed with other errors, which are yet to be considered – 1,720; the amount of money disbursed successfully for – 8,286 of our fellow citizens' amount to Rs 42,258,600. They are having their dues within the Republic. They are having their dues, Mr. Deputy Chairperson. And, the good news is that the amount that is going to be settled this week, it amounts to Rs 979,200. So, those who have had errors in their applications, bank errors, they should not lose hope because their applications are still under consideration.

As regards, to the Wage Assistance Scheme. This will give us an indication also about the number of jobs that may be potentially be lost. I think here, it is more specifically in the tourism sector. About the number of person who applied for that or the number of employers who applied for their employees, with respect to that. The total number of applications for Rodrigues, for the Wage Assistance Scheme – 171; processable – 161; rejected – 10; payment effected – 80; and the amount settled for these 80 successful applicants, it amounts to Rs 2,415,401. And, I am told that there is an additional amount of Rs 403,499, which is yet to be disbursed this coming week. Is that not great? Meaning that our fellow citizens have not been left aside. And, with the coming budget that has been produced in the Assembly by the Chief Commissioner on Thursday last, we are coming up with measures to supplement and support what is already given. Through the Tourism Alternative Livelihood Scheme, there is very few possibilities, very less chance of employees losing their jobs in the Tourism sector.

The Commissioner for Agriculture and Environment gave a brief highlight in his speech yesterday of what we are proposing as alternatives to these people who are in the Tourism sector. We are here to support. And, supporting does not mean that we have to act swiftly but not going to the depth of the matter. We have to take time to analyze and then come up with firm and bolt decision, Mr Deputy Chairperson. And, in the same vein, and this is a very important point, in the same vein, we are going to make the best use of the downtime of these companies especially in the tourism sector. Because if workers are laid off, they become less competitive. Yes, if we allow these tourism employers to fire their workers what would happen when the economy is going to recover? They will have to start from scratch because they will have to rehire and go through retraining. But what are we doing and what are we proposing? During the time that you are not working – *en chomage technique*, we will provide you with training. Yes, because we anticipate matters because a well-trained personnel will have the strength and vitality to recover faster and fight through the long term while the economy starts going. This is why we are preparing.

We are doing training, preparing these persons that ahead, there is a sparking light. Things will get better and once things get better, you should be in a better position to attack, to revitalise the economy. And you are saying that we do not know what we are doing? We know where is our focus. Yes. We know where is our focus. And, I will not dwell into it also. We also know about the different support schemes that are providing to these firms in terms of cash flow, in terms of credits which of course, can help the employers, the tourism enterprise to keep on their feet. Yes, Mr Deputy Chairperson. *En ce qu'il s'agit de la sécurité alimentaire*, land reform, agrarian reform is not so easy. It is true, everybody in this House can observe that there are many abandoned land and we know the cultural aspect associated with the land in Rodrigues. We are going to follow. You say that you want to participate. That is true. Time will tell. Time is a good speaker.

When the reform is going to be on with respect to the retrieving and the redistribution of abandoned land, we very well know that there will be some people will come forward to say that: *“sa boute la terre la ti pou mo arrière grand-père, mo arrière grand-mère, mo papa ti travay sa pendant tou le temps”*. We all know about this. We know the reality of this island. We will see how you are going to react with respect to that. We will see, we will be living to see if really as you are saying what is good for Rodrigues must be supported, the Rodrigues consultation. Of course, with farmers, planters, we are going to make meetings, to go ahead with meetings to see how best to move forward in this land reform, a sort part of land reform that we want to bring about and we will see if it is going to turn political. We will live to see that. Now, we will live to see that and we will see the *“politique autrement”* that you have said that you want to come ahead. Yes, good.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Mr Deputy Chairperson, just in the agricultural sector, I have counted no less than 15 measures, benefits for our farmers and planters. 15! *Comment ou kapav vine dir ki sa budget la fade avec* all these measures announced in here ? Just for the agricultural sector for in relation to Covid-19. I am not speaking of the whole thing about agroforestry and all. I am speaking just how we want to thrive back with respect to la *sécurité alimentaire*, the effect of Covid-19. We are proposing 50 measures targeting the youth principally. And you are telling us that this budget is fade? Non. One should be honest. One should be honest, Mr Deputy Chairperson. I now come to the water sector. I would to first of all, outline, I do not know whether it is an omission or a mistake in the audit report that they say that whether we are in the winter or the summer seasons, the production of water is 5500

m³. We have provided all the proof to the audit officers and it is a fact for 2019, even 2018, our production of water has not dropped below 8500 m³. We have gone in the best of the seasons, we have gone as high as 10500 m³.

As high as 10500, why is it... I can testify that this figure is wrong! Yes, we are going to complain. Of course, we do complain. We did complain. Yes, we did complain. I am going to say, I am going to show how this information in the audit report is wrong. Yes and I am bearing the responsibility for that. For the boreholes, Mr Chairperson, for the boreholes, our production is 3000 m³. This is constant. For the desalination plant, our production amounts to 2500 m³. This is constant. For the surface water in the bad season, you are reaching 300 m³ and we can reach as high as 5000 m³ in the rainy season. So, based on the bad scenario with the production of water for 2018 and 2019, it has been 8500 m³. Yes. Second thing, there has been point raised once again. We have discussed about it so many times in this House about our project of desalination and I saw that Mr Volbert came back to revamp questioning whether we are taking the right decision.

Let me remind Mr Volbert, Mr Deputy Chairperson, that what is being applied at the level of my Commission is based on reports of experts. I will kindly refer him to the report of Jean Michel Senet, Dave.... and Thomas Hamlin. And, this basis... this report, you know in which year it was done. It was done in the year 2005 given to the Rodrigues Regional Assembly, the mission entitled "*Un appui au développement durable du secteur de l'eau de l'île de Rodrigues*" and it was submitted on 05 March 2009. It was not a report *commandité* by OPR; it was 'commandited' when you were in government. Yes, it was 'commandited' in... when you were in government. I do not know if I should say you or at the back. Yes. When you were, your party. When you were there in government. What did the report say? What did that report say?

Le plan de rapport, c'était pour déduire un plan de développement du secteur de l'eau avec des recommandations stratégiques vis-à-vis de la gestion pour un développement durable à Rodrigues. Et le projet, c'était to see à court terme, moyen terme pour étudier plutôt des actions à court terme, moyen terme et long terme dans le secteur de l'eau et faire des propositions par rapport à l'énergie renouvelable. *And, what was the recommendation ? It is said one recommandation written in this report, on voit donc qu'il y a besoin d'assurer une sécurité d'approvisionnement minimale de lors de 3000 m³ de l'eau par jour avec une ressource en eau non conventionnelle indépendant de la variabilité climatique. This is written by an expert. Why did the report say that, Madam Chairperson? Because when he was going about*

the survey, he took into consideration, the expert took into consideration what happened in Rodrigues in 1976. I mean the drought season. And, they even anticipate that this may recur and if ever this recur, with the changes that is happening to the climate these days, how will Rodrigues manage? This is why they propose that there should be at least a baseline production of water by desalination of 3000 m³ per day.

Now, we are producing 2500 m³ and with the coming into operation of Anse Goéland, we are going even higher than 3000. We will be reaching 3500 m³. This is the report. Good. And, let me discuss something here. We will be reaching 9500 m³ of water out of the 12000 targeted production by in the coming months. Mr Volbert proposed yesterday that there should be at least the construction of I think, two, one or two, 1,000,000 m³ of water of a dam of such capacity. On the whole, it appears great. The proposition is great. If we are able to have a production, a dam which can stock, retain 1,000,000 m³ de l'eau, it appears great because when we are going to reach 9500 m³, where will be a lack of yet 2500 m³. And, if we are able to build the dam and we exploit it at the rate of 3000 m³ per day, it will amount to almost one million approximately. Approximately. But let me tell you if we refer to Anse Raffin which has a capacity of now, a stock capacity of 65000 but with silting, I think it is much lower now, 65000.

We are having at the maximum, a production of 500 m³ per day, 500 maximum. We can go up to 700 m³. But for to be able to manage and to preserve for the drought season, normally, we do not exploit it to the maximum but we lengthen their exploitation. Tell me, Mr Deputy Chairperson, where is it really possible to build a dam of such a capacity? 1,000,000. Rivière Pistache. Rivière Pistache, Mr Deputy Chairperson. We in 2003/04, *on commandite un rapport* by Gibbs at this point. We did. That is the fight of Mr Ex-Minority Leader. That was his fight. Everybody knows that. He has made so many, how to say, *sorties* on the matter and we did go ahead with a study in 2005/04 under Commissioner Daniel Spéville at that time. But when you were in power, *on commandite un autre rapport* which says that this report, it is technically not feasible to do the dam at Pistache.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Yes, I do not know. I was not there. How can I know that? I was not there. How can I know?

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : No, we did *communiqué le rapport*.

The Deputy Chairperson: Member Rosaire, please, allow the Commissioner to speak.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Yes, Commissioner, please address the Chair.

The Deputy Chief Commissioner : I am addressing you, Mr Deputy Chairperson. But if you say that it is strict, when you were in power, you could have... Sorry, I do not know if it is the good term: derigging it? *Ou ti bisin ine detrik li!* You were in power, you know that the report is biased, why is it that you did not say that the report is biased and it has to be thrown away? Yes, you should have. Yes, you had in that particular point in time, there was the Chief Commissioner in your party, there was the Minister for Rodrigues.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : For the Rodrigues, Minister for Rodrigues. It was there.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : So, Mr Deputy Chairperson, I do admit that as regard to our policy for setting *delo ene fois par semaine*, there have been some delays. Yes, in the sense that we started to put it in practice last year but unfortunately, when the staff at my Commission left the Rodrigues Regional Assembly, we did find ourselves in short of staff for water distribution and it, I should say, disturbed the whole system of distribution. Now, we are recruiting and with the recruitment being done, this is why I have dared announced in this budget speech that we are going to resolutely moving ahead with the distribution of water at the reservoir of.... at the reservoir of Hauteur Accacia, at the reservoir of Vanguard, at the reservoir of Camp Paul and I think there is a fifth one. And, Petit Gabriel reservoir.... We are resolutely going ahead with that. And Rivière Cocos, I think it was mentioned. Rivière Cocos. We will do it. And, when I said that in the speech of the Chief Commissioner, it was announced that there are some 15 villages who are already served with water once a week. The Members on the other House thought that it was a joke. It was not and it is not. I can tell you to go and verify with respect to all the villagers who are served by the reservoir of Allée Tamarin. See how they are being served. Go to Tamarin itself, la Source Tigom, Port Sud-Est. Go! Yes, it is not once in a week; it is twice a week at La Source Tigom. Go to.... Graviers.... Go and see. It is in your region, Madam. You will learn how regular water is being distributed there. Yes, Bassin.... Dans Fond Graviers. Yes. It was not a joke and it is not. It is not a joke. So, we are going ahead, resolutely going ahead, Madam Chairperson... Yes. Mr. Deputy Chairperson. As regard to infrastructure, we did our objectives. I am not going to go into details of what has

been discussed in last budget. We are focusing on that. But I would like to point out to what the Minority Leader said about Montagne Charlot Road. You said that we mischievously because of the coming of the budget arranged to reasphalt the road...

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Mr. Deputy Chairperson, everybody knows about the story of Montagne Charlot but before we go ahead with the upgrading and rehabilitation, what should be done? There were works which were going uphill! Do you think we could have told the Contractor, “Go ahead with the reasphalting with the risk that there would be water coming uphill to destroy what is going to be reconstructed”? What is to be done? What should be done first? We have to consolidate, to ensure that whatever water is coming uphill, does not reach that part of the road and I am very happy to note that with the rains, the recent heavy rains that has happened in the last two or three months, the work, associated work is functioning properly.

(Applause)

The Deputy Chief Commissioner : Perfectly.

(Applause)

The Deputy Chief Commissioner : It is functioning perfectly. All the water that were to cause damage to the part of the road that happened on 01 June 2019, now, these waters they are well-canalised towards Fond Camp Du Roi. Now, as regard.... *Non*. At Fond Camp Du Roi, we have been, how to say, proactive. And I would like you allow me, at Fond Camp Du Roi, the NDU has done another great job. There is a great job which has been done by the National Development Unit where the water was supposed to enter the house of citizens here, of the villagers. There has been construction of drains all along... around, rather, the house of... I think there was the name well-mentioned last time.... mentioned it around the case of the house of Mr Castel. You can check it out. Yes. It is! You can verify.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : It is verified. You can verify. There has been drains now which has been set up and it is working. The Permanent Private Secretary did go for site visits and it is worthy to say that we step for is working perfectly. Yes, is working perfectly. Yes. I would like to come to another point which is very important. The case brought ahead by Mr Rosaire as regard to the bedridden man. The respected Mr Perrine as regard to the

bedridden man as I have mentioned. It is not a sole case and we are well aware that there are so many others who are suffering. Now, what you are doing... We are attacking accesses in Morcellement. We have invested in electricity in Morcellement. All the morcellement are electrified. We have already set networks in all Morcellement except Rivière Banane which is yet to start. The pipes are already there. Why do we do so? Because we know there are youngsters who have built their house and were staying at their mother's or parents' place. And, if they do not have electricity and they do not have water, they will not be able to move.

Now, they have moved. Most of the Morcellement, they are inhabited now. Now, we are coming with the facilities of access road. Yes. And, I am pleased to say, Mr Deputy Chairperson, that with respect to Morcellement, funds have already been approved by the Executive Council for works, road works to be done in the Morcellement of Anse Nicolas, in the Morcellement of Songe and part of Baie Malgache. And, with respect... on the same line, the same vein, the Executive Council has also approved funds for rehabilitation and upgrading of the saponaire to Anse Femy. This has already been instructed to the contractor for the survey. Saponaire to Anse Femy, Deux Montagnes, Deux Goyaves to Champ and Caverne Provert all these roads that I have announced, it amounts to a sum of Rs 49,217,856.

(Applause)

We are going ahead. I know there are other roads that have been constructed. We cannot do one at a go. All at one go, rather. We are starting. We know about the difficulties that are being faced by all those who live at this Morcellement. Do you not think that we do not know that? We do know but there should be a way of processing, a way of progressing and this is what we are doing. In the same vein, Mr Deputy Chairperson, I would like also to close up on the matter of road infrastructures that we are right now proceeding there have been works order issued for resurfacing access ta Château D'Eau. There is construction of roads to Baladirou. There has been cut for visibility at Pointe La Gueule. Yes, at Pointe La Gueule and also, we propose to go ahead with the upgrading of access road from Petite Butte to Cité Patate.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Yes, it is ongoing. Do not worry. It is ongoing. Survey is on the way. Do not worry. Yes, okay. Good.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Yes, you go and add it to your mandates. It is already budgeted and we have the green light of the Executive Council for proceeding with it.

Yes. Donc, it is not... It is not honest to say that we are not delivering. No, it is not honest. We are delivering, Mr Deputy Chairperson. We are. Another point, Mr Deputy Chairperson, because I have to *aborder* the Youth and Sports Sector which is important because in the absence of the Commissioner for Youth and Sport. *En ce qui s'agit des abribus*, after the launching of new tenders which have been non-responsive for four times, we have decided to go ahead and do it in House. I am pleased that right now, we have completed four of them and we are in the phase of starting another six. *Encore une fois, Mr Volbert, moi j'ai pensé ou j'ai passé Cascade Jean Louis gramatin*. It has started. Yes, the abribus. And, as mentioned by the Chief Commissioner, we project to go ahead with the construction of yet another 20. Another 20. That is good. There are different models. We are proposing different models so that we can change the...

Coming to the Youth Sector, Sports and Youth Sector, I listened carefully to respected Member Augustin as well to respected Member Volbert about what was said about the Sports Sector and I am going to start from a principle that where things go wrong, it is the responsibility of the Commissioner. If you, we accept on this principle, then, we should also accept the principle that what goes right should go to the credit of the Commissioner.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : What goes right should be to the credit of the Commissioner.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Okay. You mentioned a lot of things. Unfortunately, it was dark, somehow dark. Because you picture more or less a dark picture of the Sports Sector. You picture this but you did not even speak. You did not even mention and I expect at least that you could have mentioned at least *les 41 athlètes qui participaient dans les Jeux des Iles* coming up with how many medals? 36 medals! Now, this should have been mentioned at least: 36 *médailles*, a record in history. 13 *médailles d'or*, 18 *médailles d'argent*, cinq *médailles de bronze*. And, what is also? You question also about what benefits, how is the Regional Assembly accompanying the sportsmen?

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Yes, how is the Rodrigues Regional Assembly or the Commission for Sports accompanying the sportsmen? Yes, Madam Chairperson, this is...

The Deputy Chairperson: Order, please!

The Deputy Chief Commissioner : This is a fact: 36 *médailles*. You know what the Executive Council on proposal of the Commissioner for Youth and Sports did? We rewarded all these. *Rs30000 médailles d'or, Rs20000 médailles d'argent, Rs10000 médailles de bronze* for all these *médailleurs*. Not only that – we even rewarded those who do not get medals *Rs5000*.

(Applause)

The Deputy Chief Commissioner : Do not say that the Commissioner or the Commission is not... 1.1 M cash prizes given for the benefits of our sportsmen and this results, *li pane vine par li mem*. Who is not aware of the stipend, monthly stipend of Rs 1500 given by the Commission for Youth and Sports from August 2018 to April 2018 to accompany these athletes? Rs8000 par mois to all the 41 selected athletes *dans les Jeux des Iles* to go to private Fitness Centre at the rate of Rs 500 per day.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : This is great! Now, this is great! Okay, you do research at least *par rapport à... comment dire, l'émotion*. You could have at least mentioned Brigila Clair. Brigila Clair, *notre compatriote et athlète qui remporte le titre octroie* in the World Para Athletic Junior Championship le 01 aout 2019.

(Applause)

The Deputy Chief Commissioner : Yes, you did but he did not...

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : This is... This is nice.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Yes.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Someone from the other side mentioned about Mervin Clair, I think, who was the Sportsman of the Year. That was a good recognition. But, yet, Mr Deputy Chairperson, we take note of the participation of this particular athlete obtaining the gold medal *aux Jeux Africain 2019*. Yes. *Et malheureusement*, he got his... Il fait définitivement grand honneur à la République de Maurice et bien évidemment à Rodrigues en obtenant ce titre et il continue son entraînement en vue des Jeux Olympiques. Unfortunately, the Olympic games have been postponed for 2021 but she was in the target of getting. Let us

come to the MFA Cup. The analysis of the respected Member Volbert was that somehow, the Commission did not help as it should be, the members, the Rising club. Let me tell you. There was an amount of Rs 453,475 disbursed and he mentioned, I think 19 players as per records given to me. There were payments of air tickets and stipend to a delegation of 23 players. *Non, sorry.* 23 players and officials, sorry. It was 23 players and officials.

Now, you mentioned about the failure of the football reform. Is it not in fact the reform of the football sector which is causing Rising to go in the MFA Cup and winning two consecutive at the same time? Yes! It is the help that were being provided by the Commission for Youth and Sport. Yes. As regard to the case of J. L. P., of the case of J. L. P., I, personally, I know that man and he is very dedicated. I could not have said it but I, myself, with my colleague Mr Simon Pierre, we do sponsor his *école de boxe* at L'Union knowing how dedicated he is. We do. Yes. Well, this case, I consider it should be taken with care. The man is performing. He is performing, there is no doubt. He is bringing results from international levels but the problem is that the proper channel is not being followed. My question is how is it that such a brilliant athlete performing so well at international level, how come that the *Comité régional* does not make official request for his participation?

Do you think it is possible for the Commission just to give money to that particular athlete without going through the Regional Committee? It would be, I should say, violation of procedures. Clearly, it was a violation because tomorrow, we can have someone from the athletic committee or an athlete say... an athlete from the Athletic Committee saying that I want to participate in Banco or in USA but this has to be first of all be endorsed by the respective regional committee. There is something. I do consider. I do agree. I do agree on this particular point that there is something going wrong and this will have to be seen.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : No, we can know directly. There should be a link. Now, because the man cannot stand alone, he cannot stand alone as an athlete. As an athlete, he cannot stand alone. He stands collectively with his regional committee. This is the question. I do consider that an enquiry will have to be done on the matter to see why this athletes... I am there for the time being. I am going to call the man because for the time being, I am replacing my colleague. So, I am going to take that dossier and we are going to see. I am going to see what is... Donc, I will not... Because it is quite late, I am not going to see, to look into... to go into the infrastructures. Yet, it should be... Non, because you said that is it not being done, I am going to tell what is being done.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner : Donc, la Commission des sports a entrepris des travaux pour l'amélioration de nos infrastructures sportives à travers l'île. Il y a *vestiaire*. *Vestiaire Nassola*. And, someone mentioned yesterday that our *haltérophilie*, the *haltérophilie* discipline is not being provided with necessary infrastructure for their activities. We project to give that vestiaire to the haltérophilie for their activities. We project to do that. There has been the acquisition of 155 floodlights for improving *l'éclairage sur les infrastructures sportives*. I can speak also, Mr. Deputy Chairperson, of installation of fencing Dans Cocos, sur le stade de Camp Du Roi, de Grande Montagne, nous, we can also speak of the football pitch of Dans Bebe whose contract has been awarded and there has been tender launched pour les vestiaires des champs, le terrain de football which has been mentioned, le terrain football de Roseaux. This has been launched. Renovation du stade de Camp Du Roi, it is on progress. Le stade de Roche Bon Dieu, with all its associated polemics, we have launched it once again and there are consultancy services for at least one, two, three, four or five projects. Yes. All these. I am not going to mention; it is too long to state. There are so many. Things are getting done and things are being done. With respect to the youth sector, I would like to thank the Chief Commissioner who has taken into consideration the aspirations of the Rodriguan youth. Putting emphasis on l'entrepreneuriat des jeunes, this is very important for the future, very, very important for the future. Mr. Deputy Chairperson, there has been urgent measures just to site some more... a few rather. Not necessary in the Commission for Youth and Sports but which will benefit the youth. Les mesures urgentes à mettre en place pour inciter les jeunes *ale vers la terre*. This is for the youth. Les incitations à mettre en place pour la formation des jeunes entrepreneurs à Maurice, c'est pour les jeunes. Les facilités conférant Invest Rodrigues pour aider 50 jeunes entrepreneurs de Rodrigues, paragraphe 75. C'est pour les jeunes. There has been a proposal I think by the Member Perrine this morning about the increase in different facilities that are being provided for the youth. He proposed an increase from 3000 to 6000... 4000 for living allowance. And, then, for internet facilities 300 to 1000 and then 2000 to 4000, I think, for respect to... But you all know we could have proposed with that but we are, how to say, restricted to our budget means. You mentioned it straightforwardly. There has been an increase in the budget with respect to the salaries of the public officers. The Chief Commissioner mentioned it in his speech. There has been directly from the Ministry of Finance to curtail expenses by 10%. It is quite difficult in this very budget to consider this. Though the proposal may sound okay but yet, as regard to our budgetary means, it is quite difficult. It is quite

difficult. Yes. Donc, il y a toutes les activités autour de l'entrepreneuriat comme je disais. There are at least five/six programmes. Even in colleges, this is being done but as regard to works which has been completed, we should note le centre residential et la formation de Baladirou. We should note the participation of our youth in the Gold Award International Network Game 2019 en Kenya. Il y a en collaboration avec Union Européenne et *Transparency Mauritius*, l'organisation du premier forum de la jeunesse à Rodrigues. Il y a eu l'organisation de la septième édition du Parlement des Jeunes which is being done every year. Il y a pour la première fois à Rodrigues, l'organisation du Award Leader's Training Course pour 60 Scouts des 19 groupes de Scouts de Rodrigues, the continuous ongoing of the Duke of Edinburgh's Award Programme in collège. We are working with UNFPA for our participation of our youth in international forums and conferences. Il y a eu la participation en Éthiopie au deuxième forum Pan African et puis un atelier sur CIDP plus 25 qui y a eu lieu en Egypte du 11 au 12 septembre de 2019. So, meaning that we are giving possibilities of our youth to get involved at international level also, Mr Deputy Chairperson. I conclude by saying, Mr Deputy Chairperson, that our autonomy is turning 18 this year as we move in a new decade but unfortunately marked by a tectonic shift in operating environment and major uncertainties due to Covid-19 Outbreak. We are however working diligently to ensure that the contract that we have entered into with our people in grating work and fighting poverty and underdevelopment is achieved. Yes. This is why throughout my speech, I mentioned it. This is a budget that will deliver on our provinces, to the Rodriguan people and it is a budget of a Government, of a Regional Government that gets things done. We promised to give decent dwelling to the less fortunate families. We are getting it done, Mr Deputy Chairperson. We promised to provide better road and accesses to the villages. We are getting it done, Mr Deputy Chairperson. We promised a better distribution of water to the population. We are getting it done. We promised to provide a better healthcare. It is being done. We promised better facilities to the student to pursue high possibilities, higher studies. We are getting it done. We promised to deliver with respect to the environment and protect the environment. It is being done. We promised to support our sportsmen. It is being done. We promised jobs for our youth. It is being done. This is why I may say that this Government is delivering on its premises and is getting things done without fail. I thank you.

[Applause]

The Deputy Chief Commissioner: Thank you, Deputy Chief Commissioner. Now, I invite the Chief Commissioner for his summing up.

SUMMING UP

The Chief Commissioner: Monsieur le *Deputy Chairperson*, nous avons remarqué depuis les dernières années, il y a plusieurs années de cela, beaucoup de comportements qui n'allaient pas dans notre vision de l'autonomie de Rodrigues. Nous avons constaté d'abord l'absence totale d'une orientation d'une politique claire et d'une vision à long-terme pour mieux répondre aux aspirations des Rodriguais. Un piétinement de la démocratie à travers une culture de transfugisme, une tentative de destruction de l'autonomie. *Préfère ene minis Rodrigues ki lotonomi*. L'exode, le démantèlement de la fonction publique en tant que protecteur du bien commun et la mise sur pieds des compagnies d'Etat inefficaces. Une politique d'exclusion : « *nou travay zis pou seki vote nou* ». Excusez-moi. Une fragilisation dans la relation et la confiance entre le Gouvernement central et le Gouvernement régional ainsi que les bailleurs de fond. Un accroissement, une politique d'assistanat qui plonge une bonne partie de la population dans une statue de dépendance et qui ne fait qu'aggraver la pauvreté. Rodrigues ne doit plus jamais revivre ces mauvaises expériences. L'OPR promet une rupture et s'engage pour les années à venir à reconstruire et réussir l'autonomie.

Ensemble, nous voulons :

- faire de Rodrigues, une île bioécologique,
- instaurer une vraie démocratie participative,
- notre peuple au cœur de toute décision pour un développement durable,
- faire de l'éducation et de la formation, le levier pour changer la société rodriguaise en profondeur,
- œuvrer pour la réalisation d'un véritable plan pour l'emploi dans tous les domaines,
- combattre la pauvreté à travers un plan d'empowerment pour transformer une mentalité d'assistée en une mentalité productrice,
- promouvoir les principes de bonnes gouvernances dans la conduite des affaires publiques et l'administration, dans tous les secteurs de la société pour un développement social, durable et centré sur l'être humain,
- enclencher le processus de décentralisation, des facilités et services vers les régions,

- rétablir la confiance dans la fonction publique pour permettre à nos cadres d’être plus au service du pays avec une conscience honnête et avec discipline pour plus de productivité,
- mener un combat sans relâche contre les fléaux sociaux pour une île Rodrigues libérée de ces maux,
- inculquer une culture sportive dans la population et favoriser l’émergence des sportifs de haut niveau pour mieux faire connaître Rodrigues,
- mettre en place un système de santé moderne pour un service de qualité qui inspire confiance,
- faire de la jeunesse rodriguaise une jeunesse responsable de son avenir et consciente des défis que le pays doit relever,
- faire de l’entrepreneuriat une culture sur le Rodriguais,
- restructurer le secteur de l’eau et investir massivement dans la production pour assurer une distribution plus régulière et équitable,
- développer une économie forte et durable ainsi la mise en place d’une institution pour le développement, la pêche, l’agriculture, le tourisme,
- faire de l’agriculture et la sécurité alimentaire une de nos priorités, ceci afin de poursuivre la vision « pas fié lor manzé ki sorti dehors, konte lor manzé ki sorti dan ou later », et pour faire face à la crise mondiale. Dieu avait dit à Adam et Eve : « Je vous donne cette terre. Faites-la produire et protégez-la. » Voilà.

M. le Vice-président, je remercie nos amis de l’autre côté de la Chambre qui ont réagit par rapport à ce budget et on a aussi entendu certaines propositions et à l’avenir, il faudrait penser un peu plus dans cette île Rodrigues : que sera Rodrigues dans cinq ans, dans 10 ans, 15 ans, 20 ans, 25 ans, 50 ans.

(Applause)

The Chief Commissioner: Je remercie, je félicite...

(Interruptions)

The Chief Commissioner: Et je remercie et je félicite mes collègues du gouvernement qui ont...

/UNREVISED/

(Applause)

The Chief Commissioner: ...qui ont vraiment exprimé cette vision d'avenir pour notre île Rodrigues et je voudrais dire aussi une chose, deux petits mots. Le peuple doit être au cœur de notre développement de l'éducation. Et ça, c'est important. L'éducation est une priorité. Nous investirons fortement dans l'avenir de nos enfants, dans une école forte et guidée vers la connaissance, l'accomplissement et le développement de soi-même. Notre éducation doit donner une chance égale à chacun de réaliser son plein potentiel. Notre éducation doit être garantie d'une éducation de qualité. L'école deviendra un lieu de transmission, de la culture. Un peuple sans culture est un peuple sans avenir. D'accord ? Pas d'accord ?

(Applause)

The Chief Commissioner: Voilà. En tout cas, mes collègues, merci beaucoup d'avoir su vraiment développer ce budget, d'avoir su montrer que nous avons une vision pour cette île Rodrigues de demain. Vrai ? Pas vrai ? Voilà, M. le Vice-président, mon summing-up justement pour les débats sur le budget 2020/2021. Merci beaucoup.

(Applause)

The Deputy Chief Commissioner: Thank you, Chief Commissioner. I suspend the House for 10 minutes.

At 6.13 p.m., the sitting was suspended for 10 minutes.

On resuming at 6.29 p.m. with the Deputy Chairperson in the Chair.

The Deputy Chairperson: In accordance with Standing Order 55(a), the Draft Estimates stands referred to the Draft Estimates Committee.

COMMITTEE STAGE

The Deputy Chairperson: Respected Members, I have an announcement for the guidance of Members for the proceedings of the Draft Estimates Committee. In line with Standing Order 55(a), we will consider each Vote of Expenditure in turn and as usual, when reaching same, we will move page by page until the question is put thereon.

Respected Members, I have to further inform the House that the Chairperson has under Standing Order 55(a) had consultations with both sides of the House and it has been decided to allot a maximum of 30 minutes for the consideration of the Vote Items for the financial year ending 30 June 2021. Of course, I will be flexible where need arises. Thank you.

Vote 1-1: Office of the Clerk was called.

The Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, I beg to move that Vote 1-1: Office of the Clerk is amended as per amendment circulated.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Vote 1-1: Office of the Clerk was, on question put, amended to.

The Deputy Chairperson: Page 2.

The Minority Leader: Mr Deputy Chairperson, before I put any question on that, can I know from the Chief Commissioner why unlike last year, this year the Revised Estimates 2019/2020, has disappeared from this estimates?

The Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, follow template as per Mauritius.

The Deputy Chairperson: Next question. Page 2.

Mr Augustin: Mr Deputy Chairperson, Item No. 21110.001 – Editor, Regional Assembly. Till now, we have no Editor, can we know when the post will be funded. Because every time we have unrevised documents?

The Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, Editor will be appointed on a sessional basis.

Mr Augustin: Can we know from the Chief Commissioner, when the Editor will be appointed?

The Chief Commissioner: As and when required.

Mr Perrine: Can I ask one question, Mr Deputy Chairperson? Yes, I understand that we have the problem somewhere but we will have 18 years old in this Assembly. 18 years, we I said, we – 18 years old. Can the Chief Commissioner consider it as a priority because we Members we are having unrevised each time and this not correct for.. Can he reconsider his position on this issue?

The Chief Commissioner: I take notice of your question.

The Deputy Chairperson: Next question.

Mr Augustin: Same item – Trainee Library Clerk. We have difficulties when the Library Clerk is on leave. For example, when he is ill. So, we have difficulties to have

documents of the Assembly when he is replaced by another person. Can we know when will we have a Trainee Library Clerk?

The Chief Commissioner: Post of Library Clerk is not funded for the time being. So, no recruitment can be made for Trainee Library Clerk. It is not funded. We will recruit a Clerk whenever it is funded.

Mr Augustin: But we have difficulties when we come to the Library to have documents from the Hansards. So, if we have a Trainee Library Clerk, it will help.

The Deputy Chairperson: Next question, please.

The Minority Leader: Page 3. Yes, Item No. 22900.004 – Catering. Both Catering and Hospitality and Ceremonies. So, I would like to ask the Chief Commissioner whether this amount is enough for the whole year and whether, he can give the expenses as at this month or the latest balance as per these two items?

The Chief Commissioner: Amount provided is according to trend of expenditure.

Mr Volbert: Item 22900.014 – Hospitality and Ceremonies. Can I know more about this item, please?

The Chief Commissioner: It is on the basis of the actual trend of expenditure, the provision made will be sufficient.

Mr Grandcourt: On the same item. It is not whether or not the sum will be sufficient, I think, the Member puts the question, what is it use for? What is the purpose of using sum? Because if we look at these two figures that is why I ask two in one – Catering and Hospitality and Ceremonies, it amounts to Rs 1 m. So, are we using Rs 1 m. for catering, for example?

The Chief Commissioner: Lunch and dinner for the staff, others and Members, cocktails hosted by RRA.

Mr Grandcourt: Mr Deputy Chairperson, this make an amount of catering and hospitality for this year Rs 600,000 plus Rs 400,000, this make a total o Rs 1 m. So, are we having dinner, are we having cocktails and so on, for Rs 1 m. in this House, Mr Deputy Chairperson? That is why I asked for the balance and if yes, this is a huge amount. Are we here in this House having dinner, lunch for Rs 1 m? This is a very huge amount. So, can we add or cut down this amount or you just gave the break down as an indication?

The Chief Commissioner: I think it is for 2020-2021, it is Rs 400,000. It is less than Rs 600,000.

(Interruptions)

2019-2020. we are talking about 2020-2021.

Mr Félicité: Mr Deputy Chairperson, Item No. 22900.994 – E-Parliament. I can see that the amount has been decreased this year. May we know from the Chief Commissioner why and what has been spent out of the budget of last year?

The Chief Commissioner: There was not the sum of money for 2020-2021, terms of reference were a setting up of an E-Parliament is being finalized. Amount provided will be sufficient.

Mr Volbert: Item, Mr Deputy Chairperson, 22900.927 – Training. There is a sum of Rs 500,000, *je demande si tous les staffs et les membres ont eu le training approprié à Maurice?*

The Chief Commissioner: Provision is meant for training of staff and Members of RRA, for example, posting of officers at National Assembly, attendance of Members at National Assembly. So, you are talking training? This is at the discretion of the Chairperson and the Clerk.

Mr Von-Mally: Item 31 – Capital Expenditure, the last item. Non-Residential Buildings, Construction of New Regional Assembly House (Consultancy) and the construction of the new Regional Assembly House Building Block A and Block D. Can we be enlightened on that? Whether, the consultancy has been done and what s the way forward?

The Chief Commissioner: Construction of a new Regional Assembly – no provision has been made for financial year 2020-2021 as first payment is expected in 2021-2022. Cost of all consultancy works has now been centralized under Item Vote 3-101: General – Deputy Chief Commissioner's Office.

Mr Volbert: Mr Deputy Chairperson, *toujours Item 22900.004 – Catering*. Since there is the sum of Rs 600,000 earmarked, *est-ce qu'on peut savoir pourquoi les staffs, les DHs, n'ont pas de repas?*

The Deputy Chairperson: Next question. I put the question.

Mr Augustin: Item 22900.927 – Training, can we know from the Rs 500,000 estimates how much have been used for Training?

The Chief Commissioner: Rs 150,000.

Vote 1-1: Office of the Clerk (Rs 20,946,000) was, on question put, agreed to.

Vote 2-1: Chief Commission's Office – Central Administration was called.

Mr Volbert: Mr Deputy Chairperson, page 9, Item 21110.001 – Administrative Officer. In post, funded two, *il y a la somme de Rs 1,011,000 pour 2019-2020 et Rs 821,000 pour 2020/21. Peut-on savoir pourquoi la somme a été diminuée? Parce qu'on a le même nombre de Administrative Officer?*

The Chief Commissioner: Les 2019/20 budget provision was rate for four posts of Administrative Officers. However, there are only two officers in post. The fact, that filling of additional post has been temporarily put on hold, provision has been made for two posts in the budget 2020/21.

Mr Perrine: The same item but Head of Finance. Can I ask the Chief Commissioner, Mr Deputy Chairperson, why we do not have any Head of Finance in post?

The Chief Commissioner: The vacancy was reported to the Public Service Commission and the latter replied that no qualified candidates had applied for the post. It is proposed to recruit a new consultant will be recruited under the Expert.... Scheme

Mr Grandcourt: In the same line – 211110.001 – Manager Human Resource, *pourquoi est-ce qu'il n'y a pas de poste et puis est-ce qu'il n'y a pas d'argent earmarked pour cette iteme?*

The Chief Commissioner: No provision has been provided as there is no qualified candidate for the time being.

The Deputy Chairperson: Page 10?

Mr Von-Mally: Internal Control Cadre – we have seen that the Principle Internal Control Officer – no funding for last year or this year. And, Internal Control Officer, Senior Internal Control Officer will have two that will be funded this year. Are we to understand that we will go without Internal Control this year again?

The Chief Commissioner: Officers from Mauritius are posted pending recruitment by PSC (Public Service Commission).

Mrs Agathe: M. le Vice-président, le dernier iteme, Legal Services. Est-ce que le Chef commissaire peut nous dire si l'Administration n'a pas besoin d'un Service Légale? Pourquoi est-ce que les postes ne sont pas remplis?

The Chief Commissioner: No recruitment under Established Post. However, Legal Officer under contract paid under Extra-Assistance Item Vote.

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, il y a quelque chose qui m'intrigue-là. Les officiers du Internal Control, le rapport de l'Audit a fait mention, grave que le Internal Control Unit est une des clés majeurs pour la bonne gouvernance, surtout pour la bonne gestion des finances. Est-ce que le Chef commissaire ne voit-il pas cette affaire-là en urgence de recruter même en un squelette d'officier pour revoir cette affaire de Internal Control. *Because this is very, very serious matter.*

The Chief Commissioner: Yes, we have two posts funded but we will recruit this year.

Mr Von-Mally: On the same item, can I know from the Chief Commissioner whether, the Internal Control has started to work?

The Chief Commissioner: Yes, from Mauritius. He comes from Mauritius.

Mr Grandcourt: *Same page*, page 10, au bas de la page – *Statistician*. Donc, une poste en mars 2020 – 1; Funded – 2; et puis on a vu la difference entre les estimates. Donc, il y a eu un slight increase in the estimates from 2019/20; 2020/21. *So, can the Chief Commissioner just explain this change in figure?*

The Chief Commissioner: Increase in provision represent a payment of salary July 2020 to June 2021 to four additional Statistical Officers including payment of increment from January to June 2020/21 to the two officers in post. The four addition posts have been funded to reinforce the existing structure and to cope with the increasing workload.

Mr Volbert: Item 21110 – Security Guard. Il y a personne en poste ni en 2019/20 ni en 2020/21, pourtant il y a la somme de Rs 95,000 earmarked. Peut-on savoir un peu plus là-dessus?

The Chief Commissioner: The amount was budgeted last year. No recruitment effected by officer posted to other Commission. Hence, no provision under this Item Vote.

Mr Volbert: Can we know, *peut-on savoir qu'est-ce qu'on a fait avec ce Rs 95,000?*

The Chief Commissioner: The budget there are savings and short fall. Any surplus will be reallocated to meet short falls in other Item Votes.

Mr Volbert: Yes, Mr Deputy Chairperson, can we know to which Item this sum will be allocated?

The Chief Commissioner: Budget year ends on 30 June hence, no provision is made in Budget 2020/21 as no Security Guard is posted at the Central Administration. *“Kot Largent ine alé? Bé li dan budge.”*

The Deputy Chairperson: Next question.

Mr Augustin: Analyst, Rodrigues Regional Assembly, five in post; five funded 2020/21; Estimates 2019/20 – 1,330 and Estimates for 2021 – 1,476. Can we know about this increase in figures?

The Chief Commissioner: Payment of salary July 2020 to June 2021 to five Analysts in post recruited. Provision include increment from January to June 2021.

The Deputy Chairperson: Next page? Page 11.

Mr Félicité: 22120.002 – Fees to Chairman and Members of Board and Committees. Can the Chief Commissioner enlighten us on..

The Deputy Chairperson: Can you repeat the item, please.

Mr Félicité: Trois avant dernier.

The Deputy Chairperson: Yes, put your question.

Mr Félicité: Can the Chief Commissioner enlighten us on the Fees to Chairman and Members of Board and Committees and may we have the composition of this board?

The Chief Commissioner: For financial year 2020/21, payment will not be effected for bid evaluation done during office hours.

Mr Grandcourt: At the top of the page – 005 – Extra Assistance. Can we know what are the services, there has been an increase from Rs 6,7 m. to Rs 7 m. for this financial year. So, can we know from the Chief Commissioner what are the services that are going to be paid under this item?

The Chief Commissioner: Extra Assistance, provision is meant for payment of salary, gratuity, cash-in-lieu of annual leave to Advisers and officers on contract.

Mr Augustin: Item 22060: Maintenance - .016 Fibre Cable between Commissions (Intranet Wireless Connectivity). We have seen an increase of the estimates for 2021. Can we know why this has been increased and give the reason?

The Chief Commissioner: Increase in provision is due to the fact that the cost for rental fee has increased from Rs 125,250 to the rate of Rs 233,450. The aim of the rental is to

enable a high speed connectivity through fibre optical cable between the Central Administration and the different Commissions/Departments.

Mr Félicité: Item No. 22110.001: Expenses and Allowances of Delegates on Mission. May I know from Chief Commissioner what is the amount that has been utilised out of the Rs 2 m. and why it has been decreased for the next financial year?

The Chief Commissioner: The amount provided will be sufficient as the Executive Council has decided to curtail on missions abroad.

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, Item 21210.001: Contribution to National Savings Fund. Can the Chief Commissioner enlighten us with regard to this contribution, please?

The Chief Commissioner: Provision is meant for payment of government contribution of 2.5% to the National Savings Fund for the 2,610 staff of the Rodrigues Regional Assembly. Increase in provision is due to the increase of staff.

The Deputy Chairperson: You have five minutes for this Vote Item. Page 12.

Mr Von-Mally: Mr Deputy Chairperson, Item 26: Grants - .147: Contribution to MBC for the production of Local Informative Programmes. We have seen that there is a drastic from Rs 1 m. to Rs 200,000. And, by the way, are we to understand whether we will arrange with the MBC to have broadcast of the proceedings of the Rodrigues Regional Assembly, even *en différer* so that the Rodriguans can become aware what is happening in their Assembly?

The Chief Commissioner: According to trend of Expenditure the amount will be sufficient, But according to what you said is that we should set up a committee to see whether what you are asking for can be done by the MBC and I think the MBC will ask for more money.

Mr Von-Mally: Mr Deputy Chairperson, I would like to ask the Chief Commissioner, being given that in Mauritius the proceedings are broadcasted live, here I believe MBC is for the nation, the whole people, why cannot we ask them to broadcast it live. Otherwise, we are working *'a ouïe clos'*.

The Chief Commissioner: So, I think we should set up a committee and contact with the Director of MBC in Mauritius.

The Deputy Chairperson: Member Perrine, please.

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson, being given that Item 26313.121: Grand to Airport of Rodrigues. Being given that Airport of Rodrigues does not fall under the RRA. Is it normal that we are granting Rs 400,000 to Airport of Rodrigues?

The Chief Commissioner: Amount provided as grant to Airport of Rodrigues Ltd. for the use of office space occupied by the RRA departments.

Mr Grandcourt: 28212.034: COVID-19 Relief Support Scheme. I would like to ask the Chief Commissioner whether he has an estimated breakdown of the different schemes as regards to this item?

The Chief Commissioner: The amount of Rs 50 m. will be used for the following:

- (i) To support the Tourism sector, provision is being made for the payment salaries of those who would be involved in the alternative livelihood programmes;
- (ii) For the payment of a grant of Rs 2,000 to those elderly-aged 60 and above for a minimum of three months-three nights' stayed in any licenced tourism Instituion;
- (iii) For the payment of cost related to training and capacity building of employees in view of professionalising the tourism sector;
- (iv) Development on an online reservation and promotion platform;
- (v) Additional support to the agricultural sector in view of increasing production through a staple crop scheme and extension of mechanization scheme;
- (vi) Support to SMEs other than agriculture and tourism, such as, handicraft, agro-processing and others;
- (vii) support to health sector with regard to preparedness against COVID-19.

Mr Grandcourt: Last question.

The Deputy Chairperson: Last question with this vote item.

Mr Grandcourt: Yes, please thank you. So, I would like to ask the Chief Commissioner whether he thinks, according to what he has spelled out, whether this will be sufficient, this Rs 50 m. for all on this scheme?

The Chief Commissioner: The Rs 50 m. is in the budget. We will see afterwards. We will see.

The Deputy Chairperson: Last question.

Mr Perrine: Capital Expenditure – Item 31112: Non-Residential Buildings; .807: Renovation of Government Buildings. There is a sum of Rs 6,080,000 and Rs 6,300,000. Can the Chief Commissioner give us a status of this item and how many buildings renovated up to now?

The Chief Commissioner: Increased in provision is meant for the payment of ongoing and new projects, such as, upgrading works at Central Administration, toilets and veranda and electrical works and upgrading of La Residence building consultancy.

Vote 2-1: Chief Commissioner's Office – Central Administration (Rs 270,422,000) was, on question put, agreed to.

Vote 2-2: Chief Commission's Office – Management of State Land was called.

The Deputy Chairperson: Page 17.

Mr Grandcourt: The Trainee Surveyor – can we know, there was three in post and this year there is nine and also there is a change in the estimated figure for these two financial years. So, can the Chief Commissioner explain this change in figure as regards to the change in the number of post? 21110.001: Trainee Surveyor.

The Chief Commissioner: Payment of salary July 2020 to June 2021 including increment as from January 2020. Provision also included six months' salary for three additional Trainee Surveyors.

Mr Grandcourt: So, Senior Surveyor, in post it is one and for this year it is two. I would like to ask the Chief Commissioner whether it will be through recruitment or through a promotion, this change in figure?

The Chief Commissioner: Payment of salary July 2020 to June 2021 including increment as from January 2021.

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, being given that we know that there is a lot of pressure on the Cadastral Unit, I am referring to the Planning Unit, I see one Town and Country Planning for 2020/21. Development Control Officer there should one in 2021, Planning Assistant – one. Is this number of officers be sufficient to cater for the huge pressure that is being exerted on the Cadastral Unit?

The Chief Commissioner: Officers will be recruited by the Public Service Commission in a first instance. Increase in numbers will be considered in next budget subject

of availability of qualified candidates. Meanwhile, services of private consultant will be enlisted.

Mr Grandcourt: 003: Extra Remuneration. So, can we know what is the balance as at now and to whom this money is dedicated/is being paid?

The Chief Commissioner: Increased in provision is meant for payment of salary, compensation 2017, compensation 2018, 2019 and 2020,

Mr Grandcourt: I put the question before. Can we know as at now the actual balance, how much money has been disbursed?

The Chief Commissioner: I do not have information on what you said.

The Deputy Chairperson: Page 18.

Mr Grandcourt: 22900.968: Survey of Land which here the figure of Rs 5 m. I would like to know from the Chief Commissioner *pourquoi il y a ce Rs 5 million?* Why the sum of Rs 5 m. is earmarked for 2021?

The Chief Commissioner: Increased in provision is meant for the hiring of the services of privation Surveyors for the survey of 2,000 lots over two years. Tender has been launched on the 05 February 2020 and award is expected by end ...

Mr Grandcourt: The same item. 2,000 lots, is it residential or agricultural lands? I have heard the Chief Commissioner talking about agricultural land, so I do not know, can he specify these?

The Chief Commissioner: Residential, commercial and agriculture? No? Residential, commercial and industrial.

Mr Perrine: Yes but the Chief Commissioner mentioned in the... where will be fund made available to survey agricultural land. You mentioned.

The Chief Commissioner: This is under the Commission for Agriculture.

The Deputy Chief Commissioner: 19.

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson, Sir. The Assistant Ground Supervisor for Rodrigues, can the Chief Commissioner inform the House whether the officers are still at the airport or give us details about this issue?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, you have to give the Vote Item, first.

Mr Perrine: Excuse me. 21110.001: Assistant Ground Supervisor (Rodrigues).

(Interruptions)

The Chief Commissioner: Assistant Ground Supervisor (Rodrigues), increase is due to payment of increment as from January 2021.

Mr Von-Mally: Item 22.001: Electricity. In fact, this is the third item, I have noticed that the amount earmarked has gone down. Are we using less electricity or has the price of electricity gone down? Can we be enlightened? *C'est le cas de le dire* on that?

The Chief Commissioner: The amount provided will be sufficient according to trend of expenditure.

Mr Félicité: Item No. 21111.100 Overtime. So, can I know from the Chief Commissioner whether the amount was enough or whether it has been revised for estimate 2019/20

The Chief Commissioner: Decrease in provision is due to the increase in the number of staff. Therefore, a proper roster will be established to curtail overtime.

Mr Grandcourt: Page 20. 434: Airport Development. So, can the Chief Commissioner explain what will the money be used for? *43 millions, 23 million*. So, what will the money be used for?

The Chief Commissioner: Provision is meant for payment for ongoing projects for the relocation of 15 inhabitants of Sainte Marie Village – four fishing posts and one boat house and new project for relocation of agricultural activities in connection with the construction of new runway at Plaine Corail.

Mr Perrine: With regards to Item Expenditure, Recurrent Expenditure, 21110.001: Head Tourism. Can we know why we do not have a Head Tourism? Why we do not have a Head Tourism actually 2020/2021 even in 2019?

The Chief Commissioner: The post will be funded once candidate is qualified as per existing scheme.

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson, we are in a different situation and we are... Nous souhaitons relancer le secteur touristique après ce Covid-19. Donc, il nous faut un chef à la tête ! Si on n'a pas les compétences... Est-ce qu'on a lancé le tender au moins pour... Pas tender, non. Oui mais recrutement. Est-ce....

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Member Perrine, please.

Mr Perrine: Does the scheme is ready? Can the Chief Commissioner give details why we do not have a Head of Tourism actually? Et nous savons tous que nous serons dans une situation difficile.

The Chief Commissioner: We do not have the candidate qualified as per existing scheme. Yes, yes. But we do not have qualified candidate for them according to the theme, existing theme. Theme of work.

Mr Grandcourt: Yes, Mr Deputy Chairperson, the scheme can be revised, can be reworked. So, what is the possibility? And, this is one question. Second question is how much time it will take before the candidate becomes qualified? *Be fer scheme la. Zot pa kapav re ranze scheme la?*

(Interruptions)

The Chief Commissioner: Well, it is the PRB that decides on revision of scheme of service. It is in the hands of the PRB, Public Revenue Board.

Mr R. Augustin: Under the same Item, Tourism Planner. No one in post since 2020 and no fund for 2021 and we have seen the estimates of 19/20: Rs 26,000. Can we have more information about that?

The Chief Commissioner: No funds have been provided for next financial year as scheme of service has not been prescribed yet.

The Deputy Chairperson: 21.

Mr Perrine: Page 21. Major Tourism Events. Can the Chief Commissioner give details about the... out of the Rs 2 M what has been... Item 22900.990. There is an amount of Rs 2 M for the estimates of 2019/2020 and there has been a decrease of Rs 1 M. Can the Chief Commissioner give us a status about what has been spent out of this Rs 2 M and second question, whether Expedition Africa will be renewed this year.

The Chief Commissioner: The decrease is due to the pandemic worldwide. Hence, Major Tourism Events are not foreseen until end of this year. However, provision is meant for preparation of local events scheduled for.

Mr Von-Mally: Item 22060.018: Embellishment of Tourism/Cultural Sites. Can we know which sites are concerned here?

The Chief Commissioner: Embellishment of Tourism Sites. Provision is meant for the upgrading of five hiking path as per international hiking norms and the creation of a topoguide to be used by local guides and hikers.

Mr Von-Mally: Can I know from the Chief Commissioner where the sites are found?

The Chief Commissioner: Hiking path. Anse aux Anglais via Mont Limon to Port Sud-Est – 9 km, Graviers via Trou D'Argent to Saint François – 5 km, Baladirou to Saint François – 8 km, Mourouk to Graviers – 3 km, Pistaches via Plaine Mapou to Plaine Corail – 13 km. A total is for Rs 100,000.

Mr Grandcourt: On the same Item. So, can the Chief Commissioner briefly explain how this site is going to be embellished? First question. Second question: whether the project has started. And, if yes, where does matter stand?

(Interruptions)

The Chief Commissioner: Survey or sites already done. Tracks are being upgraded as per international hiking standards.

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson, may I ask the Chief Commissioner whether the road from the restaurant Prudence to Caverne Patate will be concerned in this financial year?

The Chief Commissioner: What you have said, it...

(Interruptions)

The Chief Commissioner: Oui, oui, oui. It is in this budget, 2019/2020 – François Leguat Tortoise Reserve, Caverne Patate, Montagne Tonerre. It is in this budget.

Mr R. Augustin: Acquisition of Non-Financial Assets, Item 31113.447: Tourism Sector Development. For estimate 19/20, it was 1.4 and now, it is 2.3. Double.

The Chief Commissioner: Provision is meant for upgrading of historical sites for the heritage trail design, fabrication and fixing of signage in 97 villages and 23 beaches and setting up of tourism circuit.

The Deputy Chairperson: Page 22.

Mr Perrine: Yes, 22. May I know from the Chief Commissioner, Item 31113: Capital Expenditure, Port Development. Can the Chief Commissioner give details about this project and whether the project has started or not? Or amount of expenditure.

The Chief Commissioner: Port Development. For financial year 19/20, contract for consultancy services for design, tender and supervision of phase I was awarded to Lanka Hydraulic Institute, Sri Lanka in association with Lux Consult (Mauritius) on the 23 January 2019 to the tune of USD 340400 and Rs 6505 exclusive of VAT. Cumulative expenditure as at date represents payment of 40% of contract amount for stage A. Provision is meant for payment for project in connection with port development at Pointe L'Herbe, Phase I in different stages. You know, at Pointe L'Herbe, it is a *port de pêche*.

Mr Von-Mally: Can I know on the same Item, can I know from the Chief Commissioner whether this Item, the Port Development, does this also include the removal of the three outcrop in front of Port Mathurin? Because last year, we were to remove these three outcrop.

The Chief Commissioner: The Consultants will advise based on studies being carried out now. Well, I found.... I read also here, is a Stage I – preliminary designs, feasibility reports, site investigation and EIA, ongoing 60% of contract value, geotechnical and marine biological investigations.

Vote 2-2: Chief Commissioner's Office (Rs 94,937,000) was, on question put, agreed to.

Vote 2-3: Chief Commission's Office – Education was called.

Mr Grandcourt: Yes. Page 24. Yes, 24. Allowances.

The Deputy Chairperson: Put your question, please.

Mr Grandcourt: Yes, Item 21111004: Allowances. So, can we know to whom these allowances are being paid? Because it represents Rs 600000 has been paid as allowance in 2019/20 and this year, Rs700000.... is being earmarked, sorry, as allowances. So, can the Chief Commissioner enumerate to whom this money is being...

The Chief Commissioner: Provision made for payment of fees to Members of board committees. Responsibility allowances to officers assigning higher duties.

Mr Volbert: Item 21110001: General Worker. In post 2020 to... and funded 2020/2021 to... Il y a une baisse drastique de Rs563000 à Rs203000.

The Chief Commissioner: Provision for financial year 2021 is meant for two General Workers only. Rs 563000 in 2019/2020 cost for seven General Workers on which five have been transferred to other programme...

Mr Grandcourt: Yes, the same Item: Allowances. So, the Chief Commissioner said that this money is being paid to staff performing higher duties. So, can he name the staffs who are performing these higher duties and.... The post.

The Chief Commissioner: It is an allowance paid to Director of Education.

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson. Item 21110.001: Director of Education and Administrative Officer (Personal). Why is it that we do not have any Director of Education to...

(Interruptions)

Kotsa? Li pa Director li. Li penkor nomé. Non mais regardez, vous autres. Regardez...

(Interruptions)

Mr Perrine: 2020/21...

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Order! Member...

Mr Perrine: Yes, why we do not have no one in post and no money has been funded... No fund for the 2020/21. Can the Chief Commissioner explain?

The Chief Commissioner:

Funded position “are” for established posts. Contract officers are paid under allowances for extra assistance. Contract.

The Deputy Chairperson: 25, 26.

Mr Grandcourt: 26, yes. Acquisition of Non-Financial Assets. So, can the Chief Commissioner explain 31112.001 in Education Infrastructure Development Projects? So, there is a change in figure from 9.9 to Rs 25,157,000 between these two financial years. So, can he explain so?

The Chief Commissioner: Provision made for payment in connection with ongoing projects. Provision is meant for construction, upgrading, renovation and embellishment works of pre-primary schools.

Mr Grandcourt: Ongoing projects, you mean construction of schools? Pre-primary schools? Where? Can we know? Can he enumerate some of the pre-primary schools concerned, please?

The Chief Commissioner: Well, we have at the time being, construction of a pre-primary school at Jardin Mamzelle. Yes.

(Interruptions)

The Chief Commissioner: We have Batatrand. At Batatrand. Anything as? Basile Allas, yes. Basile Allas, Batatrand, Jardin Mamzelle.

The Deputy Chairperson: 27, 28.

Mr Perrine: Yes, with regards to construction of community schools, can the Chief Commissioner inform the House whether...

The Deputy Chairperson: Which Item?

Mr Perrine: Item Capital Expenditure, 31112.012.

(Interruptions)

Mr Perrine: The last. Last Item. Can the Chief Commissioner inform the House whether this Item concern Baie Malgache Community School? If yes, when the construction will end?

The Chief Commissioner: Provision made for payment in connection with ongoing and new projects. Ongoing projects: construction of community school at Baie Malgache. New projects: construction of playfield and embellishment works at Montagne Goyaves and Anse Quittor Community Schools. No contract is delaying on these projects.

Mr Perrine: Yes, can the Chief Commissioner enlighten the House with regards to Baie Malgache Community School? When construction will end at this school and whether we have some delays on that project? Why?

The Chief Commissioner: According to the Contractor, it is expected to be completed this year. Liquidated damages will be applied.

Mr Grandcourt: Yes, as far as liquidated damage is concerned, so, can we know since I think, there has been a long delay in the completion of the work, how much the liquidated damage is estimated to be and how will it be calculated?

The Chief Commissioner: Maximum amount will be applied as per contract.

Mr Grandcourt: Can we know what is this maximum amount in terms of percentage of the contract? *Be dir nou! Zot pa kav dir nou?*

(Interruptions)

The Chief Commissioner: I am sorry; I need notice of the question.

Mr Grandcourt: 28212.004: Primary School Supplementary Feeding Project. Yes. So, can we know how many schools are involved/concerned in this project since there has been an increase from last year to this year? Amount of money which is earmarked. So, whether more schools will be concerned about this project? Alors, 0.020, ZEPP.

The Chief Commissioner: For the time being, we have only five schools, School Feeding Project but perhaps this year or next year, there will be more schools for the School Feeding Projects.

Mr Grandcourt: Mr Deputy Chairperson, the Chief Commissioner is telling me perhaps. He has to be precise because there has been an increase of from Rs 11.2 M to Rs 14 M. This represents an increase of Rs 2.8 M. So, he cannot tell me perhaps. I will humbly ask him to be more precise.

The Chief Commissioner: For the time being, we have five schools and perhaps, there will be more, more than five schools. *Peut-être* five more schools, I do not know. I may say that this project is under the responsibility of the Parents Teacher Association. It is very important.

Mr Grandcourt: I would like to ask the Chief Commissioner by the way, I would like to ask him whether, he is satisfied with this project, whether it works under this terms and conditions?

The Chief Commissioner: Well, I think the children are very happy of this *repas chaud*. And soon, we will have a meeting concerning this project. Yes.

Mr Perrine: Yes, I would like to ask the Chief Commissioner with regard to Item, again, the Item 31112012: Committee School at Baie Malgache. Is the Contractor of Baie Malgache same as the Contractor of Camp du Roi and Roche Bon Dieu? Is this the same?

The Chief Commissioner: Well, it is the same. B.R.B. He is everywhere in Rodrigues.

Mr Perrine: Yes, Chief Commissioner. Mr Deputy Chairperson, since we are having lots and lots of problem with this Contractor, does the Chief Commissioner intend to take actions, severe actions to this Contractor if ever to debark him?

The Chief Commissioner: It is Public Procurement Office who is empowered in law to take actions; not the Chief Commissioner. But I must tell you something. Very often, I tell to our Rodriguan students who have studied at University of Mauritius to create a Rodriguan company. This is very important for us, for the future because all those companies come from Mauritius. There is about the.... companies and the B.R.B.... about four companies. I think, no? Even more. Yes, yes. If you could convince those Rodriguans who have been to university to create a construction company in Rodrigues, you know. That is why I say that University of Mauritius, they just give technical education, that is all. They do not try to form the personality of those people, you know. This is a great problem. I always think about that but every time I ask them to create a company, I do not know why they refuse.

Mr Grandcourt: Yes, can we know from the Chief Commissioner whether the RRA has written to the Central Procurement Board to make complaints about this Contractor?

The Chief Commissioner: I have only two words on my paper. Not yet.

Mr Grandcourt: Yes, you are laughing but this is serious. This is a problem. You are the client. You are not satisfied with the work of the Contractor; you do not write any letter? No correspondence has been sent to the CPB? This is... From this side of the House, you also form part of *comme si vous etes en train de soutirer le Contracteur*. Pourquoi est-ce que vous n'avez pas écrit une letter? Tout le monde sait que ce Contracteur-là ne respecte pas les conditions du contrat et vous, vous n'écrivez pas à la CPB. Où est le problème ?

The Chief Commissioner: Well, I think it is a... what you are saying is very good. We will try during the occasion of a... We will try to take a decision at the Executive Council what we should do in order to whether we will write or call the Contractor and discuss with him. Well, what we need, we need those contract to go ahead very quickly.

(Interruptions)

The Chief Commissioner: The Commission has stopped the contract at Terre Rouge and we are compiling a report to be sent to the Public Procurement. Terre Rouge also, there is a project. The Gymnase Terre Rouge.

The Deputy Chairperson: 29.

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson, I will make a plea to the Chief Commissioner with regards to his Budget Speech “*L’Urgence de Reconstruire Ensemble Autrement*”. Please consider this issue as serious and urgent. Thank you.

The Chief Commissioner: Thank you for your advice.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: One last question.

Mrs Agathe: Page 29. 22900.925: Books for Student. The sum has decreased. We would like to know the reason. Does this account *pour le retard des livres? Parce que nous savons que cette année-ci, il y a beaucoup d’élèves juste les commencements du Covid n’avaient pas reçu des livres.*

The Chief Commissioner: Provision made for procurement of textbooks for secondary students. Decrease in financial year 2020/2021 is due to provision of free textbooks up to Grade 9 by the Ministry of Education. Free textbooks by the Ministry – Grade 9.

Mr Grandcourt: Yes. 31112004: Construction/Extension of Secondary Schools, Equip+ment and Furniture. So, can the Chief Commissioner explain these figures?

The Chief Commissioner: Ongoing projects:

- construction of Terre Rouge College Phase III Gymnasium,
- extension of Grande Montagne College – construction of six additional classrooms,
- multipurpose gymnasium and football playground at La Ferme College,
- construction of multipurpose playground at Maréchal College,
- construction of football playground, upgrading and refurbishment works at Le Chou College,
- construction of *préau* and shed at Mont Lubin College,
- construction of gate post at Terre Rouge, Grande Montagne and Maréchal,
- roof waterproofing of one block at Mont Lubin Secondary School,

- project at Songe Secondary School consisting of construction of the buildings, installation of laboratory, furniture, supply of furniture, miscellaneous works, firefighting installations and mechanical, electrical and plumbing works,

New projects: construction of community centre at Songe, renovation and waterproofing work at Secondary Mont Lubin, Maréchal, Le Chou and Terre Rouge

Vote 2-3: Chief Commissioner's Office – Education (Rs 723,112,000) was, on question put, agreed to.

The Deputy Chairperson: I suspend the Committee for 45 minutes for dinner.

At 8.30 p.m., the sitting was suspended for 45 minutes.

On resuming at 9.19 p.m. with the Deputy Chairperson in the Chair.

The Deputy Chairperson: Page 34

Mr Volbert: Item 21110.001: Human Resource Executive. One post in 2020, one post in 2020/21, the sum has increased from 371,000 to 396,000, can we have certain explanation?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, the increase in the value is due to the increment as per the salary of the..

Mr Volbert: Same item, Management Support Officer, 10 in post; 10 funded, the fund decreased from 3,112 to 2,802.

The Deputy Chief Commissioner: A decrease in provision, it is due to one officer being appointed in another grade. Provision will be sufficient to cater for payment of salary and increment during fire survey.

Mr Volbert: Same item, Store Attendant, one officer in post 2020; one funded, there is no provision made for 2019/20 but 142,000. Can we have certain explanation for 2020/21.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, one officer in post and has been transferred from Vote 3102. It has been transfer of that particular officer from Vote Item 3102.

Mr Perrine: One question, Mr Deputy Chairperson. Item Vote 22900.981: Setting up of a Civil Test Laboratory in Rodrigues (MSB). Can the Commissioner enlighten us on this issue, if already set up or not, when will it be set up?

The Deputy Chief Commissioner: As regards to this item, Mr Deputy Chairperson, we have opted to do some test within our Commission especially, as regards to concrete compaction because as at now some of the tests are done by the contractor itself and sometime

we will to an independent body. So, we have already launched tender for the purchase of some equipment within this financial year and, of course, we are going to upgrade the laboratory in the next financial year.

Mr Perrine: Where will the laboratory be set up? At Baie Lascars?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, we are going to find a room for installation of same. In fact, we did have the advice of the MSB (Mauritius Standard Bureau) on the matter.

Mr Grandcourt: On the same line. We are talking about the Mauritius Standard Bureau. They came to Rodrigues in 2015 to set up eventually this laboratory. So, can he tell us why it has taken so much time to set up this laboratory?

The Deputy Chief Commissioner: In fact, if I remember well, there was a vote provision for Rs 1 m. last year. So, may be there has delay for launching of tender for the purchase of equipment. But as at now, the project on and we will surely set it as quick as possible.

Mr Félicité: Capital Expenditure, Item 31112.834: Construction of Public Infrastructure Headquarters at Baie Lascars – no provision has been made for the next financial year. So, can the Deputy Chief Commissioner enlighten us on this item?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, in fact, we had had to make sacrifice. I did agree to make sacrifice on the matter because our budget for the capital has remained at Rs 8,825 m. and being given that there are many ongoing projects that is going to overlap in the next financial year. So, we have somehow curtail our expenses as regards to the Capital Expenditure. So, this is a sacrifice that I do agree that we have to make.

The Minority Leader: 31112.033: Consultancy Services – can the Deputy Chief Commissioner enlighten the House about this figure and what it will be used for? What are the projects concerned and whether it covers all the Commissions?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, formerly as regards to consultancy services, it is the different commissions who are taking care for the payment of the different projects. From this financial year 2020/21 all the money has been placed under my Commission. So, all expenses to be bore with respect to consultancy services will be met by my Commission. Because it is my Commission who gives the green light for any project from any Commission as regards to Consultancy Services.

The Minority Leader: Yes, the thing is that we know that there are other Commissions who do have consultancy from outside, from other firms, can he confirm this, first of all and whether he is satisfied with the service of these consultancy?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, I think that if any other Commission want to take over consultancy services from other sources to speed up their project, I have no objection as regards to that. But as regards, to the consultancy which is the Global Consultancy on which tender were launched and awarded, this is under the supervision of my Commission overall.

As regards, to the question regarding the satisfaction of the consultant, it is a subjective question. I will not say that I am 100% satisfied with the performance of the consultant as such, but as regards to the work that is being done and supervised, I can say I am more or less satisfied with the work that is being done.

Mr Félicité: Item No. 21111.100: Overtime. I see there is 600,000, can I know from the Deputy Chief Commissioner whether this amount has been fully utilized or whether it has been increased?

The Deputy Chief Commissioner: Which item, please? The value has decreased? Overtime? The overall policy of the Rodrigues Regional Assembly is to curtail expenses for next financial year. In fact, the directive from the Ministry of Finance itself, as the Chief Commissioner stated in his budget, that we have to curtail expenses by 10% and, of course, this is one of the item in my Commission where we can provide for a decrease in curtailing this expenses overall.

Mr Félicité: What I mean, the item in the estimates 2019/20, there is an amount of 600,000. From this amount, I want to know whether it was fully utilized or has been revised, whether it has decreased or increased?

The Deputy Chief Commissioner: I do not have the revised estimates value as such, but I presume that if we are to be more productive, somehow, there has been a decrease of Rs 100,000 out of the Rs 600,000, then whatever overtime was being done it had to be curtailed to fit in the new value that has been provided.

The Minority Leader: Trainee Engineer (Civil) – page 36 at the top. So, we have two funded for this financial year and we have also the estimated figure. Will they be on contract, what will happen? How are you going to get this figure two?

The Deputy Chief Commissioner: So, if I refer to Trainee Engineer (Civil) for ongoing financial year, there was nothing in post, nobody in post in fact. And, now we have funded for two posts. But these are going to be permanent. They are going to be on traineeship pending follow-up and then they are going to be appointed. This is the normal routine.

The Minority Leader: My point is; I do not see any full-fledged Civil Engineer.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, we are all here. Let me check it out. In post?

The Minority Leader: You have the head but you do not have ...

The Deputy Chief Commissioner: It is under Maintenance and Building but if you go back, I think it is...

The Minority Leader: We are on the item: Maintenance of Building.

The Deputy Chief Commissioner: But the Commission for Public Infrastructure is a whole in itself. It is a whole in itself. I do have Engineer in my Commission who is posted in the Water Sector, others in the Public Infrastructure and one, the same maintenance of building, it is one of the same which falls under the Public Infrastructure. They can be in the Water Sector but yet they are doing the work in the maintenance of the building. As long as the work is being done, that is the problem because it is one and the same Commission.

Mrs Agathe: The Item Painter has increased from two to six but the sum is in decreased. Can the Deputy Chief Commissioner, please explain?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, it has moved from Rs 1,710,000 to Rs 543,000, the decreased in provision is due to retirement of two officers. The provision will be sufficient. There has been retirement of two officers from that post.

Mr Volbert: Same item Burial Ground Attendant (Rodrigues on Roster), 14 in post for 2020 and 21 funded for 2020/21 but the amount has been decreased from Rs 3,215,000 to Rs 2,949,000?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, it is due to fact that one employee has retired. One has passed away and one employee appointed Stockman during financial year 2019/20. So, the provision will be enough to meet increment during the financial year.

The Deputy Chairperson: 37?

Mr Volbert: Item 22060.001: Maintenance - Buildings – page 37. The estimates for 2019/20 – Rs 3.3 m. and for 2021 – Rs 3.3 m. Can we know the number of buildings that will be in maintenance?

The Deputy Chief Commissioner: The question is number of buildings, so there is a Rs 3.3 m. provision which has remained the same. That provision, it is made for general repairs and maintenance of buildings of the Commission. But the building relates to quarters, of course.

Mr Von-Mally: The Item 31: Construction of Markets in villages – the last item. Can we have an idea how many of these markets will be built and where?

The Deputy Chief Commissioner: In fact, we have almost completed the market of Grand La Fouche Corail, if I remember well, the handing over is being done today itself. The handing over of the market is being done tomorrow. So, the Rs 1.6 m. it is meant for retention money for the market at Grand La Fouche Corail and for the upgrading of La Ferme.

The Deputy Chairperson: 38 ?

Mr Volbert: Item 21110.001: Automobile Electronics Technician. No person available in post 2020 and funded one in 2020/21 but there was sum of Rs 165 m. for 2019/2020 and Rs 14,000 in 2020/21, can we have some explanation?

The Deputy Chief Commissioner: Nobody was in fact in post, is not in post as at now. So, there has been a funded provision one and it is moving from 165 to 14. So, the provision has been made for the payment of increment only upon the filling of the vacancy.

Mr Perrine: Can I have one question. Item 21110.001, there is two questions. Mechanical Engineer/Senior Mechanical Engineer and Mechanical Workshop Superintendent, there is no one in post. Can the Deputy Chief Commissioner give us some explanations?

The Deputy Chief Commissioner: This means Mechanical Engineer/Senior Mechanical Engineer, no one is in post and there is no provision also for... this is for financial year, the ongoing financial year? There is no fund available for next financial year? This is the question? In view of COVID-19 pandemic, it has been decided that the posts will not be filled. Why? Yes, I can understand. The directive of the Ministry for Finance, is that we have to restrict the number of post in order to curtail expenses. This is the general directives to Rodrigues Regional Assembly as well to all Ministries in Mauritius. So, we are forced under this directive to freeze that post for the time being. We had to freeze it. I have not been provided with the required fund.

The Minority Leader: Mr Deputy Chairperson, I would like ask the Deputy Chief Commissioner out of these posts, these grades, so who is the one who is the examiner at the Mechanical Workshop for fitness? So, can we know?

The Deputy Chief Commissioner: Normally, as regards to the Examiner, we have an Examiner coming from Mauritius, from the NTA. So, they come here I think, a shift of one year and every year the NTA send us an Examiner under the shift system.

The Minority Leader: So, under this item there is no provision for allowances and so on?

The Deputy Chief Commissioner: If there are any allowances to be paid, this is going to be paid under the item Allowances. I think there should be an item Allowances. It will include. Of course, there should be allowances for any officer who come from Mauritius and who has to be paid additional provisions, it is paid under the item vote Allowances. Just as the case of the Chief Commissioner.

The Minority Leader: The point is that, we always have difficulty when, for example, the Examiner is not in Rodrigues. So, what can be done in the meantime? And, who is the one who examines the vehicles when the Examiner is not in post or is on leave or has left Rodrigues?

The Deputy Chief Commissioner: The fact is; the Examiner is in post for one year. Normally, shift system. And, it may happen that he has to go to Mauritius because of family issues or even it can be for innless matters. As far as I remember, whenever such thing happen it is the officer in charge of the NTA who takes over at the Mechanical Workshop for the performance of his duties.

Mrs Agathe: One question, please. Chief Mechanic, no one in post for 2020 but there is a sum which was allocated.

The Deputy Chief Commissioner: Chief Mechanic. One, there was nobody in post, one is funded for 2020/21, there was a provision of Rs 9,000 and now it has moved to Rs 21,000. So, provision has been made to fill the vacancy and the provision has been made for the payment of increment payable only.

The Deputy Chairperson: 39?

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson, may I ask the Deputy Chief Commissioner, with regard to item vote 20060.004: Maintenance of Vehicles. I see the sum of Rs 7.5 m. has

decreased to Rs 7.3 m. Can the Deputy Chief Commissioner give us more details of the number of vehicles concerned and why this sum has decreased?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, there has been a decreased. This is the question, why is there a decreased and number of vehicles. You will remember, Mr Deputy Chairperson, that in the budget speech of the Chief Commissioner, he has announced the setting up of a fleet management system. A fleet management system, so if we project to improve our control as regards to the use, there should be and we all know that there is abused on the use of government vehicles. This is a fact and this has to be stopped. So, in line with this in mind, we are expecting, of course, to have a decreased in the amount that has been used up to now for this item vote. As regards, to the figures, I do not have it in hand as such but if the Member needs it, there is no issue for me to table it or to give him a copy of all the number of vehicles which are owned by the Rodrigues Regional Assembly. Yes, and it can be done per Commission also.

The Deputy Chairperson: We have five minutes for this item.

The Minority Leader: The vehicles. This sum is for maintenance of all vehicles of the RRA, is it not?

The Deputy Chief Commissioner: You mean, whether it is by Commission who undergo all the..

The Minority Leader: Maintenance of all vehicles.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, it falls under the ambit of my Commission.

The Minority Leader: And, what about because we have seen that some Commission rent vehicles. So, what about the delay? We see that at times, I was there, I know, at times there are delays in the reparation of vehicles. Yes, the repairs. So, what is being done to expedite matters concerning the repairs of the vehicles? Will this sum be sufficient?

The Deputy Chief Commissioner: It may be and it could be that there are some spare parts which are not available in Rodrigues, itself. There are some spare parts which have to be brought at international level from international markets and, of course, depending upon the price, sometimes you cannot just go and looked at a request of supplier to provide you with the spare part. So, you have to go through all the tender document. If it cost more than X sum as per the Procurement Act, so of course, it takes times. But as regards, to vehicles which are hired

by other Commissions this does not fall under my Commission, it falls under the Commission's concerned.

Mr Volbert: Item 22060: Maintenance 001 – Maintenance of Buildings. There is only Rs 7,000 earmarked. *Peut-on savoir quels sont les bâtiments concernés ? Il y a que Rs 7,000 ?*

The Deputy Chief Commissioner: The question was answered. It was answered, it was asked by respected Member Augustin. It relates to quarters that are under the aegis of my Commission.

The Deputy Chairperson: Page 40, 41, 42?

The Minority Leader: Yes, as regards to Item 211110 – 25500.002: Bus Modernisation Scheme. So, can the Commissioner explain what will the figure be used for and how many buses are concerned with?

The Deputy Chief Commissioner: Normally, we have projected to renew the fleet of vehicles under the scheme and if you want to have the information, it is in the annex that has been provided to you. If you refer to page 3 of the annex, you will note that for the different types of buses, conventional or bus hybrid what are the value that is to be paid to the different owners. So, I think that here we have a provision of Rs 7 m, so we think of renewing at least seven buses for this. It is about Rs 1 m. per bus. Normally, Rs 1 m. per bus.

Mr Volbert: Item 21111.200: Staff Welfare. *Je vois qu'il y a que Rs 1,000. Peut-on savoir combien de staff concerner ?*

The Deputy Chief Commissioner: I think that this form part of the sacrifice that we are going to make. So, there will be no... we used to have a get together, I think at the end. But this is for major minor matters. What is the value for one staff? Yes, it is seven staff.

The Deputy Chairperson: Time is over for this vote.

Vote 3-1: Deputy Chief Commissioner's Office (Rs 476,277.000) was, on question put, agreed to.

Vote 4-1: Commission for Women's Affairs, Family Welfare, Child Development, Industrial Development, Information and Communication Technology, Vocational Training, Cooperatives, Trade, Commerce and Licensing and Prisons and Reforms Institutions was called.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: That there are 30 minutes for each vote. You have to follow carefully. Be careful.

(Interruptions)

The Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, I beg to move that the vote 4-1: Commission for Women's Affairs, Family Welfare, Child Development, Industrial Development, Information and Communication Technology, Vocational, Training, Cooperatives, Trade, Commerce and Licensing and Prisons and Reforms Institutions is amended as per amendments circulated.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

The Deputy Chairperson: Page 52?

Mr Volbert: Item Vote 21110.001: Administrative Officer (Personal). *Il y a* one post in 2020 and one is earmarked in 2021 but there is no provision made for 2019/20 and provision for Rs 755,000 for 2020/21, can I have some explanation?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: In fact, this provision is made in favour of one officer in substantive post as Administrative Officer (Personal) but now acting as Departmental Head.

Mr Volbert: Tradesman Assistant, same item. Tradesman Assistant, two posts in 2020 and two posts earmarked for 2020/21 but still no provision for 2019/20 and the sum of Rs 278,000 earmarked for 2020/21?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: This provision is made for the next financial year for the payment of salary and increment in January 2021 for two Tradesman Assistants newly posted to the Commission.

Mr Perrine: Social Worker, Rodrigues Regional Assembly, I see the sum of Rs 386,000 earmarked for the year 2020/21, can the Commissioner give details about this item?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: In fact, the two Social Workers that were posted at my Commission have been transferred to the Commission for Education.

Mr Volbert: Same item – Psychologist, no post in 2020 and no sum funded for 2020/21 but still there is a sum of Rs 158,000?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: This provision has been made for the payment of salary and increment in January 2021 of one Family Counselling Officer who has been assigned the duties of Psychologist under Item 21110.001 Basic Salary – Family Counselling Officer.

The Deputy Chairperson: 53?

Mr Félicité: Item No. 22900.939: Parental Empowerment Programme/Single Mother. So, can I know from the Commissioner, can she give details on this particular item?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: What is the question, please?

Mr Félicité: Can you give details on this particular item?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: So, in this item vote, we cater for expenses related to Child Mentoring and Child Mentor. We cater also for the International Day of African Child for the International Day of Families, Foster Parents, Universal Children's Day and also for activities related to children and women victim of violence.

Mr Von-Mally: Item 22.001, again Electricity. I see that there is a reduction in the estimates. Can we know whether you have put for voltaic panels what has happened?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: En effet, M. le Vice-président, comme pour toutes les commissions, il nous a fallu voir comment faire des sacrifices et dans ce sens-là on a discuté, on a vu que cette année on va commencer à remplacer les bulb qu'on a par les LED, ce qui fait qu'on prévoit d'économiser donc un peu plus d'argent pour l'électricité.

Mr Von-Mally: For the item number 22900.938: Training Scheme for Women. Can we be enlightened on that, please?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: The estimates for this financial year was used to cater for expenses related to the training of women and families. So, for this year, no provision has been made for the next financial year as all activities related to training for women will be catered under item Promotion of Women Development and Family Welfare.

Mrs Agathe: Item 22120.027: Crèche Scheme, can we have more explanation about this scheme?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Pendant l'année financière en cours on a utilisé cette provision budgétaire pour la formation des personnes qui ont des garderies et l'année financière 2020/21, on va utiliser cette argent pour les accompagner pour avoir des meilleurs encadrements, de donner un meilleur encadrement pour nos enfants.

Mr Félicité: item 22900.002: Accommodation Cost. Il y a une augmentation de Rs 25,000, peut-on savoir un peu plus sur le Accommodation cost?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Provision is made for the next financial year to cater for board and lodging for officers and officials on mission in Mauritius.

The Deputy Chairperson: 54, yes?

The Minority Leader: 27210.007: Assistant to Family in Distress. Can we know what about distresses are concerned under this item? Can the Commissioner enumerate all the family distresses that we encounter here in Rodrigues?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Provision made for this financial year and next financial year to cater for assistance to family in distress on a case to case basis, such as, setting up of small income generating activities, families who lost a child on whom they were dependent, victims of domestic violence, food aid, for also the bread earner of the family who, for example, we have had in the past, if a father who is the only bread earner and he passed away, so we cater for assistance for the women in distress.

Mr Augustin: Acquisition of Non-Financial Assets – 31112.815 – Family Training Centre, we have an estimates for 2020 – 2.6 and for 2021 – 1.9. can we have more information on this item?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Provision made for the renovation of the Integrated Family Centre, for the upgrading works at Foyer Marie Madeleine de La Croix and for fencing and upgrading works at the Transit Home at Baladirou.

The Deputy Chairperson: 55?

Mr Félicité: Item No. 28212.021: Support to Handicraft Sector – can I know from the Commissioner how they supported the handicraft sector with the amount of Rs 300,000?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Estimates were used during this financial year to organise fairs in collaboration with SME Mauritius and other events, such as, fête du pain and Salon des Entreprises and others. Provision made for the next financial year to cater for expenses associated with the organization of Marché Solidaire in collaboration with SME Mauritius and RTMC. Additional funds with this Marché Solidaire will be provided under the COVID-19 Relief Support Scheme in favour of the handicrafts.

Mr Von-Mally: Item 31.818: Incubators for Entrepreneurs and Construction of “La Maison de l’Entreprise et des Cooperatives”. Can we know where this “Maison de l’Entreprise et des Cooperatives” will be built?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: So, in fact, it exists already. It is the new cooperative building in the same complex as SME Mauritius.

Mr Félicité: Item No. 28212.022: Support to Small and Medium Enterprises, can I know the number of enterprise and their activities?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: I do not have at hand the number of enterprises but we know that in Rodrigues in general enterprises are mostly in the field of Handicraft Sector and Agro-processing Sector.

Mrs Agathe: Item 28212.030: Implement Family Farming Project, how many projects have been implemented, yet?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: For this also, I do not have the exact number but we are in the past been collaborated with ‘Le Centre Frère Remi’ and also with the help of two officers of Agriculture posted at our Commission we have been accompanying beneficiaries of such projects to mount more agricultural projects, such as, garden, family garden or rearing of poultry.

Mr Augustin: Item 28212.022: Support to Small and Medium Enterprises, the estimates have remained the same. Can we know the support for the small enterprises?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Estimates for this financial year was used to support SMEs in poultry and also to help... it was used for remuneration of resource persons in respect of training, capacity building programmes for entrepreneurs and also to consolidate businesses and we have also had some provision for writing up of business plan where we give a support to entrepreneurs.

Mr Volbert: Item 28212.024: Bringing Technology to SME’s. *Peut-on savoir quels sont les SMEs concernées?*

Mrs Gaspard Pierre-Louis: En effet, M. le Vice-président, durant les deux précédentes années on avait choisi par rapport au demande des entrepreneurs on avait choisi de focaliser sur des secteurs spécifiques. Pendant une année on s’est focalisé sur *pastry*, deuxième année ensuite on a travaillé avec ceux qui sont engagés dans la floriculture et cette année on sait dit qu’on va essayer d’aider d’autres entreprises un petit peu en général qui sont

dans le besoin et qui veulent avoir un support pour avoir de nouveau équipement dans leurs entreprises.

The Deputy Chairperson: 56 ?

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, I would like the Commissioner to enlighten the House on the item 22120.029: Fees – Service Fee to Cable Bandwith, this sum to whom, this Rs 85,000 m. has been paid and what are the condition attached to this sum of money?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: En effet, M. le Vice-président, cette provision est faite par rapport au câble MARS. Comme vous le savez déjà on a besoin de payer, donc on paye *quarterly* à Mauritius Telecom pour la bande passante sur le câble MARS et ce qui se passe c'est que quand un opérateur a besoin d'avoir de la connectivité sur la bande passante, une application est faite à la commission de l'Informatique et c'est à la commission de donner l'instruction à Mauritius Telecom qui détient le NOC (Network Operating Centre) et qui va allouer la bande passante à l'opérateur en question. Et, cette argent, bien sûr est payé, ce montant-là, cette provision c'est pour payer cette bande passante.

Mr Perrine: La bande passante ... Mauritius Telecom ?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Oui, M. le Vice-président, puisque je l'ai dit ici plusieurs fois, la pose du câble entre Rodrigues et Maurice a été financé par Mauritius Telecom et c'est le gouvernement maintenant qui fait le *pay back*. Donc, on le fait mais aussi je dois le préciser, l'opérateur qui demande de la bande passante auprès de la commission, qui donne l'instruction à la Mauritius Telecom pour l'allocation de cette bande passante, cet opérateur doit payer pour cette bande passante qu'il demande. Et, ce paiement va à Mauritius Telecom. Si par exemple, on a besoin de payer Rs 5,000 à Mauritius Telecom pour l'allocation pour cette bande passante et que cet opérateur va payer Rs 2,000, nous on a besoin de rembourser Rs 3,000, d'ajouter Rs 3,000, *top up* sur le montant. Donc, c'est comme ça que ça se passe. C'est-à-dire, qu'on aura une revenue et je suis contente d'annoncer aussi que sur ce mode d'opération dans cinq ans on sera déjà profitable par rapport au câble.

Mr Félicité: Under the same item, so can I know from the Commissioner for how many years are we going to pay this sum Rs 85 m?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: C'est sur une durée de 20 ans.

The Deputy Chairperson: 57 ?

Mr Volbert: Item 22900.988: Learning corner in villages. *La somme a diminué* from Rs 200,000 to Rs 180,000. *Peut-on savoir pourquoi et quels sont ces villages concerner ?*

Mrs Gaspard Pierre-Louis: En effet, cette année ont a donné des nouveaux projets sous le *Learning Corner in Villages* et ce qui fait que je pense on est arrivé à au moins une trentaine de villages actuellement sous ce projet. Et, on a décidé aussi qu'au lieu de donner à ces centres de la connectivité 24 heure sur 24, on va essayer de réduire, c'est-à-dire, on va contrôler le nombre d'heures, d'accès à l'internet, qui fait que ça va nous aider à réduire cette allocation mensuelle dédié pour ce paiement.

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, 22900.976: Info tech, there has been a sum of Rs 500,000 for last year and for this year and above we do not have any sum. Can the Commissioner explain?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Oui, M. le Vice-président, comme vous le savez, c'est une activité qu'on organise chaque année le mois d'aout et que comme cette année avec le prévalence du COVID-19, il n'y aura pas des grosses activités et pour le mois d'aout on ne sera prêt pour organiser cette activité, c'est pour cela qu'il n'y a pas eu de provision cette année.

The Deputy Chairperson: 58, 59 ?

Mr Von-Mally: Item 22060: Research Grand Scheme. Can we be enlightened on that, please?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Provision made to finance the salaries of two Research Assistants recruited by the MRC Rodrigues Branch to work on research projects implemented in Rodrigues and financed by the international agencies and MRC office, Mauritius.

Mr Félicité: Item 22900.961: Training Courses in Agriculture. I see that the amount has doubled. Can the Commissioner enlighten us on this item?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: En effet, M. le Vice-président, c'est en ligne avec notre politique pour consolider la compétence de nos jeunes en vue de devenir des entrepreneurs agricoles. Cette année ce budget fait provision pour un batch de BPA avec le Lycée Agricole de St. Joseph, le Brevet Professionnel Agricole, c'est-à-dire, pour devenir des entrepreneurs agricoles et un batch de KAPA pour devenir des ouvriers agricoles.

Mr Volbert: Item 22900.971: Research Grand Scheme. Je vois que ça a baisé par Rs 50,000, peut-on savoir quels sont ces *research* concerner, quels genres de recherche ?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: En effet, je viens répondre à cette question. Bon, par rapport au *trend of expenditure*, le montant qu'on a prévu ici sera suffisant pour ce projet. Et, les recherches, par exemple, cette année il y avait une recherche, récemment il y avait une recherche sur le *piquant loulou*, donc entre autre, comment faire des meubles. Donc, ce sont ces projets qui ont été financé.

Mr Volbert: Item 22900.926: Technical and Vocational Training. For estimates 2019/20, it was Rs 800,000 and now 2020/21 Rs 7 m. Can you give us information about this increase?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: En effet, dans le budget le Chef Commissaire aussi a parlé de l'opérationnalisation du centre de Citron Donis en collaboration avec le polytechnique Mauritius. Donc, cette provision est faite dans le cadre de cette collaboration pour la mise en œuvre de ce projet.

Mr Félicité: Item 28212.033: Rodrigues Skill Development Programme. Can the Commissioner enlighten us on this programme?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Sous cette provision, cette année on a fait des formations dans le secteur de la construction pour donner plus de capacité à ces ouvriers. Pour l'année financière 2020/21, on va utiliser cette provision budgétaire pour la formation de nos jeunes entrepreneurs et on va aussi utiliser une partie du fond de COVID-19 Relief Support Scheme pour le développement des compétences de nos jeunes dans le domaine de l'entreprenariat.

Mr Volbert: Item 22070: Cleaning Services - .006: Cleaning of office premises. *Je vois qu'il y a la somme de Rs 190,000 éjectait l'année dernière et cette année-ci, prochain année financière c'est Rs 284,000. Est-ce que ce sont les General Worker qui sont concernés pour ce cleaning ?*

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Provision made to cater for the cleaning of toilets by a contractor on a daily-basis for one year.

The Deputy Chairperson: Page 60, 61?

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, item 26313.131; .132; .146 – I see that item .132: Young Farmers Cooperative, there is a sum of Rs 75,000 allocated to them and at item .146 there is a Support to Cooperative Societies, Rs 700,000 whereas the Young Farmers Cooperative Societies is a society, a cooperative society and for the .131: FACER – Rs 100,000 is being allocated to them, can you explain why this is so?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: En effet, M. le Vice-président, comme c'est bien dit le Young Farmers Cooperatives, cette provision budgétaire est fait pour accompagner les jeunes coopérateurs dans le domaine de l'agriculture ou de l'élevage, c'est bien spécifique. Par contre, pour le Support to Cooperatives, on a utilisé cette année ce montant pour aider la coopérative Redwood, on leur a donné un *grant* pour qu'ils achètent un équipement qu'ils vont utiliser pour le secteur en général. Et puis, on utilise aussi ce fond pour la visite des auditeurs, pour la commémoration du Cooperative Day ainsi aussi que cette année on a donné une aide financière à la Cooperative Avirode et Rivière Coco Food Processing. Pendant l'année 2020/21, on va accompagner les coopérateurs désireux de faire des plantules de limon.

Mr Perrine: Il y a une question que vous n'avez pas répondu le 131? Rs 100,000...

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Ce *grant* est donné à la FACER chaque année pour le *management et operating cost and for the running of the office*.

Mr Volbert: Item 26313: Contribution to Local Organisation. Je vois qu'il y a une baisse de Rs 1.7 millions à Rs 1.4 millions ? Peut-on savoir pourquoi, parce que je pense que le Local Organisation sont restées les mêmes.

Mrs Gaspard Pierre-Louis: Oui, en effet, M. le Vice-président, comme la directive a été donné pour re-prioriser le projet et surtout aussi par rapport à la réduction du budget de 10%, donc il nous a fallu voir comment faire pour *curtail down* nos dépenses et nous prévoyons qu'avec ce montant on va pouvoir aider quand même les coopératives existants.

The Deputy Chairperson: 62, 63, 64 ?

Mr Augustin: 63 – Prisons Officer Grade 1 (Personal). We see in post in 2020 and in the estimates there is nothing for this post. Can the Commissioner explain?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: No provision has been made as the post will be phased out upon promotion of Principal Prisons Officer Grande I to the rank ASP very soon.

The Deputy Chairperson: 64? 65?

Mr Volbert: Item 21110.001 – je vois qu'il y a rien pour le Officer Rehabilitation Youth Centre et Trainee Officer Rehabilitation Youth Centre, quoi qu'on a le Rehabilitation Youth Centre ici. Peut-on avoir un peu plus d'information ?

Mrs Gaspard Pierre-Louis: En effet, M. le Vice-président, pour l'instant le RYC est en opération et puisque quand même, même si c'est vrai on aurait voulu avoir le poste Trainee and Officer for the Rehabilitation Youth Centre, en ligne avec la directive du Civil Service to

stop recruitment, donc par rapport à la situation causé par le COVID-19, donc on a dû faire des sacrifices nous aussi et malheureusement cette année on ne va pas pouvoir recruter ces deux grades.

The Deputy Chairperson: 66 ?

Vote 4-1: : Commission for Women's Affairs, Family Welfare, Child Development, Industrial Development, Information and Communication Technology, Vocational Training, Cooperatives, Trade, Commerce and Licensing and Prisons and Reforms Institutions (Rs 240,278,000) was, on question put, agreed to.

Vote 5-1 Commission for Health, Community Development, Fire Services, Meteorological Services, Judicial Services and Civil Status was called.

The Deputy Chairperson: Page 70.

Mr Grandcourt: Yes, can we know why there is no Higher Executive Officer at the Commission?

Mr Roussety: This post has been abolished at the Commission.

Mr Grandcourt: Why is it on the...

Mr Roussety: Yes, it is not funded.

(Interruptions)

Mr Grandcourt: I put the question why is it... There is no post, not funded. Why have you put some Rs460000 in the Item?

Mr Roussety: This spot...

Mr Grandcourt: Please, sit down. I am still on my feet. Thank you.

Mr Roussety: This has been transferred to other Commission.

Mr Grandcourt: Can we know which Commission, Mr Deputy Chairperson? Which Commission? To other Commission or Item?

Mr Roussety: Has been transferred to the Commission of Education.

Mr Grandcourt: Can we know under which Item it has been transferred?

Mr Roussety: This question should be asked to the Departmental Head, Commission for Education.

Mr Grandcourt: I cannot consider this answer as being stupid but okay.

The Deputy Chairperson: 71.

Mr Grandcourt: Yes. Item 22030: Rent. Rental of Building. So, can the Chief Commissioner... Sorry, can the Commissioner explain this change in figure and which buildings are being rented under this Item?

Mr Roussety: You mean the Vote Item 22030001? This decrease in provision, since the arrangement of rental for building for.... has not been finalised but we are continuing to search for another building.

Mr Grandcourt: Can we know which building or buildings are we talking about?

Mr Roussety: It is a private building.

Mr Grandcourt: So, can we know where the private building is?

Mr Roussety: It should be near the hospital.

Mr Grandcourt: Can we know about the number of private building? To envi continue? *Mo continué, moi, ein. To pe koze nimport, to répone bane réponse soz la.* Can we know... I am sorry. Can we know how many buildings are we talking about?

(Interruptions)

Mr Roussety: Only one building, Mr Deputy Chairperson.

Mr Volbert: Item 22030.003 Rental of Vehicles. Il y a la somme de Rs2 millions. Peut-on savoir combien de véhicules concernés ?

Mr Roussety: This increase in provision is due for the rental of two 4x4 for conveyance of specialists, one minibus for conveyance of staff, patient for dialysis, discharge of patient, lorries for conveyance of wastes from different dispensaries to QEH for incinerators and conveyance of water for dialysis unit.

Mr Volbert: Est-ce que ça a été *contract out* ou on a choisi comme ça par hasard?

Mr Roussety: This has been contracted out.

Mr Volbert: How many proprietors are involved?

Mr Roussety: Four, Mr Deputy Chairperson.

Mr Grandcourt: Yes, can we know from the Commissioner the details about the number of vehicles per category involved under this Item and the sum per day, per category per day?

Mr Roussety: I need notice of this question, Mr Deputy Chairperson, Sir. I have not the...

Mr Grandcourt: This is about... We are at Committee Stage! It is... Rental of Vehicle, he has just told us all the categories. You know about the categories; you do not know about the number? You know how much money is being paid per day? *Eh ou la!* I will wait for the answer.

Mr Roussety: For the numbers, I have already answered.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Commissioner, are you going to give an answer to this question?

Mr Roussety: No, I have already answered and I have asked that I need notice of the question.

The Deputy Chairperson: Next question, please.

(Interruptions)

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson, this is not correct! We are still at Committee Stage. We need to have figures here for us to know what direction are you taking.

(Interruptions)

Mr Roussety: Two 4x4 for conveyance of specialists, Rs 1500 per vehicle. For the minibus – Rs 2100 per day and for the lorry and water lorry – Rs 1800 per day.

(Interruptions)

Mr Grandcourt: So, is he contemplating to buy vehicles instead of hiring?

Mr Roussety: Yes, Mr Deputy Chairperson.

Mr Grandcourt: So, can we know how mini vehicles he intending to buy, his Commission is intending to buy?

Mr Roussety: The item of buying vehicles is found under the purview of the Chief Commissioner's Office, the Central Administration.

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson. Can we make a plea to the Commissioner to see with the Chief Commissioner's Office to see to it that this issue is being taken urgently with regard to the budget speech of the Chief Commissioner?

Mr Roussety: Yes, Mr Deputy Chairperson.

Mr Volbert: Mr Deputy Chairperson, peut-on savoir combien de véhicule la Commission de la santé a fait acquisition pour les deux dernières années?

Mr Roussety: I have no information at hand but however, contract has been awarded for the purchase of one ambulance. Delivery is expected by August/September 2020.

Mr Volbert: Deputy Chairperson, peut-on savoir du Commissaire combine de vehicules, combine d'ambulances sont en panne actuellement?

Mr Roussety: Mr Deputy Chairperson, I need notice of the question. I have to look at the Mechanical Workshop.

Mr Grandcourt: Mr Deputy Chairperson, the thing is that we are here to have answers. I do not think we have hundreds of ambulances in Rodrigues. We have, I think, I do not know, less than 10, I suppose. This is quite easy. The officers are here. So, this is not a proper answer. I think he has to know how many ambulances are broken down. So, I will put the question. I will humbly put the question once again to ask him how many ambulances are not in good working condition of broken down as at now.

Mr Roussety: Once again, Mr Deputy Chairperson, I suppose that this question should be put well in advance so I have to look after these vehicles at the Mechanical Workshop. I need notice of the question.

Mr Grandcourt: Okay. Pending he gets the answer, I will put another question. I put another question. Mr Deputy Chairperson, there are 4x4. So, I would like to ask him whether he is aware that these 4x4 are being used to convey patients. For example, at the Area Health Centre of La Ferme.

Mr Roussety: Mr Deputy Chairperson, the answer that I am going to give, it is about six ambulances are in a state of breakdown at the Mechanical Workshop. It is about.

Mr Grandcourt: So, can we know from the Commissioner... This is the answer, we know the officers, they are doing their job correctly but unfortunately, we are not satisfied with the way the Commissioner is answering questions. So, I want to ask him what are the nature, what are the causes of breakdown of these ambulances. Can he enumerate the causes of breakdown? Because... I will continue pending we get the answer. Why is it that the ambulances have not yet been repaired?

(Interruptions)

Mr Roussety: I do not have the answer, the information. We will ask a report from the Officer, Mechanical Workshop.

Mr Grandcourt: Okay. He always does not have the answer. So, Item 26313.002: Agent de santé. So, can he tell us how many Agent de santé are concerned with this figure and how much money is being paid per Agent de santé and how it is being paid to them?

Mr Roussety: Mr Deputy Chairperson, provision is made for payment of a monthly stipend to Community Health Agent. Number of Agent de santé – 100 and Rs 3000 per month.

Mrs Agathe: I would like to ask an additional question to the Commissioner. Since the money is there, can he do his best so that the Agent de santé soit payé à temps? Parce que ces personnes-là, elles se fatiguent... Je ne sais pas s'il y a des hommes. Ces personnes-là travaillent beaucoup et bien souvent, elles ont ce *stipend*-là bien en retard.

Mr Roussety: Mr Deputy Chairperson, les Agents de santé sont payées upon submission of reports. They are paid upon submission of reports by their zone leaders but up to now, as I know, there is no long delay to that they have their stipend.

Mr Grandcourt: There is no long delay but as my friend just said, there are still delays. So, what can he do to remedy this situation?

Mr Roussety: They should submit the report in time. Then, they will have their stipend at time.

Mrs Agathe: One additional question, Mr Deputy Chairperson. C'est que pour donner ce rapport-là, qui donne le rapport ? Parce que nous avons, moi, j'ai cru avoir entendu que la personne qui est en charge de la communauté villageoise doit signer un papier et puis, soumettre ça, aller, aller, aller. Mais si ces personnes-là travaillent, pourquoi à chaque fois, il faut soumettre un rapport ? Parce que la personne qui signe ce rapport-là ne les accompagne même pas sur le terrain, ne sait pas où ces personnes-là vont et elles travaillent.

Mr Roussety: Nous allons voir si on va revoir les procédures mais ce que je sais, c'est que les zones leaders qui sont responsables des agents de santé dans leurs zones et ils apportent leurs rapports au Social Welfare Officer qui fait le travail pour qu'elles soient payées à temps.

Mr Félicité: On same. Yes, you just mentioned zone leaders. So, can we know how many zone leaders are there?

Mr Roussety: There are six zone leaders.

Mr Grandcourt: Monsieur le vice-président, le Commissaire a dit qu'on va voir si on va revoir. On va voir si on va revoir les ça... Qui c'est qui est plus apte à être précis à répondre dans cette Assemblée? Est-ce qu'il va revoir, oui ou non? Ou bien il va voir s'il va revoir?

Mr Roussety: On va revoir.

Mr Perrine: Yes, Mr Deputy Chairperson, Item 22900.002 : Accommodation Cost. The fund has been raised from Rs 6,500,000 to Rs 9,270,000. Can the Commissioner give us details on this accommodation cost?

Mr Roussety: Provision is made to cater expenditure in connection with payments of hotel expenses for specialists, doctors on short mission tour of service in Rodrigues and pending quarters are made available to them and officers proceeding on mission to Mauritius.

Mr Volbert: Yes, Item...

The Deputy Chairperson: 10 minutes left.

Mr Volbert: Soon?

The Deputy Chairperson: 10 minutes.

Mr Volbert: Item 22900.950: Conferences and Seminars. Peut-on savoir, il y a une baisse from 125000 to 50000, peut-on savoir où ces conférences ont lieu et si c'est local ou si c'est à l'extérieur ?

Mr Roussety: The decrease in provision is according to national policy to reduce recurrent expenditure in connection with Covid-19. These conferences will be held in Rodrigues.

The Deputy Chairperson: 72.

Mr Volbert: Item 31113.014: Health Infrastructure Development Project. Je vois qu'il y a la somme de Rs37 millions pour 2019/2020 et ça a réduit en Rs32 304 000. Can we have details, status and amount of expenditure?

Mr Roussety: Mr Deputy Chairperson, the list of project and the Item 31113014 Health Infrastructure Development Project Rs 32,304,000 first, it is for the extension of La Ferme Area Health Centre including construction of handrail and staircase to access first floor at the La Ferme Area Health Centre – Rs 1.2 M. Renovation of first floor at Queen Elizabeth Hospital Rs 406,000 , upgrading of electrical network at Queen Elizabeth Hospital – Rs 507,000, new community health centre at Oyster Bay – Rs 2 M, new chirurgic equipment at Queen Elizabeth

Hospital – Rs 2.8 M, innovation of Haemodialysis Unit, first floor – Rs 1,500,000, consultancy for construction of a modern hospital at Queen Elizabeth Hospital – Rs 4 M, partitioning of office – Rs 365,000, extension of La Ferme Area Health Centre Phase III – Rs 1 M, construction of the medical waste incinerators – Rs 2 M, innovation of three wards including toilets and inward kitchen at Zita Jean Louis Area Health Centre – Rs 2 M, setting up of a new operating theatre at the maternity block at Queen Elizabeth – Rs 2,500,000, upgrading of new community health centre at Roche Bon Dieu – Rs 1 M, Rivière Cocos – Rs 2 M, Port Sud-Est – Rs 3 M, innovation of works at Queen Elizabeth Hospital, Phase II partitioning at new laboratory – Rs 2,226,000, upgrading of works at ward Queen Elizabeth Hospital – Rs 500,000, construction of a new modern hospital – Rs 2 M, extension of ICU – Rs 800,000, upgrading and rehabilitation of CRAC Anti-Drug Unit at Mont Lubin – Rs 500,000.

Mr Volbert: Toujours l'Item 31113.014, Oyster Bay Health Centre, est-ce qu'il y a du retard sur ce projet ou le projet est déjà complété?

Mr Roussety: Il y a eu du retard sur le projet et on a dû terminer le contrat du contracteur.

Mr Volbert: Peut-on savoir si le *liquidated damage* a été appliqué vu qu'il y avait du retard sur ce projet?

Mr Roussety: Oui, *liquidated damage* doit être appliqué sur ce projet.

(Interruptions)

Mr Roussety: Liquidated damage will be applied as condition of the contract. Awaiting certificate from Consultant. Maximum amount will be applied.

Mr Volbert: Can we know, peut-on savoir quelles sont les raisons avancées pour résilier le contrat du contracteur?

Mr Roussety: Il a pris trop de retard.

Mr Augustin: Yes, Mr Deputy Chairperson, Item No. 27210.008: Assistance to Patients needing Specialised Treatment. Can we know the number of patients involved and the sum/amount paid to date and secondly, there has been an increase from Rs 12 M to Rs 13 M, can the Commissioner give us detail about that?

Mr Roussety: Mr Deputy Chairperson, the increase is that more patients are being sent to Mauritius for specialised treatment.

Mr Augustin: This question was the number of patients involved in the 1920 estimates and the sum of money paid, the amount of money paid.

Mr Roussety: An average of 65 patients monthly has been sent to Mauritius last year and an expenditure of Rs 1,365,000 has been paid.

Mr Perrine: 73. Yes, Item 21110.001: Ward Manager (Male), Ward Manager (Female). It has been made to understand that these Ward Managers have been assigned duties since 2018 and may I know from the Commissioner without cost, without any extra enumeration, may I know from the Commissioner when these officers, these Ward Managers will be appointed?

Mr Roussety: Mr Deputy Chairperson, procedures already initiated for appointment of Ward Managers. The post has been funded, awaiting necessary approval from the PSC.

Mr Grandcourt: Yes, 75. Item 004: Allowances. Allowances being paid... earmarked for 2019/20 – Rs 68.4 M and for this financial year, Rs 70 M. So, we see that this figure is a very big figure. So, we want to know to whom these allowances are being paid and can he give a complete breakdown of this figure?

Mr Roussety: Mr Deputy Chairperson, provision made for the payment of on call allowances in attendance to specialist, night shift, public holidays, bank allowances, disturbance inducement allowance subsistence and out pocket allowance, responsibility and ad-hoc allowance etc. The increase in the approval estimate is due to the increase in salary.

Mr Félicité: Same Item but .005: Extra Assistance (Family Doctor). L'année dernière, il y avait une somme de Rs3 millions et cette année-ci, il n'y a rien pour le *Family Doctor*. Peut-on savoir plus?

Mr Roussety: Mr Deputy Chairperson, provision was made for the payment of doctors who were to be recruited on contract in connection with Family Doctor Project. Recruitment was not made during the year 2019/2020 as the scheme of service was not yet prescribed. Due to Covid-19 outbreak which has had a very profound negative impact on the public finance, the project is suspended until further notice.

Vote 5-1: Commission for Health, Community Development, Fire Services, Meteorological Services, Judicial Services and Civil Status (Rs 585,306,000) was, on question put, agreed to.

Vote 6-1: Commission for Social Security, Housing, Labour and Industrial Relations, Employment and Consumer Protection was called.

The Chief Commissioner: Mr Deputy Chairperson, I beg to move that Vote 6-1 Commission for Social Security, Housing, Labour and Industrial Relations, Employment and Consumer Protection is amended as per amendments circulated.

Question put and amendments agreed to.

The Deputy Chairperson: Page 88, 89.

Mr Volbert: Item 31112.821: Construction of Administrative Block at Mont Lubin. There is a sum of Rs 66.2 M in 2019/2020 and the sum has decreased to Rs 27.5 M for 2020/2021. Can I have details/status and amount of expenditure, please?

Mr Baptiste: So, the actual amount paid is Rs 89,466,000.

Mr Von-Mally: Item 31....

Mr Baptiste: Work is in progress, that is why we... This is the remaining balance. We are expecting for the next financial year.

Mr Von-Mally: The Item 31.827: Training Complex for the Disabled. Can we know where this will be situated, where it will be constructed?

Mr Baptiste: It will be mainly upgrading work to be carried out at MITD Le Chou for the installation of disabled-friendly infrastructure like toilets, corridors and entrance and ramp for wheelchair accesses and, there will also be procurement of kitchen equipment for Ile Michel Disabled Centre for training purposes.

The Deputy Chairperson: 90.

Mr Grandcourt: Still on the Item Construction of Administrative Block at Mont Lubin. Can the Commissioner tell us what is the main purpose of this building? What is the purpose of having this building and how many officers will there be in this building? So, can he give a brief description of this building?

Mr Baptiste: I think it is the name itself, means administrative block. So, for all administrative... Yes. For the administration of the social security, obviously, to house Commission for Social Security, Housing, Labour and Industrial Relations, Employment and Consumer Protection. Therefore, all the staff of the Commission will be transferred, will move to Mont Lubin. Because actually, we are hiring, we are renting building, yes.

The Deputy Chairperson: 90.

Mr Félicité: Item No. 22030.001: Rental of Building. I see that the amount for this year has increased. Can the Commissioner explain why?

Mr Baptiste: It is for payment of VAT to MHC.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Page 90. 22030001. We are waiting for the answer.

Mr Baptiste: The answer for Rental of Building, increase, it is related to VAT which was not included in the amount last year. So, for payment of VAT.

The Deputy Chairperson: Next question. 91.

Mr Volbert: Item 27210.009: Funeral Grant. Il y a la somme de Rs50 000 et puis, ça a réduit à Rs40 000. Peut-on savoir s'il y aura une baisse dans les mortalités?

Mr Baptiste: Funeral grant will be paid....basis. So, it is according to the trends but funeral grant related to beneficiaries of social aid, these are paid under the Item Social Safety Net.

Mr Grandcourt: Toujours à la page 91. Fees to Medical Board and Domiciliary Visits. On prenait le chiffre...

(Interruptions)

Mr Grandcourt: Item 22120001. Donc, ce qu'on veut savoir, on a vu le chiffre, c'est à Rs6 millions mais ce qu'on veut savoir, c'est que qui sont ces gens qui sont concernés par ces visites? Donc, il peut nous donner tous ces détails et par visite, combien est-ce qu'on paye le médecin et l'infirmier ou je ne sais pas quel officier qui l'accompagne?

Mr Baptiste: So, it is mainly for bedridden patients of all ages, all age groups. Rs 610 is paid per visit and for medical board, a fee of Rs 1,155 is paid per session of three hours. Normally, a maximum of 60 medical boards is done each year. *610 par visit.*

Mr Grandcourt: Je voudrais savoir, donc, la visite, on fait la visite, est-ce qu'on donne les soins? Est-ce que celui qui va visiter ces *bedridden patients*, est-ce qu'ils donnent des soins, est-ce qu'il y a des... Je ne sais pas, comment ça se passe? Est-ce qu'il peut nous décrire un petit peu comment ça se passe ? Parce que je vois ces Rs610, c'est quand même... Si la personne... On n'est pas contre ces personnes qui font ça là mais la personne fait 10 par jour. Donc, ça fait un chiffre et est-ce qu'il y a aussi un minimum ou bien un maximum que le

médecin peut... maximum de patients que le médecin peut aller visiter par jour? Comment ça se passe?

Mr Baptiste: Visit of patients, obviously, tester tension, diabète, consultation à domicile pour les personnes qui ne peuvent pas normalement aller à l'hôpital. Donc, this is a domiciliary service provided for bedridden patients and those who are severely handicapped. Donc, c'est comme une consultation normale. Au lieu de le faire à l'hôpital, it is done at home.

The Deputy Chairperson: Member Augustin.

Mr Baptiste: There is prescription also if need be.

Mr Augustin: Yes, Item 22900.985: Operation of Respite Care Centre. We have a provision for 2021 of Rs 3 M. Can we know this sum will cater for what?

Mr Baptiste: So, for operation of the Respite Care. So, for payment of salaries, for running costs, food items and all these, electricity...

Mr Grandcourt: Yes...

Mrs Agathe: Oui, Monsieur le vice-président, l'année dernière, il y avait Rs1 million. Ça n'a pas été en opération. Là, quand ça va être en opération parce qu'on a trop attendu. L'argent a été vote l'année dernière. Qu'est-ce qu'on a fait de cet argent? Rs1 million.

Mr Baptiste: Comme j'ai mentionné ce matin, M. le vice-président, donc, il y a déjà deux sœurs, des filles de Marie de l'île de la Réunion qui sont là. Les procédures pour les recrutements sont en cours et évidemment, on va dépenser l'argent. Donc, normalement, on avait prévu d'ouvrir le centre. Enfin, de recommencer à accueillir les résidents à partir du 14 avril mais malheureusement, à cause du Covid-19, on n'a pas pu le faire. L'inauguration officiel devrait se faire ce jeudi 07. Donc, on va attendre maintenant. On doit travailler avec les sœurs pour voir dépendant de la circonstance comment la situation évolue à Maurice parce que là, nous avons affaire à des personnes âgées, des personnes fragiles. Donc, là, je ne peux pas vous dire maintenant parce que nous avons prévu d'avoir une réunion la semaine prochaine avec les sœurs des filles de Marie.

Mr Grandcourt: M. le vice-président, ça fait longtemps qu'on entend le Commissaire dire des dates, des dates et des dates. Ça fait longtemps qu'on entend ça. Donc, j'espère que le centre va s'ouvrir un jour. Donc, je reviens sur cet item 22120001: Fees for Medical Board and Domiciliary Visits. Je n'ai pas eu la réponse tout à l'heure-là concernant le nombre de... le

maximum de visites qu'un médecin peut faire pendant une journée. Comment ça se fait? Comment est-ce qu'on contrôle ces visites?

Mr Baptiste: Bon, il n'y a pas vraiment un nombre exacte mais normalement, il y a un certain nombre de médecins qui travaille avec la Commission. Ce sont des médecins attachés à la Commission de la santé. *They work on a sessional basis and depending upon the number of cases, we divide it in a quite equitable way among the medical practionners.* Donc, parfois, ça peut être 40, 50. Ça dépend du nombre des patients et également du nombre des médecins.

Mr Félicité: Item No. 22900.935: Poverty Alleviation. So, can the Commissioner enlighten us on how this amount is used to help people's needs?

Mr Baptiste: So, normally, it is on a case-to-case basis for any kind of hardship. For example, we can help in terms of food aid, for shipping note, electricity connection fees, spectacles and other urgent cases such as fire victims. For those people who are not eligible under the assistance, under the social aid or UHR Scheme.

The Deputy Chairperson: 92, 93.

Mr Perrine: Item Capital Expenditure, 31113.012: Housing and Rehabilitation Programme. Can the Commissioner enlighten the House whether, *la maison des types* Trust-fund, *les dalles qui vont être mises sur ces maisons-là, si ça va être dans cet item-là, combien de maisons vont être touchées durant ce financial exercise* ? Can he inform us, please?

Mr Baptiste: Yes, it caters for upgrading of Trust-fund houses and we are expecting... 100 Trust-fund housing units.

Mr Volbert: Yes, Item 28212.012: Casting of Roof Slab Grant. Je vois qu'il y a une hausse de Rs5 millions à Rs7 millions. Peut-on savoir si le *grant* qui... s'il y a une hausse dans le *grant* ou s'il y a une hausse dans le nombre de cas des bénéficiaires?

Mr Baptiste: Yes, the ceiling has increased and it was up to Rs 75,000. Now, it is up to Rs 100,000.

Mr Augustin: Yes, can we know, the same Item, can we know from the Commissioner the number of people involved in this project, Casting of Roof Slab Grant and how much has been paid up to now?

Mr Baptiste: So, for the 19/20 budget July to date, 172 beneficiaries and an amount of Rs 9,366,589 have been disbursed.

The Deputy Chairperson: 94.

Mr Von-Mally: 94, please. Item 21, 21110001: President, Rodrigues Commission for Conciliation and Mediation. Can we know more about that, what are the work of this Commission?

Mr Baptiste: So, for conciliation and mediation. Whenever there are... *Quand il y a litiges entre les travailleurs et...*

Mr Grandcourt: Est-ce qu'on peut savoir d'après le Commissaire, combien de cas il y a par an ?

(Interruptions)

Mr Grandcourt: I put the question. So, how... Combien de cas et si c'est à la baisse ou...

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Order, please!

Mr Baptiste: So, it fluctuates. It fluctuates because it is not only a matter of number of cases but in some cases, it takes long because there are many sessions, you know, conciliation and mediation between employers and employees, but the trend is quite... comment s'appelle... C'est plutôt... Non, pas fluctuate so lot but it is quite... C'est plutôt stable.

Mr Grandcourt: La question que je me pose maintenant, est-ce qu'il arrive à gérer les... A la fin de la journée, qu'est-ce qui se passe? Est-ce que c'est *settled* ou bien pas?

(Interruptions)

Mr Baptiste: In most cases, we have settlement and also, you know, it is a legal requirement. They have some legal obligation. Obviously, cases must be settled or else, it can go also to court.

Mr Perrine: May I know from the Commissioner, Mr Deputy Chairperson, Sir, Item 21111.002: Travelling and Transport has been increased from Rs 350,000 to Rs 630,000. Can the Commissioner give us details on such a huge increase?

Mr Baptiste: So, increase in provision is for the payment of mileage and car allowance to eligible officers for refund of travelling by bus. Rs 8760. Travel Grant – Rs 7250, Car Allowance – Rs 6,300 et Mileage Allowance – Rs 30,190. So, it is according to the rate that should be paid to the corresponding officers.

The Deputy Chairperson: 95, 96, 97.

Mr Grandcourt: Yes, 97. 28212007: Employment Relief Programme. So, we have seen a change in figure from Rs 25 M to Rs 5 M. So, qu'est-ce qui s'est passé avec ces *Employment Relief Programme*? Est-ce que le Commissaire peut nous éclairer là-dessus? Est-ce qu'ils ont réussi les projets qu'ils ont fait? Comment est-ce que ça se passe? Parce que ce n'est pas visible. Ou bien si on voit quelqu'un qui a eu un bassin, mais écoutez, ça ne marche plus. Donc, est-ce qu'il peut nous donner son avis là-dessus?

Mr Baptiste: Le projet est visible pour ceux qui sont sur le terrain. Donc, for the decrease, first of all, it is due to the outbreak of Covid-19 and the need to put more funds in other relief programmes in other sector, par exemple, *pou paye bane travailleurs ki laba dans tourisme*. Actually, 35 ERP trainees, 19 Mentors have been recruited in the garment making sector, handicraft sector, mechanic sector and a monthly stipend of Rs 7,500 are paid to the trainees and Rs 6,000 for one trainee and Rs 8000 for two trainees are paid to mentors. *Donc*, most of the projects as at date, we are satisfied, it is about 75% success but unfortunately, *malheureusement comme dans toutes les entreprises, il y en a ceux qui ne marchent pas et ne réussissent pas. Mais à 75%, ça marche.*

Mr Grandcourt: Très bien. J'aimerais demander de nous rappeler en tout, combien de ERP il y a et combien sont ceux qui ont opté pour des projets? Donc, est-ce qu'il peut nous donner des chiffres?

Mr Baptiste: Donc, voilà. Projects implemented:

Projects implemented (successful)						
Agriculture	Catering	Construction	Manufacturing	Services	Trade	Total
35	2	11	2	14	13	77

14 are still stagnant, 22 ongoing, 2 discontinued. Donc, en tout, ça fait...

(Interruptions)

Mr Baptiste: Beneficiaries all... 1225 personnes.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Next question.

Mr Volbert: *Item 22010.001: Electricity.* Je vois qu'il y a une baisse sortant de Rs15000 à Rs10000. Peut-on savoir de quel bâtiment ça concerne? C'est le bâtiment de la

Commission ou soit tous les bâtiments? Juste le bâtiment de la Commission ou tous les bâtiments?

Mr Baptiste: So, Consumer Protection, now with the structure that we have, most of the officers are out of office. So, there will be less use of air conditioners and this will lead to a saving.

Vote 6-1: Commission for Social Security, Housing, Labour and Industrial Relations, Employment and Consumer Protection (Rs 1, 243,000,355) was, on question put, agreed to.

The Deputy Chairperson: I suspend the Committee for 10 minutes.

At 11.28 p.m., the sitting was suspended for 10 minutes.

On resuming at 11.39 p.m. with the Deputy Chairperson in the Chair.

Vote 7-1: Commission for Agriculture, Environment, Fisheries, Marine and Forestry was called.

The Deputy Chairperson: Page 103?

The Minority Leader: Item 21111.002: Travelling and Transport. Can the Commissioner explain this figure? What is that sum used for? So, can he give details about these expenses?

Mr Payendee: There is a decrease because it is a trend. For the time of course we are cutting cost. Everybody knows that due to COVID-19, everywhere we are trying to cut costs. There will be a better management of the fleet and also on the overtime.

Mr Félicité: Item No. 22020.001: Vehicles. Can I know from the Commissioner, the number of vehicles available at his Commission?

(Interruptions)

Mr Payendee: 12 tractors, one excavator, one ... and five van 4 x 4.

Mr Félicité: The mulcher? Is it available?

Mr Payendee: The mulcher is not a vehicle. It is attached on one vehicle and it is not in the Commission for Agriculture, it is for the Commission for Environment.

The Deputy Chairperson: 104?

Mr Von-Mally: Item 31.829: Construction and Upgrading of Agricultural Infrastructure, can we know what are these construction, which agricultural infrastructure, if I

may, .021: Agricultural Research and Development, can we know which research and which development we are talking about?

Mr Payendee: It is the retention money that we have to pay. It amounts to Rs 566,000 and Rs 2 m. will be for the equipment for disease surveillance and research, for the agricultural research. For the retention money an amount of Rs 1 m. for reimbursement and of building and acquisition of equipment for fruits flies control.

The Minority Leader: We are supposed to have a research centre at Montagne Plate. So, what about this centre?

Mr Payendee: The centre is still on. The budget this year was mainly for consultancy and the plan is being made.

Mr Von-Mally: Concerning the building for food flies control, will it be a building with proper staffing whereby will anybody can go there and can have what they need to combat the fruits flies?

Mr Payendee: Normally, yes. This service is available to everybody but of course it is available, yes. And, also the thing is, of course there will be a bit of training because we are talking about using chemicals. It is just not Citronelle, it will be in all the stations.

The Minority Leader: Yes, Item 22090: Security Services. So, can the Commissioner give details about the services provided under this item? This change in figure?

Mr Payendee: It is as per contract. We had a contract with a company called Fixed Security and the contract was on 02 July 2018, it is mainly to look after all the agricultural plots and main officing in Citronelle.

The Minority Leader: Do you not have a watchman in your Commission, why do you have to pay for security services? So, can you make arrangement to have watchman there? I was meant to understand that breeding stations may be it is different but at your Commission for simple buildings it is better you have...

Mr Payendee: Yes, we have watchman mainly in places where we do not really need a high security but for some main offices, like Citronelle, we definitely need private security. Because we have had some problems in the past.

The Deputy Chairperson: 105?

Mr Augustin: 105, item 21110: Gardener/Nursery Attendant. In post – 11; funded for budget 2020/21 – 13; estimates for 2019/20 – Rs 2,750,000 and for 2021, there is a decreased. Can the Commissioner give us explanation about this?

Mr Payendee: Two Gardener Nurseryman have retired.

The Minority Leader: Item 21110.001: Field Supervisor. We have seen that there are in post for 2020 – 2; funded 2020/21 – 3; whereas the amount of money earmarked. The fact that the number of Field Supervisor has increased this financial year and on the other hand, we see that the amount of money earmarked for this item has decreased from the last financial year to this financial year from Rs 831,000 to Rs 565,000, can the Commissioner explain this figure?

Mr Payendee: One Field Supervisor has retired.

Mr Félicité: Item no. 22900.959: Incentive for Agricultural Crop Production. Can the Commissioner give a brief details on this incentive?

Mr Payendee: There is a lot of incentives that are being given in the crop production sector and this money will be used mainly for these schemes. And, if you want me to give you all the schemes, I said this morning in my discussion, there are about 13. If you want me to read all of them, I will.

Mr Perrine: You can table this.

Mr Payendee: I can table. The list you already have. I cannot table the list that you already have. Yes, you get it, we gave it to you. All the agricultural schemes are there. Please, refer to this document.

Mr Augustin: Under the same item .954: Fruits Flies Control. Can we know from the Commissioner, how will this be done? Rs 1 m for the two year – consecutive year?

Mr Payendee: This is mainly for mealybugs, mealybugs and fruits flies. How will it be used? Of course, to provide the necessary medicines to farmers, to control mainly fruits flies. Insecticides!

Mr Volbert: Same item: Fruits Flies Control. Est-ce qu'on a ces contrôles-là dans le port et l'aéroport étant donné qu'on importe des légumes et des fruits ?

Mr Payendee: Oui, on a un système de biosécurité qui est mis en place, que ce soit à l'aéroport ou au port. On a des officiers formaient pour justement s'occuper de ça. Pas besoin de mettre ça là-bas.

Mr Volbert: Justement, s'il y a des saisis qu'est-ce qu'on fait avec ces fruits-là ?

Mr Payendee: On les détruit, bien-sûre.

Mr Volbert: Peut-on savoir où est-ce qu'on brûle ça, s'il y a un incinérateur ou si on brûle ça à Roche Bon Dieu, dépotoir ?

Mr Payendee: On a pas besoin d'incinérateur pour brûler quelques fruits.

Mr Volbert: Où est-ce qu'on brûle ça ?

Mr Payendee: On brûle ça n'importe où. On trouve un endroit idéal.

(Interruptions)

Ben oui, on n'a pas besoin d'emmener ça à l'incinérateur de l'hôpital. Pour le faire il ne faut pas le bouger mais on le détruit. Il y a deux façons de détruire aussi brûler sinon on le met dans du plastique on le serre on met au soleil. C'est un peu la technique qu'on utilisait avant.

Mr Von-Mally: Item 22900.980: Exchange Program (Coffee Producers). Can we know more about that?

Mr Payendee: Comme le nom dit, c'est un *exchange program* donc nos planteurs de café souvent ils ont besoin, on les envoient de temps en temps à Maurice ou ailleurs pour faire des échanges. Oui, ils sont partis à Chamarel. Il y a d'autres endroits. Même à La Réunion, on les a envoyés.

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, Item 22900.979: Incentive for Red Bean Production or Maize – Rs 1 m. May I know from the Commissioner, how many planters of beans will be catered for in this Rs 1 m? Whether, there are outstanding bills for planters of beans still at the Commission for Agriculture not paid actually?

Mr Payendee: M. le Vice-président, je ne pourrais dire s'il y a des bills qui ne sont pas payés encore. Je ne peux pas dire s'il y a des bills qui ne sont pas payés. Attendez, attendez, je n'ai pas fini ! C'est à vous de répondre ou à moi ? Donc, concernant le schème, c'est le schème, on paye Rs 2,000 par hectare pour les gens qui font la mécanisation de la terre avant la plantation des haricots. S'il y a des bills qui ne sont pas payés, c'est pas qu'ils n'ont pas donné leurs factures.

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, the incentive for red beans. Actually, there are I know one person at Plateau Cambi cultivating the red beans (*koné ki sanla? Carpenen*). Madam

Chairperson, this planter has already sent his bill for last year for refund. Up to now, he has not received one single penny from the Commission. Can the Commissioner see to it, inform the House about this issue and see to it that thing is being done correctly for these persons?

Mr Payendee: Nous on n'a pas de problème de payer cette personne, surtout la personne dont vous parler c'est une personne qu'on connaît bien, qui est un grand cultivateur d'haricot. Mes infos me disent que cette personne a soumis sa facture un peu tard. Donc, c'est en train d'être travaillé.

(Interruptions)

Il aurait dû venir me voir au lieu d'aller vous voir vous.

(Interruptions)

Vous remplacez le commissaire maintenant ?

(Interruptions)

The mechanisation was one on 14 February 2019 and the valid period to pay that was from February to July 2019. *Sa mem ki vé dir line arrive en retard!*

Mr Perrine: Can I know from the Commissioner whether this sum will be paid to him or not?

Mr Payendee: The answer is yes, Mr Deputy Chairperson.

Mr Perrine: Can I know from the Commissioner when this sum will be paid to Mr C. at Plateau Cambi?

Mr Payendee: Yes, Mr Deputy Chairperson, it is being processed.

Mr Perrine: Thank you.

Mr Augustin: Item 22900.978: Fruits Productions Scheme. Est-ce qu'on peut savoir du commissaire quelles sont les facilitées offert sous ce scheme ?

Mr Payendee: Si vous vous reférez à ça, vous aurez les renseignements qu'il faut. C'est assez long. Mais tous sont là-dans, c'est pour produire des fruits. Biensur, on va voir la personne, on voit qu'est-ce que la personne à besoin. Il y en a qui ont besoin de *fencing*, il y en a qui ont besoin de bassin. Ça dépend de qu'est-ce que la personne à besoin, semence ou quoi, ça dépend des projets.

Mr Augustin: The same item 22900.977: Provision of Organic Farming. I see that there is no provision has been made. So, can the Commissioner enlighten us on this item?

Mr Payendee: Organic farming normally is in all our projects. Now, we do not have to have one item for this. Everything that we do has to be done in an organic way. That is why we do not need money for that.

The Deputy Chairperson: 107?

Mr Volbert: Item 31113.017: Water Distribution for Irrigation – Rs 13,558,000 l'année dernière et Rs 11,923,000 cette année-ci. Peut-on savoir quelles sont les régions qui ont été connecté et que la distribution pour l'irrigation est faite ?

Mr Payendee: M. le Vice-président, j'ai parlé de ça ce matin. C'est dans tous ce que j'ai dit, c'était à propos de ça. Je peux retirer ma tablette est parlé de l'irrigation scheme complètement. Mais si vous voulez donc il y a le rétention money comme j'ai dit pour Rs 4,800,713.73 et c'est plus pour le Coffee Processing Unit, irrigation network, retenue collinaire de Rivière Banane qui va être fait bientôt.

Mr Volbert: M. le Vice-président, est-ce que les autres retenues collinaires, comme Batatran, Baie Malgache, Baie Topaze et Roche Bon Dieu, j'espère que ça a été réparé ça a été endommagé par les chiens la dernière fois, si ces retenues collinaires sont concernées par cette somme-là ?

Mr Payendee: Non, pas forcément, parce que ces retenues collinaires l'argent est déjà investi, la retenue de Roche Bon Dieu est déjà rempli. Même les chiens tombent dedans maintenant. Les chiens vont crevés mais la retenue ne va pas se percer c'est sûr parce que le truc qu'on utilise s'est beaucoup plus épais.

Mr Perrine: M. le Vice-président, peut-on demander au commissaire de l'Agriculture quand est-ce que ces différentes retenues collinaires seront *the networking will be done to connect planters* ?

Mr Payendee: Je l'ai dit ce matin dans mon discours, M. le Vice-président. Batatran et Montagne Goyave déjà connecté, Baie Malgache on a lancé l'appel d'offre pour l'installation.

The Minority Leader: 31113.016: Improvement of Foodcrop Production. So, we have seen the figures here. Can the Commissioner give a brief summary of what is being done and what should be done under this item?

Mr Payendee: Bon, c'est le projet, c'est là où il y a beaucoup plus de sou pour faire tous ce qu'on a dit. Le Chef commissaire a annoncé dans discours budget tous les projets qu'on va faire, en plus de ça, il y aura aussi de l'équipement pour l'usine à café, il y a *land rehabilitation*, il y a au moins Rs 15 millions pour ça, orchard scheme, bio orchard, crop gene bank et d'autres plantations de café à l'Union et ailleurs. Il manque des machines dans les usines.

The Deputy Chairperson: 108 ?

Mr Volbert: Item 22900.001: Uniform. Je vois que la somme a été diminué légèrement. Il y a une baisse de Rs 450,000 à Rs 436,000. Peut-on savoir pourquoi ? S'il y a des officiers qui ...

(Interruptions)

Mr Payendee: Bon, il y a pas mal d'officiers j'ai dit tout à l'heure qu'il y a des gens qui ont pris leurs retraites. Il y a des gens qui ne sont plus là. Donc, c'est un peu ça. On ne peut pas donner des uniformes à des gens qui ne sont pas là.

Mr Félicité: Item No. 22900.953: Incentive for Livestock Production. We see that the sum of Rs 4.5 m. So, can the Commissioner give us a detail on this incentive?

Mr Payendee: Ça aussi vous devez peut-être faire référence à ça. Il y a ferme model pour les cochons noirs, bird net scheme, ferme model agricole pour la production de poulet. Il y a tout dedans. Goat/Sheep Farm scheme. Voilà, c'est un peu ça.

The Minority Leader: Ferme pour le cochon, est-ce qu'il peut nous dire où c'est ? Et, combien de cochon noir ils ont produit jusqu'à maintenant ?

Mr Payendee: Je crois que l'estimates c'est pour le budget qui arrive. Donc, ce qu'on va faire c'est qu'on n'a pas déjà ça mais on a dit, le Chef commissaire l'a annoncé qu'il y a un manque des petits sur le marché donc on va donner des incentives à des personnes un peu comme la dame (je ne peux pas dire petit cochon), un peu comme les BPA qui ont eu des projets avec nous. On va essayer d'augmenter leur capacité pour qu'ils puissent produire plus de petit pour mettre sur le marché pour les agriculteurs qui veulent engraisser les animaux.

Mr Volbert: Item 22900.962: Improvement of Livestock. Il y a Rs 1 million l'année dernière et Rs 1 million pour la prochaine année financière. Peut-on savoir quels sont les bêtes qui tombent sous cet item-là et quels sont les fermiers qui seront concerner ?

Mr Payendee: Il n'y a pas forcément de fermier, c'est plus les bêtes, c'est pour augmenter la qualité, pour éviter le *in-breeding*. Il y a tout le projet qu'on est en train de mettre en place, comme l'insémination artificiel, emmener d'autres races pour essayer déjà pour éviter ce qu'on appelle l'*in-breeding*.

The Deputy Chairperson: Member Augustin?

Mr Augustin: Item 22900.027: Animal Feed for Breeding Centres. On a vu que le budget a augmenté de Rs 400,000 à Rs 1 million. Est-ce qu'on peut connaître le nombre de *Breeding Centres* concerner et le nombre d'animaux aussi ?

Mr Payendee: Bon, C'est logique s'il y a augmentation de nourriture, il y a augmentation d'animaux, donc c'est pour St. Gabriel, Baie Topaze et l'Ile aux Crabes.

The Minority Leader: Dernier item .020: Improvement of Livestock and Local Poultry Production. So, can the Commissioner give a brief detail about this item, especially about local poultry? *Parce qu'on ne voit pas vraiment comment est-ce que la production a aidé, ce n'est pas visible, comment ils ont aidé à augmenter la production de local poultry ?*

Mr Payendee: Encore une fois, c'est un peu les mêmes raisons que précédemment que j'ai dit, c'est pour augmenter *improvement of livestock and local poultry*. Donc, on va utiliser surtout ces gens, il y a pas mal de personne qui ont bénéficiées des schémas au début et le Chef commissaire l'a même annoncé qu'il manque, nous aussi on a trouvé qu'il manque des petits sur le marché parce qu'il faut aller chercher des petits de Maurice même les autres poulets mais le poulet local si quelqu'un veut avoir quelque poulet local, il ne peut pas. C'est pour cela nous on va se concentrer à aider ces personnes qui vont du poulet local, comme-ci non seulement pour engraisser mais pour prendre une autre filière, développer une autre filière, c'est-à-dire, produire des petits pour mettre sur le marché pour les Rodriguais. Et, ça concerne plus les BPA.

The Minority Leader: C'est juste une observation. Pourquoi est-ce qu'on a Improvement of Livestock là-haut puis on a Improvement of Livestock en bas ?

Mr Payendee: Il y a une, c'est bâtiment. Il y a aussi le truc qu'on doit moderniser, on a dit le truc de St. Gabriel et Baie Topaze. C'est dit dans le discours du budget et renforcement de bio-sécurité et aussi travailler sur le post-quarantine station at Oyster Bay.

The Deputy Chairperson: 109, 110?

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, can the Commissioner explain to this House Item 22900.982: 5 Key Rodriguan Products. Can the Commissioner enlighten the House on this?

Mr Payendee: M. le Vice-président, on parle de limon, haricot, l'ail, oignon et le miel.

Mr Volbert: Item 22900.970: Bird Net. Peut-on savoir combien de bénéficiaire et quelle sont les critères pour obtenir ce bird net ?

Mr Payendee: Les bénéficiaires dépendent (je ne sais pas si on peut exactement combien, ça va venir) mais le bird net c'est plus surtout pour les arbres fruitiers et aussi on avait lancé le schème. Donc, on parle de 88, ce qu'on a déjà donné. On avait donné le schème pour produire les graines surtout graine d'oignon et autres. Ça il faut absolument couvrir sinon les oignons vont tous manger. C'est un peu ça de cette façon. Et puis, il y a letchis, mangues.

(Interruptions)

Mr Augustin: Item 22900.984: Supply of Irrigation Equipment to Beneficiaries of Chili Farm Scheme, can we know the number of beneficiaries and how much has been paid for this scheme?

Mr Payendee: 51 bénéficiaires, 10 water tanks sont en construction et l'installation des tuyaux tout ça, ça suit.

The Minority Leader: Control of Stray Dogs. Alors Rs 2 millions l'année dernière et cette année-ci Rs 500,000. Qu'est-ce qui se passe avec ce projet ? Est-ce qu'on a ramassé des chiens cette année financière ? Parce qu'on voit les chiens trainer partout. Si oui, combien de chien ? Et, qu'est-ce qu'on fait avec ces chiens-là ? Est-ce que le commissaire peut nous expliquer ?

Mr Payendee: Au niveau de Control of Stray Dogs, si vous suivez l'actualité vous devez savoir qu'il y a un gros problème avec MSAW à Maurice. L'argent qu'on mettait avant c'était plus pour payer MSAW et utiliser leur aide pour ça et vu qu'on ne peut pas, et vu qu'on a besoin d'argent pour autre chose, comme j'ai dit ce matin pour tous ce qui COVID-19, Sécurité Alimentaire, *we have cut the cost*. Et, ça ne veut pas dire qu'on a arrêté. *Control of stray dogs*, ne veut pas dire attraper les chiens et les tuer. Control of stray dogs the best thing would be is to sterilise the dogs so that we do not have the small one in the future.

Mr Volbert: Same item, peut-on savoir combien de chien vous avez ramasser entre guillemet comme vous dites et combien ont été stérilisé et qu'est-ce que vous avez fait avec ces chiens-là ? Parce que si on ramasse les chiens dans la rue qu'est-ce qu'on fait avec après ?

Mr Payendee: J'ai dit qu'on ne ramasse pas. Je n'ai pas dit qu'on ramassait les chiens, j'ai dit qu'on a ce gros problème de chien mais on sait aussi ce n'est que MSAW qui peut le faire. On a le véhicule à Citronelle mais on n'a pas les personnes qualifiées pour faire ça parce que tout simplement l'accord entre MSAW et la commission est toujours là sauf qu'il y a eu démantèlement de MSAW Maurice. Ça je n'ai pas de contrôle là-dessus mais pour la stérilisation ça a commencé tout récemment et je vais avoir le chiffre bientôt. Et, ce qui se passe c'est qu'on utilise malheureusement, nos deux vétérinaires qui ont beaucoup de travail mais même ça ils ont accepté. Il y a environ une centaine de chien et de chat qui a été stérilisé jusqu'aujourd'hui.

Mr Volbert: Le même item. Peut-on savoir si votre commissaire qui ramasse les chiens et les chats stériliser ou ce sont les personnes emmènent ces animaux-là là-bas pour stériliser ?

Mr Payendee: Je redis, on ne ramasse les chiens ni les chats. On n'a pas la technique. Mais les gens emmènent. Ben oui, mais pourquoi vous insistez sur ramasser. Je n'arrête pas de dire. C'est la troisième fois que je dis, on ne ramasse pas les chiens parce que c'est MSAW qui est apte à faire ça, ce n'est pas nous au niveau de la commission.

Vote 7-1: Commission for Agriculture, Environment, Fisheries Marine Parks and Forestry (Rs 159,436,000) was, on question put, agreed to.

The Deputy Chairperson: Page 112.

The Minority Leader: 21110.004: Allowances. So, can we know to whom these allowances are being paid? Can the Commissioner give us a bread down of all the rates receiving these allowances?

Mr Payendee: C'est un peu difficile de donner, M. le Vice-président, tous les grades mais je peux dire à quoi ça sert. C'est le Responsibility Allowance, Ad-hoc Allowance et Night Shift Allowance. Donc, c'est difficile à dire, il y a beaucoup de personne chez nous qui ont ces allowances-là.

Mr Volbert: Item 22020.001: Fuel and Oil of Vehicles. Ça a diminué from 240 to 180. Peut-on savoir comment vous avez procédé pour diminuer ?

Mr Payendee: M. le Vice-président, c'est le trend. Vous devez savoir, vous devez avoir compris jusqu'à maintenant je pense que cette question ne devez même pas se poser. Ce qu'a dit le Chef commissaire qu'il faut *we need to cut cost*. On essaye autant bien que mal de gérer le

truc. Mais la chance que moi j'ai dans la commission de l'Environnement c'est qu'on a une voiture électrique. Donc, définitivement au niveau d'essence ça va baisser.

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, may I know why the post of Commissioner is not filled?

Mr Payendee: The post is filled. The Commissioner is in front of you.

(Interruptions)

And, he is being paid. But if you look at... I can do it for free that is not the problem. The Commissioner is the Commissioner for Agriculture and Environment. So, the salary cannot be divided into two. But one year I am being paid in Agriculture and the other year in Environment.

The Deputy Chairperson: 113, 114?

Mr Von-Mally: Item 22900.940: Promotion of the Environment. We have two items here. Promotion of the Environment and Embellishment of the Environment. I believe these two must go hand in hand. Can you enlighten us on these items?

Mr Payendee: M. le Vice-président, non. Définitivement, non. Ces deux items ne sont pas les mêmes. Parce que Promotion of the Environment peut être n'importe quoi même au niveau marin. Par rapport quand on parle d'embellissement c'est plus un peu, refaire un peu la gare, faire plus un peu de fleurie contrairement à ce qu'on a dit ce matin pour le truc de touriste, les plages et tout ça. Donc, il y a eu une... on a baissé un peu le coût, le budget, tout simplement parce qu'encore une fois la tendance est qu'il y a des choses plus important, la priorité. La sécurité alimentaire puisque c'est aussi dans ma commission donc on a bougé un peu partout, couper un peu ici, à gauche à droite pour remplir là où on a plus besoin de sous.

The Minority Leader: 22070.005: Cleaning Services. La question c'est qu'on a vu qu'il y a eu une augmentation, c'est normal, j'aimerais savoir si ce chiffre-là c'est pour le day-to-day monthly running of RodClean et si cette argent-là aussi comprend le paiement des membres du Board et aussi les les travaux qui ont été entrepris au bureau de RodClean à Anse aux Anglais ?

Mr Payendee: M. le Vice-président, cette argent il sera plus utiliser parce qu'il y a l'augmentation c'est dû surtout on a recruté des staffs additionnels au niveau de RodClean surtout pour le centre de tri. Et, on a aussi *a rapid intervention team*. Donc, c'est un peu pour ça que le budget est augmenté.

The Minority Leader: Oui, mais quand même, j'ai dit si ça comprend le paiement des membres du Board et aussi les travaux qui ont été entrepris au bureau, pour la rénovation des bureaux, l'abattage des arbres autour du bureau de RodClean ?

Mr Payendee: Définitivement, M. le Vice-président, quand on parle de RodClean, on parle de tout ce qui se fait au niveau de RodClean. Donc, le Board et les travaux qui sont fait.

The Minority Leader: C'est-à-dire, qu'on a abattu des filaos autour du bâtiment pour un contrat. Est-ce qu'on peut savoir le montant du contrat ?

Mr Payendee: Non, à RodClean on a des machines. Donc, je pense que ça a été fait...

(Interruptions)

On a payé pour ça ? Est-ce qu'on a le coût ? Si on n'a pas le coût, c'était dans le truc de RodClean. On a pas le coût qu'on a payé.

The Minority Leader: Mon point, c'est que vous avez Forest Department sous votre commission, vous avez tous les équipements. Pourquoi est-ce que vous avez pris quelqu'un du privé pour venir abattre ces arbres ?

Mr Payendee: Pourquoi on a payé? C'est vrai ça aurait pu être autrement sauf que la technique il n'y a pas tout le monde qui est là. Même si on sait couper, moi je peux utiliser la tronçonneuse mais là on parlait des arbres que je fais ça je ne fais pas le tour. Mais non, non, non, il y a les *wood cutters*, ce n'est pas forcément pour faire ce genre de travail c'est plus pour faire les *pruning*, pour coppicing, ce n'est pas forcément pour ça. Mais quand il s'agit de couper des arbres qui sont un peu dangereux même le *wood cutter* de l'état, il va dire si l'arbre tombe sur le bâtiment de RodClean qu'est-ce qui va se passer ? donc, c'est mieux de donner à quelqu'un qui peut prendre la responsabilité, prendre une assurance et faire le travail. Donc, c'est dans cette optique qu'on a préféré parce que c'était assez dangereux. Il y avait même... c'est au bord de la route, n'importe quoi pouvait se passer et les officiers même les gens de RodClean avec leur paye qu'ils ont, ils n'ont pas voulu prendre les responsabilités. Donc, dans ce cas-là donner le truc à un privé, c'est plus avantageux.

Mr Volbert: M. le Vice-président, sur ce sujet-là même peut-on savoir qui est le contracteur qui a été retenu (si vous avez l'information, bien sûr) pour l'abatage de ces arbres ?

Mr Payendee: Je n'ai pas les infos, M. le Vice-président.

The Deputy Chairperson: 115?

The Minority Leader: Subsidy of Solar Water Heater – Rs 1,700,000. Donc, comment ça se passe, est-ce que le commissaire peut nous expliquer comment ça se passe au niveau de sa commission, comment est-ce qu'on peut être éligible ? Et puis, si le projet a déjà commencé au niveau de sa commission ?

Mr Payendee: M. le Vice-président, ce n'est pas la première fois qu'on fait ça, je pense c'est la troisième années qu'on fait ça. Donc, pendant deux ans on a donné 100 bénéficiaires pendant deux ans, ça-veut-dire, ça fait 200 et là tout dernièrement on a vu qu'on pouvait, vue qu'il y a plus beaucoup de personne qui sont éligible parce qu'il y a des critères bien établie ça aussi si vous faites référence là-dedans, vous aurez les infos sur les critères et tout. Donc, une fois qu'on a trouvé que c'était mieux de retirer quelques sous dedans, parce qu'on a moins de personne qui sont intéressés. Il y a beaucoup de personne qui ont fait des applications mais qui ne sont pas éligibles.

Mr Augustin: Acquisition of Non-Financial Assets 31113.009: Protection of the Environment. Le budget a augmenté de Rs 5.1 million est arrivé à Rs 12.9 million. Est-ce qu'on peut avoir une idée qu'est-ce qu'il y a dans ce projet – Protection de l'Environnement.

Mr Payendee: Oui, M. le Vice-président, on parle ici de construction de toilette à Graviers, le ... shop de Port Sud Est et on a vu qu'on a pas mal de problème avec les toilettes de Pointe Coton, sur la page de Pointe Coton, qui sont souvent cassés, on va refaire un *new ... proof toilet là-bas* et surtout dans le budget, le Chef commissaire l'a annoncé, il y a toute cette question de *desilting of river beds*. Donc, tout ça, ça va passer. Tout ce qui touche à l'environnement surtout par rapport au priorité. Donc, on va voir. Ça s'est déjà fait ça. Le contrat a déjà été alloué pour le gabion.

The Minority Leader: Le commissaire a parlé de *desilting of river beds*. J'aimerais savoir concernant les plantes qui envahies les rivières est-ce que ça inclus aussi, c'est inclus dans ce projet ? Parce que là on a ce souci. Si vous passez, si vous marchez sur la rivière Pistaches de Quatre Vents vous allez voir que s'est envahi de végétation. Donc, si ça comprend aussi les laçages et puis couper ces arbres qui envahissent les lits des rivières.

Mr Payendee: The answer is, yes, Mr Deputy Chairperson.

Mr Deputy Chairperson: Next page. 116?

Mr Volbert: Item 21110.001: General Worker. Je vois qu'il y a dix General Worker en 2020 et dix General Worker pour cette année financière mais la somme a diminué, Rs 1.689 million à Rs 1.622 million. Peut-on savoir pourquoi ?

Mr Payendee: Il y a eu un transfert d'un General Worker.

Mr Von-Mally: Item 22020: Fuel and Oil. I see there is quite a big decreased in the amount, in the estimates from 2019/20 and 2020/21, are we to understand that he will use less fuel, less oil, less machine or are you going to use photovoltaic source?

Mr Payendee: Non, ça concerne plus la secteur de Sustainable Fisheries Development. Donc, on dit less fuel c'est on va mieux gérer le truc et on va mettre des GPS sur les bateaux de Fisheries.

The Deputy Chairperson: 117?

Mr Félicité: Item No. 28212.023: Support to Off-Lagoon Fishers. Can the Commissioner give a list of these support?

Mr Payendee: M. le Vice-président, ça concerne plutôt le Research and Surveys for Promotion of FADs, Construction of Watch Tower (it may be at consultancy) at Rivière Cocos and Mt. Cheri and a conversion of these buildings from St. François (the Fisheries Posts) et Pointe L'Herbes into Fisheries Sub-control post.

Mr Von-Mally: Item 22900.973: Collection of Marine Data for Rodrigues. Am I to understand that this concerned the collection of marine data. This is done together with the Albion Fisheries Research Centre?

Mr Payendee: Non, M. le Vice-président, ce travail sera fait plus par Rodrigues. On a Shoals Rodrigues, par exemple, les ONGs, qui font un travail formidable surtout sur collection des données, que ce soit pour les ourites ou les coraux. Il y a aussi un nursery qui va être mis en place par Shoals. Donc, cette argent se sera plus pour ça. On travaille avec Albion bien sûr, on a pas coupé le pont.

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, may I know from the Commissioner, Item 27210.005: Assistance to Professional Fisherman has increased from Rs 27 m. to Rs 30 m. in 2020/21, can he give us some details why such an increased?

Mr Payendee: Yes, Mr Deputy Chairperson, ça concerne plus ce qu'on appelle le Bad Weather Allowance et vu que récemment on vient de donner environ plus que 100 nouveaux cartes, nouveaux pêcheurs, définitivement qui dit augmentation de carte dit augmentation de budget.

Mr Von-Mally: Thank you, Mr Deputy Chairperson. Item No. 31.006: Fisheries Development. There was Rs 6.8 m. now it has been drastically reduced to Rs 1.8 m., can we

know why and I would to know I have seen nothing concerning aquaculture? Does this include aquaculture also?

Mr Payendee: Non, M. le Vice-président, tous les trucs concernant l'aquaculture s'il y a des travaux à faire, c'est là qu'on travaille avec Albion surtout. Et, de l'autre côté des projets d'aquaculture ce n'est pas nous qui allons le faire. Si, on va donner des incentives bien sûr et c'est les gens, les experts ou sinon les compagnies qui veulent le faire qui vont le faire. Nous on va lancer l'expression of interest.

Mr Von-Mally: You have not answered my question concerning the Fisheries Development, there has been a drastic decreased from Rs 6.8 m. to Rs 1.8 m., can we know why?

Mr Payendee: The reason is the same everywhere. Everywhere you see a decreased means we have readjusted. We are not saying that it is not important, we say that there some other things that are more important today. C'est comme-ci on a budget à la maison et si ce mois-ci je devais acheter un frigo et je trouve que je ne peux pas faire, le frigo ça ne veut pas dire que le frigo n'est pas important, c'est juste que j'ai changé ma priorité. Et, c'est ce qu'a dit le Chef commissaire dans son discours, nos priorités ont changé, là ont travail plus sur la sécurité alimentaire. Donc, on a trouvé que... Non, c'est important. Bien sûr, il y a d'autre élément dans le Fisheries mais sur cette item-là, on a trouvé qu'on pouvait faire quelque chose.

The Minority Leader: M. le Vice-président, concernant le 27210.107: Alternative Livelihood to Octopus Fishers during Close Season. Rs 15 millions, Rs 15 millions, Rs 15 millions. M. le Vice-président, est-ce que le commissaire ne croit pas qu'il faut augmenter ce chiffre, c'est-à-dire, je pense qu'ils gagnent Rs 250 par jours. Donc, n'est-il pas judicieux surtout avec des difficultés qu'on vit en ce moment, ce n'est pas possible d'augmenter ce chiffre de Rs 250 par jour ?

Mr Payendee: La réponse est non, M. le Vice-président. Pourquoi augmenter ? Parce que c'est juste retarder la récolte, ce qu'on est en train de faire c'est retarder la récolte. Et là, le Minority Leader lui-même dans son discours a dit, il y a eu l'abondance des ourites. Et à qui ça rapporte ? Et, si on voit les chiffres, il y a plus que Rs 30 m. qui partent dans les poches des pêcheurs après l'ouverture de la pêche. Oui, Rs 250, c'est beaucoup. Parce que, si, si, parce que si on voit les ... Non, c'est beaucoup, je peux dire. Parce qu'il ne travaille pas une journée, c'est juste... Est-ce qu'ils travaillent vraiment aussi, ça c'est autre chose.

Mr Perrine: M. le Vice-président, ces pêcheurs qui se sont volontairement retirés pour qu'il y ait plus de productivité concernant les ourites, c'est alternative livelihood ça fonctionne pendant deux mois. Ces pêcheurs sont énumérés pendant 15 jours sur un mois, c'est-à-dire, il y a un manque à gagner pour ces pêcheurs. 15 jours par mois. 15 jours de manque à gagner par mois pour ces pêcheurs. Et là, le commissaire vient nous dire que Rs 250 c'est trop pour ces vient nous dire que Rs 250 c'est trop pour ces pêcheurs ?

Mr Payendee: Non, je n'ai pas dit c'est trop, j'ai dit c'est assez.

Mr Perrine: Non, tu as dit c'est beaucoup.

(Interruptions)

Mr Payendee: M. le Vice-président, on a archi parlé de ça, il y a beaucoup de papier et des questions qui sont venus à cette Assemblée. Ces pêcheurs ils sont payés deux fois, deux semaines pour un mois parce que tout simplement on ne pêche pas l'ourite s'il y avait pas la fermeture il n'allait pas pêcher les ourites. Parce que la marée, l'ancien ministre de la Pêche doit savoir qu'il y a que deux marées par mois, c'est-à-dire, deux semaines ils doivent travailler. On les paye pour ça. Et, de l'autre côté pour les COVID, les pêcheurs sont contents. Je n'ai pas entendu un pêcheur se plaindre de ça. Il y a que les politiciens, je vois que les politiciens se plaindre de ça. Mais je n'ai pas vu de pêcheur. Je reçois tous les mercredis. Il n'y a pas un seul pêcheur. Je le dis à haute voix, que ça soit écrit dans le Hansard. Je n'ai jamais rencontré un pêcheur qui m'a dit qu'il est mal payé, jamais.

The Minority Leader: Oui, il n'a jamais rencontré un pêcheur parce qu'il ne va jamais voir les pêcheurs. Il y a une différence. Il y a un monsieur qui a téléphoné devant moi, monsieur Legoff de Ile Michel, il lui a fait part qu'ils n'ont rien mangé. Là je pense que le commissaire parle faux. Encore une fois, Fisheries 22900.923: Fisheries Research and Training. Si on veut promouvoir l'industrie de la pêche, je pense qu'il faut mettre de l'argent dans du training. Comment se fait-il que là, l'année dernière c'était Rs 100,000, cette année-ci ce n'est que Rs 50,000. Et puis, vous dites que vous voulez encourager la pêche, vous voulez développer le secteur de la pêche. Mais comment vous voulez développer le secteur de la pêche lorsque vous coupez le budget en deux. Et d'ailleurs c'est peu. Et là, vous coupez en deux pour arriver à seulement Rs 50,000. Est-ce que le commissaire peut nous expliquer là-dessus.

Mr Payendee: M. le Vice-président, coupez en deux, ça ne veut pas dire qu'on ne va pas faire le training. Mais les membres de la Minorité doivent savoir, le Chef commissaire l'a annoncé qu'après COVID, il y a tous ces travaux de Tourism Alternative Livelihood où on va

utiliser les bateaux, les pêcheurs, les bateaux de pêche aux gros. D'ailleurs, pas plus tard que la semaine prochaine, les mêmes bateaux aux gros vont mettre les FADs. Tout le travail a déjà été fait. Donc, on n'a pas forcément, ce n'est pas l'argent qui fait le training, ce sont les facilités. Et, ces facilités-là ont va les avoir et surtout on a aussi dit, il y a le COVID fund. Donc, tout ça pousser dedans. On n'a pas diminué de Rs 50,000, on a augmenté de Rs 50 millions si on met ensemble COVID Fund.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: 118, 119 ?

The Minority Leader: 119, yes. Concerning the Marine Protected Area, can the Commissioner explain this change in figure? 31112.009, comment il va utiliser cette argent?

Mr Payendee: Bon, l'argent va être utilisé pour mettre des bouées à Rivière Cocos, surtout le *demarcation of SEMPA*. Bon, de temps en temps il faut renouveler et aussi pour ... équipement de SEMPA. On doit aussi savoir que même s'il y a une baisse ici, ça ne veut pas dire qu'on est en train de négliger SEMPA, c'est juste parce que on a d'autre moyen de gagner des sous pour SEMPA, à travers le *main streaming by diversity project*.

The Minority Leader: Il y a des Community Observers 22120.026. Donc, il y a un chiffre qui a été alloué pour les payer mais ces gens-là parlent de réguler leurs situations, c'est-à-dire, qu'on leurs a promis des choses avant et ça ne s'est pas réglé. Donc, est-ce que le commissaire peut nous éclairer là-dessus ? Et, en même temps le chiffre qu'il y a dans ce budget.

Mr Payendee: Bon, au niveau de Community Resource Observers, ils ont de la chance que ce n'était pas le budget, on a pu le mettre parce que ce n'est pas forcément des gens (ce n'est pas les Rangers ça)... Oui, s'ils ont des problèmes il faut venir me voir, il ne faut pas aller voir les politiciens qui ne peuvent pas les aider. Donc, malheureusement, jusqu'à maintenant ces gens-là ne sont pas venu me voir. C'est ça que je trouve dommage. Ces gens-là travaillent sous ma commission, je suis responsable. Il faut venir me voir. Et, s'il ne vienne pas me voir, je ne me vois pas loup. Mais de toute façon au niveau de Community Ressources Observers, on sait que ces gens-là... A chaque fois qu'il y a eu des problèmes, ils sont partis voir le commissaire Baptiste, on a résolu leurs problèmes. Le problème était là-bas. Voilà, *collective*. Donc, il n'y a pas de soucis de ce côté-là.

(Interruptions)

Donc, au niveau de Community Ressource Observers, il n'y a pas de soucis de ce côté-là, toute est sous contrôle et aussi pour les Rangers.

The Deputy Chairperson: 120, 121?

Mr Perrine: Can I know from the Commissioner Item 31131: Cultivated Assets – Improvement of Cultivated Areas (Reafforestation) has increased from Rs 900 to Rs 10,000,824?

Mr Payendee: Il n'y a pas de question mais ce n'est pas grave, je vais répondre. Il n'y a pas de question. Il y a un *increased* mais c'est quoi la question ? Proposez une question pour avoir une réponse. Maintenant j'ai la question je peux répondre. Au niveau de Cultivated Areas, c'est-à-dire, reboisement, le Chef commissaire a parlé longuement sur le projet, le fameux projet agro-forestry et c'est tout ça, à partir de là, c'est-à-dire, refaire de la forêt avec des espèces qui ont des valeurs économiques et qui aidera aussi à résoudre ou bien à atteindre cet objectif de la sécurité alimentaire.

The Minority Leader: M. le Vice-président, c'est vrai en parlant des manguiers, c'est aberrant de voir. Comment un commissaire peut venir nous dire ici qu'il va faire l'agro-forestry, sécurité alimentaire. Vous savez combien de manguiers a été abattu sur la route de Solitude ? Il y a une dizaine de manguiers qui ont été abattu, pourquoi ? Moi, je trouve que c'est par méchanceté. Le commissaire est au courant parce qu'il passe par là lui ! Même *ti reserve*. *Ti reserve*, pourquoi est-ce qu'il a fait ça ? Est-ce que (je ne sais pas) on a le sentiment qu'il y a une politique de dire des choses et puis on ne fait pas ce qu'on dit. Donc, est-ce que le commissaire peut nous expliquer ? On ne comprend pas, essayer de nous rassurer sur le fait que comment on peut abattre des manguiers et en même temps on parle de sécurité alimentaire.

Mr Payendee: M. le Vice-président, la réponse est simple, c'est manguiers qui sont à Solitude, ça ne donne plus de mangue. Des manguiers qui ne donnent plus de mangue. Les arbres sont aussi des *living things*. Et, j'ai appris de mon prof d'agriculture. J'ai appris de lui que les *living things* naissent, grandissent, vieillissent et meurent. Ce n'est pas ça ? Bien sûr si on veut des rendements c'est mieux de remplacer un manguiers qui produit... un manguiers qui ne produit plus, ce n'est plus un manguiers. Donc, ce qu'il faut faire si on est en train de couper les manguiers on est en train de les couper pour replanter d'autres. Mais aussi là où on coupe les manguiers c'est plus dans les endroits où on fait de la conservation. Vous devez savoir que le projet de *l'agro-forestry*. C'est bon, on ne va pas couper les manguiers pour ça. On va couper les piquants loulou, c'est ce qu'on a dit. Retirer les piquants loulou et planter les arbres fruitiers.

Donc, les grands manguiers, les vieux manguiers, malheureusement ne peuvent pas produire de mangue et qu'est-ce qu'on fait avec ça. Ce n'est pas mieux de les retirer de mettre d'autres qui vont donner des mangues demain ? Pourquoi on a un manguier qui ne donne pas de mangue ?

The Deputy Chairperson: Once last question.

Mr Volbert: Item 31410.004: Rehabilitation of National Resources – from Rs 200,000 to Rs 800,000. Peut-on savoir un peu plus de ce Rehabilitation of National Resources.

Mr Payendee: Oui, ça concerne plus la conservation quand on dit la National Resources on parle de la conservation. Justement, un peu le projet d'éliminer les manguiers et de planter là où on plante nos espèces endémiques. Parce que là on parle refaire la nature. Il y a des endroits qu'il faut absolument, même les manguiers, même les letchis. Un *pied* de letchis dans la réserve d'Anse Quitor n'a pas de valeur parce que là c'est une réserve. Donc, il faut savoir ce qu'on appelle le zoning. Qu'est-ce qu'on fait ? Où on plante les plantes. Une mauvaise herbe vous savez ce que sait ? Une mauvaise herbe, j'ai appris ça aussi de mon prof de l'agriculture, c'est une plante qui est dans un mauvais endroit, comme le Chien Dent. Mauvais endroit ! Donc, dans une réserve naturelle, un manguier est une mauvaise herbe. *It is a weed*. Dans la forêt de Solitude, le manguier... à la maison, oui. Donc, très important j'ai appris tout ça. Heureusement, que j'ai appris mon leçon. Il faut me féliciter quand même. J'ai appris mes leçons, je n'ai pas oublié toute cette question que j'ai appris. Je me souviens encore de mon professeur venir me montrer tout ça. Et, maintenant j'ai appris. Peut-être l'élève à dépasser le maître, je ne sais pas, mais j'ai appris, je sais que j'ai appris et donc voilà. *Natural Resources* – donc, les réserves naturelles, dans une réserve naturelle il ne doit pas y avoir... c'est une forêt de conservation. Là on parle des espèces endémiques est indigène tous les autres sont des *weeds* qu'il faut absolument retirer. On pleure dès fois mais il faut comprendre ce qui se passe quoi.

Vote 7-1: Commission for Agriculture, Environment, Fisheries Marine Parks and Forestry (Rs 221,243,000) was, on question put, agreed to.

Vote 8 -1 Commission for Youth Sports, Arts and Culture, Library Services, Museum, Archives and Historical Sites and Buildings was called.

The Deputy Chairperson: Respected Members, before we go any further, I wish to draw the attention of the Committee that in the absence of a substantive Commissioner of this Commission as has already been indicated by the Chairperson at the Sitting of Monday 04 May 2020, the Deputy Chief Commissioner has been assigned the responsibility for Youth and

Sports and the Commissioner for Social Security and Others, those of Arts and Culture and Others. Therefore, the concerned Commissioners will be attending to queries of the department under their purview.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Page 126.

Mr Perrine: Thank you, Mr Deputy Chairperson. Can the Deputy Chief Commissioner inform the House for the Item 21110.001: Human Resource Executive? There is no one in post but there is a sum of Rs 367000 earmarked for the year 2019/20. Can we have some explanation, please?

The Deputy Chief Commissioner: You mean that for Human Resource, Executive for 19/20, 367 and there is no post for 2021. So, recruitment is made at the level of Central Administration. Yes, Central Administration.

Mr Perrine: So, where has money gone? 367...

The Deputy Chief Commissioner: The HRE has been reverted back to the post of OMA.

Mr Félicité: Item No. 22030.001: Rental of Building. Can we know from the Commissioner the purpose for this Item?

The Deputy Chief Commissioner: In fact, it is a building which is yet to be “rent” because there are additional staff at the level of the Commission for Youth and Sports. So, there are additional space which is required. So, in fact, tender has been launched but has not been it has not been awarded so far but it is in the process of renting additional space for additional staff.

Mr Félicité: On the same Item, can we know which Item is concerned about? Building.

The Deputy Chief Commissioner: But there has been a tender which has been launched, so, pending the receiving of bids, it is impossible for us to say whose building is going to be selected.

The Deputy Chairperson: 127, 128.

Mr Grandcourt: Contribution to Atelier de Savoir.

The Deputy Chairperson: Item Number.

Mr Grandcourt: Item No. 26213.001. So, can the Commissioner tell us about that contribution? So, what is it used for? Can he give some details about it?

The Deputy Chief Commissioner: The contribution is normally provided to the Rodrigues Youth Council because the project of Atelier de Savoir, it is under the control, the aegis of the Rodrigues Youth Council. There are formateurs and there are a Coordinator and there are formateurs on sessional basis and there is someone also who is responsible for each of the Atelier de savoir. So, the grant is given to the Rodrigues Youth Council which serves them for paying these different persons that you have mentioned.

The Deputy Chairperson: 129.

Mr Augustin: Acquisition of Non-Financial Assets – 31113013: Youth Centres. Can we know the number of youth centres concerned by this project and where?

The Deputy Chief Commissioner: You mean the youth centres, the amount of Rs 4.5 M which is budgeted? It is the question, what it is to be used for, the number of youth centres. Donc, we have youth centre of English Bay. Yes, it is also going to be used for retention money following the construction of Baladirou, the operational centre.

Mr Volbert: Yes, Item 21110.001: Coach. Je crois qu'il y a trois en postes en 2020 et 2020/2021, il y a trois. Peut-on savoir c'est de quelle discipline?

The Deputy Chief Commissioner: You mean Coach? There are three coaches and there are still three coaches. The Coaches that are in the Commission for Youth and Sports, as far as I remember, there is one for football, athletics and boxing.

Mr Volbert: Yes, can we know how many coaches are there in football?

The Deputy Chief Commissioner: There is one. One for football.

Mr Volbert: Tout récemment, il y a un coach de football qui a pris sa retraite. Est-ce qu'on peut savoir s'il y aura de remplaçant?

The Deputy Chief Commissioner: But I see that the number of posts for coaches has remained the same. So, there are three in post. There are three funded. So, if I am to refer to the figures given, there will be no additional coach for football because there are only three. If there is at least one, they cannot, then, we would have observed that... But if there are three and there are three in post but...

The Deputy Chairperson: 130.

Mr Von-Mally: Item 22060: Swimming Pool for which the sum of Rs 1.5 M is earmarked and eventually, we have Rs 1.2 M. There is a decrease. Can we know whether this swimming pool is fully operational and whether it is being used regularly?

The Deputy Chief Commissioner: As far as I remember, there has been the complete renovation of the swimming pool and the Commission was in process of setting up of sports clubs and there was given the intention of inviting the public for utilisation of that infrastructure. I also think that there was also the policy of getting the schools involved in the use of the swimming pool as long as also there were the willingness for training of the coastguard with also the training of fishermen. So, we are making maximum use as far as possible of that infrastructure.

Mr Augustin: The same Item. Can we know the amount of money paid for the running of this swimming pool every month?

The Deputy Chief Commissioner: I have not the figure for the running cost, if ever it can be provided.

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner: For the running cost per month, it is about Rs 100,000.

Mr Grandcourt: Yes, 22030.003: Rental of Vehicles. So, can we know, can we have more details about that? What are the vehicles that are being rented and what are they used for?

The Deputy Chief Commissioner: It is not being rented so far but in the... It has been observed that there are much overtimes which is paid by the Commission and in this endeavour, the Commission intends to go ahead for the renting of buses for the transportation of athletes, Centre de formation and other structures after their training sessions. But I think that the tender has been launched and it is now under evaluation and I think that within the next week, we are going to see if the bid is really expensive.

Mr Grandcourt: Alors, est-ce que ce sont des... Normalement, c'est que les minibus transportent les athlètes. Est-ce que ça va être des minibus ou bien des bus qui vont transporter les athlètes? Parce que si jamais c'est toujours les minibus, ça va faire plusieurs aller-retours. Donc, ça va retourner à la même chose. Donc, ou bien à la rigueur, pourquoi est-ce que la Commission n'achète pas des bus ou bien minibus ? Je ne sais pas.

The Deputy Chief Commissioner: It includes both minibuses and buses. Both.

Mr Augustin: Item 22900.942 and 943. Promotion of Sports Activities, Allowance to Sports Animators. We have seen that for the promotion of sports activities, the sum has been decreased as well as allowance for Sports Animators. Can we know whether there will be less activities and less Sports Animators that will help the young for this budget.

The Deputy Chief Commissioner: Mr. Deputy Chairperson, it is predicted that with the outbreak of Covid-19, there will be less competitions that are to be held. It is for sure but as regard to the allowance to sports animators, there will be also less session for the *différents centres de formations* but nevertheless, as mentioned by the Chief Commissioner, we will be granting additional grant to the Regional Committees for the recruitment of additional Sports Animators, especially in those disciplines that there are not.

Mr Félicité: Item 22060.017: Upgrading of Sports Ground. So, can you give details on these sports grounds which have been upgraded?

The Deputy Chief Commissioner: Upgrading of Sports Ground from Rs 2 M to Rs 1.8 M. This provision is meant for grass trimming and lighting of sports grounds and as I mentioned this morning, there has been 150 floodlights which have already been acquired by the Commission which have been installed and are being installed.

Mr Perrine: Yes, can the Deputy Chief Commissioner inform the House whether this sum of Rs 1.8 M. the ground of Roseau, sports ground of Roseau is included in this project, please?

The Deputy Chief Commissioner: I mentioned, Mr Deputy Chairperson, this upgrading, I think it is under the recurrent budget. It is meant for trimming and lighting but for Roseau ground, it falls under sports complexes which is under the capital project and the tender for the upgrading of this... of Roseau ground has already been launched, I think last month and in the light of bids that are going to be received, then, we will see if we are going to proceed with the...

Mr Grandcourt: Yes, Mr Deputy Chairperson, Security Services. 22090.001: Security Services. We have seen that last year, Rs 440000 have been earmarked and this year, no money has been earmarked. So, can the Commissioner explain this change in figure in figure? So, whether... Just explain this.

The Deputy Chief Commissioner: So, there has been no earmarking for next financial year. This is the question. The Security Guard will be made available by the Central Administration by assignment of duties at the level of General Workers.

The Deputy Chairperson: Page 131 on sports.

Mr Augustin: Acquisition of Non-Financial Assets, Sports Complexes. Can we know the number of project under this sports complexes and where?

The Deputy Chief Commissioner: So, as regard to this, this is why I was telling... I just formerly mentioned to respected Member Perrine. We have retention money for levelling and fencing of Mourouk playground. We have works, upgrading works which are to be done at Sainte Famille Football Field whose contract has already been awarded. We have the construction of Roche Bon Dieu Stadium. Under the same heading, we have a lot of retention money for weightlifting equipment at Camp du Roi and retention money also for upgrading of Camp du Roi Stadium and then, as mentioned, the work at Roseau. Let me check it out. Then, we have constructions of toilets and cloakrooms at La Ferme and Baie Lascars. Yes.

Mr Perrine: Mr. Baptiste. May I know from the Commissioner why there has been... there is no Head of Arts and Culture and no budget, no fund made available?

(Interruptions)

Mr Baptiste: Scheme of Service has not yet been prescribed.

Mr Perrine: Can I know from the Commissioner when the Scheme of Service will be ready and why has this Scheme of Service taken too long to be ready?

Mr Baptiste: So, it depends on the PSC; it is not our...

Mr Perrine: Mr Deputy Chairperson, the ICE represents the PSC in Rodrigues. Is it not? Yes. Why...

(Interruptions)

Mr Perrine: The PSC is the PSC; he is directed by the PSC. Okay, okay. Can I know from the Commissioner, give us at least, approximately a date or a month when this will be ready?

Mr Baptiste: PSC is not under my control, Mr Deputy Chairperson.

Mr Perrine: Will it be this year or next year?

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: Next question.

Mr Grandcourt: Page 132. Production of Dictionnaire Créole-Rodriguais. So, can we know where matters stand concerning this, the production of Dictionnaire Rodriguais and the difference in figures concerning the two financial years?

Mr Baptiste: Prototype A to G. Prototype A à G.

(Interruptions)

Mr Baptiste: The prototype has already been done from letters A to G. So, the prototype, yes in December 2019, and the amount will be sufficient to complete the project in this financial year, the coming financial year.

Mr Perrine: Yes, can I ask the Commissioner if it is possible to make a copy available in the library of this Assembly? Yes, there is a draft copy. I have one. Tomorrow, if you want, I can...

Mr Perrine: Second question. With regard to Safeguard and Promotion of Segá Tambour of Rodrigues, can the Commissioner inform the House about the activities or what is being done to promote the séga tambour with the sum of Rs 500,000.

Mr Baptiste: Séga tambour, there is a date for séga tambour on 07 December. Ça, c'est sûr, Séga Tambour II, ce décembre and training... School of Séga Tambour also.

(Interruptions)

Mr Baptiste: Leisure Centre.

(Interruptions)

The Deputy Chairperson: 133.

Mr Perrine: 133. Can the Commissioner inform the House with regard to Item 3112: Cultural and Leisure Infrastructure? Give us a status about these figures.

Mr Baptiste: So, procurement and supply of adjustable covered modular podium, upgrading of Cultural and Leisure Centre Parcours Culturel at L'Union and installation of air con at leisure centre of Mont Plaisir.

The Deputy Chairperson: 134.

Mr Grandcourt: CLAC, 31112.010. Yes, Extension/Renovation of CLACs. How many CLACs are involved and will that money be sufficient – Rs 1 M for the extension of CLACs? Rs 1 M? So, can the Commissioner explain, please?

Mr Baptiste: So, provision is made for the consultancy services for construction of a new CLAC at Port Sud-Est and upgrading of existing ones.

Mr Grandcourt: Will the amount be sufficient?

Mr Baptiste: Obviously. That is why we have...

The Deputy Chairperson: 135.

Mr Perrine: Item 21110.001: Museum Technician. Can the Commissioner inform the House about these two Items, Museum Technician and Museum Attendant (on roster)? The post has not been filled yet and we already have a museum at Baie Lascars. Can I have more information on this?

Mr Baptiste: So, priority will be given to filling of vacancies at the level of Curator and Conservator for the time being.

The Deputy Chairperson: 136.

Mr Perrine: 136. Acquisition of Artefacts for the museum. I see a sum of Rs 50,000 which has been decreased for 2021 to Rs 40,000. Can I ask the Commissioner... Est-ce que je peux demander aux Commissaires comment peut-on acquérir des artefacts pour Rs40 000? Qu'est-ce qu'on a ? Où est-ce qu'on peut trouver des artefacts value for money for... pour mettre dans le musée ?

Mr Baptiste: Some people are giving their... free of charge as patriots. That is why according to the trend of expenditure, these Rs 40,000 will be sufficient for the purpose of collecting for acquisition.

Vote 8 -1 Commission for Youth Sports, Arts and Culture, Library Services, Museum, Archives and Historical Sites and Buildings (Rs 119,073,000) was, on question put, agreed to.

Vote 9-1: Contingencies and Reserves was called.

The Deputy Chairperson: Page 137.

Vote 9-1: Contingencies and Reserves (Rs 30,000,000) was, on question put, agreed to.

Summary of Revenue – Summary of Revenue was called.

The Deputy Chairperson: 138.

Revenue (Rs 4,184,385,000) was, on question put, agreed to.

The Deputy Chairperson: That will do for the Draft Estimates Committee.

/UNREVISED/

REPORT STAGE

The Deputy Chairperson: Respected Members, I have to report to the House that the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the Financial Year 2020/2021 have passed the Draft Estimates Committee with amendments.

The Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for Financial Year ending 30 June 2021 were, as amended, agreed to.

ADJOURNMENT

The Chief Commissioner: Mr. Deputy Chairperson, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Tuesday 23 June 2020 at 10.30 a.m.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

The Deputy Chairperson: The House stands adjourned.

At 01.17 a.m. the Assembly was, on its rising, adjourned to Tuesday 23 June 2020 at 10.30 a.m.